

Solidarité éclatée

La Pologne est devenue un pays normal, avec un pouvoir démocratique et des oppositions, déclarait récemment à Paris le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. Il invitait les investisseurs étrangers à ne pas s'inquiéter de la scission qui apparaissait déjà au sein de la solidarité. Le soutien quasi unanime des Polonais à leur syndicat d'État n'est pas le garant du succès d'un programme d'austérité comportant une rigueur encore inégalée dans les autres pays rasés par le communisme.

Solidarité est désormais scindée en deux : d'un côté, les partisans de M. Lech Wałęsa. Celui-ci, n'ayant plus d'autre fonction que de présider un syndicat qui s'interroge sur son rôle, a le premier donné le coup de pied dans la fourmilière. L'Entente du centre, le mouvement qui s'est créé pour soutenir sa candidature à la présidence de la République, prend une coloration de plus en plus populiste et nationaliste, qui pourrait lui garantir le soutien d'un électoral paysan, hostile aux réformes économiques engagées.

D'un autre côté, s'est formé un réaction, et pour soutenir le gouvernement, un nouveau parti des intellectuels, l'Action démocratique (ROAD), qui a tenu dimanche 29 juillet son premier congrès, autour de dirigeants de premier plan des luttes passées, des Bujak, Fraynuk, Michnik ou Kuron. Il compte déjà quatre mille « permanents bénévoles », et dans deux mois sa structure nationale devrait être en place.

Le premier objectif du ROAD est d'obtenir du Parlement actuel - issu du compromis électoral de 1989 et composé encore, dans la proportion de 65 %, d'anciens communistes - une modification de la Constitution qui permettrait d'abandonner des élections législatives anticipées, puis l'élection du président au suffrage universel.

M. Wałęsa a en effet des chances d'être élu président par les députés, dont beaucoup se déterminent en fonction de la promesse qu'ils obtiendront - ou non - de conserver leur siège. Le Prix Nobel pourrait certes aussi être élu au suffrage universel, même si les sondages actuels donnent toujours la préférence à M. Mazowiecki. Mais au cas où l'élection présidentielle suivrait les législatives il aurait alors en face de lui un nouveau Parlement, fort d'avoir été élu pour la première fois de façon totalement démocratique.

Le ROAD vient de recevoir le soutien indirect du général Jaruzelski, un atout institutionnel de poids même si l'ancien Parti communiste ne représente plus rien sur le plan électoral. Le président a en effet affirmé la semaine dernière qu'il n'entendait pas démissionner tout de suite, comme le réclament les partisans de M. Wałęsa. Il s'est prononcé pour des élections législatives anticipées au printemps prochain, avant toute élection présidentielle.

La Pologne tiendra-t-elle jusque-là sans crise ou mouvements sociaux majeurs ? Beaucoup dépendra de la position qu'adopteront l'Eglise, le pape gardant lui-même la possibilité d'intervenir pour atténuer les conflits. Mais aussi de la décision personnelle de M. Wałęsa, dont les trois quarts des Polonais soutiendraient qu'il reste un dirigeant syndical et se contente d'être une autorité morale.

M 0147 - 731 0 - 5 00 F



Elections début 1991 en Algérie

Les islamistes ne doutent pas de leur victoire que le FLN et les autres partis vont tenter d'endiguer

C'est « après une longue réflexion » que le président Chadli Bendjedid a finalement décidé, dimanche 29 juillet, d'organiser au cours du premier trimestre de 1991 des élections législatives anticipées, que réclamait le Front islamique du salut (FIS), fort de sa victoire aux élections municipales du 12 juin. Le mandat de l'Assemblée nationale populaire devait s'achever en janvier 1992. Le FLN et les partis d'opposition autres que le FIS vont s'efforcer de mettre au point une stratégie pour contrarier la marche vers le pouvoir des intégristes.



Lire l'article de GEORGES MARION en page 3

Assassinat d'un député britannique

Proche de M. Thatcher, Ian Gow était l'un des adversaires les plus résolus des « républicains » d'Irlande du Nord. Il a péri dans l'explosion de sa voiture piégée [page 22]

La Sibirie et ses « montagnes d'or »

Dans les terres reculées de l'Altai, on espère le soutien économique de Moscou et des Occidentaux. Des hommes d'affaires français s'y sont rendus

L'affaiblissement du pouvoir central en URSS suscite des espoirs d'indépendance économique et de prospérité dans toutes les parties de l'Union. Après le portrait d'une république, le Kazakhstan (le Monde du 25 juillet), celui d'un homme, Alexandre Krivenko.

BARNAOUL (Sibirie occidentale) de notre envoyé spécial

Quand la perestroïka lance des défis aux montagnes de l'Altai (région de Sibirie occidentale rattachée à la République de Russie), Alexandre Krivenko répond présent. A cinquante ans, ce petit homme coriace, patron de la première centrale d'achat alimentaire

d'Union soviétique, Prodintorg, a oublié d'être frileux. Enfant, déjà il marchait des heures entières dans la neige avec sa mère, dormant la nuit dans des trous pour chien. L'autre jour, à Barnaoul, chef-lieu du territoire de l'Altai, a levé son verre à la bonne santé sibérienne. Et tout à l'heure, au bord de ce lac perdu en forêt, il plongeait encore tête baissée dans l'eau lisse et froide après un sauna de fortune, pas assez brûlant à son goût.

Alexandre Krivenko se raconte volontiers, comme il raconte les heurs et malheurs de son pays. Tous les ans, il achète pour 40 milliards de dollars (plus de 55 milliards de francs) de marchandises à l'étranger : « 40 % du sucre importé, 35 % des huiles végétales, 25 % du beurre », à quoi s'ajoutent la viande et mille autres biens de consommation en

dehors des céréales. « Une partie du succès de la perestroïka repose sur mes épaules », affirme-t-il. Il n'a pas passé toute sa vie à combler ainsi par le commerce les lacunes du système productif soviétique. Mais, depuis toujours, il a agi pour l'ouverture de son pays.

ÉRIC FOTTORINO Lire la suite page 16

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le développement en Asie

■ L'Indonésie avant son décollage ■ Inégal recul de la pauvreté en Inde ■ Puissante diaspora chinoise ■ Reprise de souffle au Népal

pages 17 à 19

Les difficultés de l'informatique

Alors que Fujitsu rachète ICL, le PDG de Bull - 1,8 milliard de pertes en six mois - estime que la recherche reste le « meilleur atout » des Japonais

La crise de l'informatique européenne s'aggrave. Le groupe français Bull a annoncé, lundi 30 juillet, une brutale détérioration de ses comptes, avec une perte de 1,882 milliard de francs pour le premier semestre 1990. A Londres, le numéro un japonais Fujitsu a confirmé, lundi, l'achat, pour 7,5 milliards de francs de 80 % du capital du premier fabricant britannique d'ordinateurs (le Monde du 20 juillet).

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le PDG de Bull, M. Francis Lorentz, explique les lourdes pertes de son groupe par l'accélération « des mutations en cours dans l'informatique mondiale depuis un an et demi ». Il envisage de réduire les effectifs de 3 000 personnes, de modifier les modes de distribution et de renforcer les investissements dans l'offre de systèmes complets. Ces grands axes doivent permettre à Bull de surmonter la crise, alors que la recherche reste, selon M. Lorentz, « le meilleur atout » des Japonais.

« Comment expliquez-vous l'importance de vos pertes au premier semestre (1 882 millions de francs) ? »

« Il faut d'abord relativiser. Bull fait traditionnellement 60 % de son chiffre d'affaires dans la seconde moitié de l'année, de sorte que les pertes sur l'année 1990 tout entière seront significativement plus faibles que le chiffre annoncé pour le premier semestre. »

« Ensuite, cette perte reflète l'ampleur de la mutation en cours dans l'industrie informatique mondiale. Je vous rappelle que tous les constructeurs souffrent : le groupe américain Unisys a subi des pertes de 640 millions de dollars (3,5 milliards de francs) l'an passé, l'autre américain Wang de 425 millions de dollars (2,3 milliards). En Europe, celles de Nixdorf ont été de 1 milliard de deutschemarks (3,3 milliards de francs). Cette entreprise a dû se vendre à Siemens. La tendance est générale. »

« Cette mutation, engagée depuis un certain temps, provient d'une évolution techno-

logique qui fait exploser les barrières de protection des constructeurs. Les ordinateurs de chaque fabricant étaient, hier, incompatibles entre eux car ils tournaient sur des logiciels de base différents, propriétés de chaque maison. L'informatique était cloisonnée. Aujourd'hui se développent des logiciels comme UNIX dans les systèmes scientifiques ou MS/DOS dans les micro-ordinateurs, qui sont communs à tous les fabricants. Ils constituent ce que nous appelons des standards. »

« Quelles en sont les conséquences ? »

« Pour les fabricants, elles sont énormes. D'abord, nos marges s'en trouvent fortement réduites. Nous passons d'un marché protégé à un marché de produits interchangeables, de technologie plus simple et sur lequel entrent des dizaines, voire des centaines de nouveaux concurrents. Pensez aux firmes de micro-informatique du Sud-Est asiatique. »

Propos recueillis par ÉRIC LE BOUCHER Lire la suite page 16

La mort de Bruno Kreisky

Socialiste dans une Autriche conservatrice juif mais antisioniste...

Gravement malade depuis plusieurs années, l'ancien chancelier Bruno Kreisky, qui a dirigé sans interruption le gouvernement autrichien pendant treize ans, de 1970 à 1983, est mort dimanche 29 juillet à l'âge de soixante-neuf ans.

L'Europe vient de perdre l'un de ses grands personnages, en même temps que l'un des hommes politiques les plus originaux qu'elle ait produits en ce siècle. Chez Bruno Kreisky, tout était paradoxe, et cette union des contraires, jointe à un grand naturel, ajoutait à la séduction que cet esprit déconcertant exerçait généralement sur ceux qui l'approchaient.

Nourri de vastes lectures et d'échanges intellectuels, il n'avait pourtant pas à forcer son talent pour entretenir avec les gens du peuple une relation directe, empreinte d'humour et de simplicité.

Véritable « bête politique », il goûtait particulièrement les périodes électorales, qui lui donnaient l'occasion de multiples rencontres et de conversations spontanées - parfois prolongées - avec ses auditeurs-électeurs. Liens faits d'écoute et d'affection mutuelle, qui devaient permettre à ce chancelier « rouge » de réussir l'exploit de mener quatre fois de suite son parti à la victoire et de diriger pendant treize ans (de 1970 à 1983) un pays penchant plutôt pour le « noir » des conservateurs ou le « brun » de la nostalgie.

MANUEL LUCBERT Lire la suite page 5

Renaissance du PC sud-africain

Après quarante ans d'interdiction

page 3

Naccache, la France et l'Iran

- A Téhéran, la libération du terroriste rallume la guerre des radicaux contre le président Rafsanjani.
- Les réactions des détenus dans les prisons françaises

page 6

Elections législatives en Mongolie

L'opposition entrera au Parlement mais le PC restera aux commandes

page 4

Frissons fin de siècle

La feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX
11. - La secte socialiste

page 2

Le sommaire complet se trouve page 22

DE LA CARTE À PUCE À L'INVENTEUR : Inépuisable spectacle de la réalité !

Roland Moreno découvre la vie à pleines dents, à des idées à revendre et un ave sur tout. Un homme qui a réussi à mettre en circuit 100 millions de télécartes et à faire entrer le mot dans le dictionnaire de l'Académie Française ne pouvait assurément pas écrire un livre comme tout le monde ! Dans la *Théorie du Bored Ambient*, il nous parle du sujet qui nous tient le plus à cœur, notre société et ses multiples travers... C'est un livre complètement fou, dérangeant, parfois déroutant, et surtout innovateur !

Le Figaro Littéraire, Bruno Corti

Couverture : Giovanni
Préface : Jean-Louis Gassé
Pages : 302 Prix : 120 F

Il y a du Bored dans ce bidouilleur de Moreno, je veux dire du Bored écrivain, le seul genre. Mais il y a autre chose, peut-être de commun, c'est notre ébahissement devant ce monde bordélique.

L'Événement du Jeudi, Michel Polac

TBA : une véritable et salutaire déconographie

éditions belfond

François de Closets

TELECARTE 50

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Irlande, 180 IR ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 Ft ; Norvège, 19 KRN ; Pays-Bas, 2,60 Fl. ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F SWE ; Suisse, 1,70 FS ; USA, 1,75 \$; USA (Hawaï), 2,5 \$.

سكنا من الامم

سنة من الاجل

2 Le Monde • Mardi 31 juillet 1990 •

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

11. La secte socialiste

Blanquistes, guesdistes et autres révolutionnaires s'installent au Palais-Bourbon et conquièrent leurs premières mairies. La CGT lance le mythe de la grève générale. Jaurès se pose en rassembleur.

« C'EST une transformation sociale qui s'impose pour faire disparaître, avec la féodalité industrielle, terrienne et bancaire, le parasitisme dont le scandale de Panama n'est qu'une des formes », proclame en janvier 1893 un Manifeste aux travailleurs de France. « La question sociale est la question des élections de 1893 », renchérit Millerand dans sa profession de foi aux électeurs du XII^e arrondissement de Paris : « La nation doit reprendre sur les barons de cette nouvelle féodalité cosmopolite les forteresses qu'ils lui ont ravies pour la dominer, la Banque de France, les chemins de fer, les mines. » Les socialistes après Panama sont à l'offensive. Ils ont pris leur belle part « à la besogne de démolition », dit Jaurès, en dénonçant le scandale. Ils sentent la force neuve d'une violence sociale qui monte dans les grèves à répétition et les défilés du 1^{er} Mai dans la percée des syndicats et des Bourses du travail, mais aussi, hélas, dans l'explosion des premières bombes des anarchistes. Les Pâques révolutionnaires sont proches, pensent-ils. Et ils entendent y communier.

La bonne nouvelle sort des urnes aux législatives des 20 août et 3 septembre 1893. La « secte », la chapelle désunie de camarades disparates, « le facteur incident et éphémère » de la vie politique française, qui n'avait jamais pu séduire jusqu'alors qu'un électeur sur cent, s'impose brusquement comme une force d'avenir et déjà, dira Ernest Labrousse, « un grand mouvement ». Paris moins de 12 du Palais-Bourbon, les nouveaux élus socialistes, grossis par une douzaine de radicaux transfuges, peuvent y constituer un groupe de 52 députés. Ils font une entrée tonitruante, portés par 600 000 suffrages qui ont quintuplé l'audience du groupe. Jusqu'alors l'extrême gauche, c'était Clemenceau. Elle prend désormais le visage de Millerand, de Jaurès, de Guesde et de Vaillant.

Le trepidement avait été perceptible aux municipales de mai 1892, quand tombèrent aux mains des « rouges » Marseille, Narbonne, Montluçon, Commeny, Carmaux, Saint-Denis et surtout Roubaix, désormais fief des guesdistes et « Mecque sainte » de l'idée. En 1896, la vague gonfle encore : Lille, Calais, Issoudun, Dijon, Ivry, Sète, Roanne sont conquises, les campagnes du Cher et de l'Allier s'embrasent, la France montagnarde de 1848 vire à l'extrémisme au sud de la Loire et sur les zones industrielles du Nord, dans un joyeux désordre de vigneron en colère, de métayers en crise, d'artisans râleurs, de radicaux déçus, d'intellectuels pénétrés et même, divine surprise, d'authentiques prolétaires. De la vieille unité républicaine à la révolution sociale, le socialisme à la française a sauté le pas. « Le commencement du siècle prochain sera le commencement de l'ère nouvelle », prophétise Jules Guesde en 1897.

Ces succès, pourtant, ne font pas un parti. Et surtout pas une de ces rutilantes machines social-démocrates de modèle germanique, qui broient tout sur leur passage et prétendent conduire sans broncher les travailleurs à l'extase. Malgré l'éloquence et le prestige du groupe parlementaire qui s'unifie, qui dispose d'un bon organe de presse avec la *Petite République* et qui combat vaillamment la République bourgeoise sur son propre ring, ce socialisme français reste déchiré, médiocrement ouvrier, aussi phrasé que idéologiquement ondoyant, mince en effectifs et désespérément pauvre : fragile, pour tout dire.

Divisé, il l'est parce qu'il plie sous le poids d'une histoire tachée de sang au

« Le commencement du siècle prochain sera le commencement de l'ère nouvelle », prophétisait Jules Guesde en 1897.

rythme des révolutions en cascade, glorieuses et manquées, de 1793, 1830, 1848 et 1871. Le massacre et l'excil des Communards, surtout, l'ont décapité, assommé, livré sans défense à de sourdes implosions, au moins jusqu'à l'immortel congrès de Marseille, en 1879, où l'ascétique Guesde a promu l'idée d'un vrai parti de classe, dont un marxisme rudimentaire pourrait être la religion. Ce qui suffit à hérisser le docteur Brousse, qui pense, lui, contre les caporaux guesdistes vendus aux influences étrangères, que « la question communale est plus de la moitié de la question sociale », que la violence ne mène à rien, et qu'il serait autrement profitable de préparer l'avenir en conquérant des mairies, et en y faisant fonctionner des régies et des services collectifs dont le succès saignerait peu à peu le capital.

S A poignée de « possibilistes » s'entre-déchire d'ailleurs bientôt : en 1890, les amis d'Allemane ont repris leur liberté et cultivent dans leur coin leur haine des chefs et des politiques tout en faisant les doux yeux aux rudes gaillards des syndicats, avant de se scinder à leur tour en 1896. D'autres cousins sont aussi mal en point : les blanquistes qui rêvent au grand coup de torchon de la « journée » décisive se débattent, même si leur chef de légende, Vaillant-le-Communiste, fait encore sangloter les meetings. Quelques centaines d'anarchistes, exclus de la famille dès 1881, carcassent l'action directe en solitaire, poussent à la grève générale salvatrice et passent à la « propagande par le fait » en 1892. Glissant dans toutes ces eaux mêlées, quelques avocats et professeurs fraternels ralliés à la cause des travailleurs, un Millerand, un Viviani, un Jaurès, offrent en désespoir de cause leurs bons offices de socialistes « indépendants ».

Le Parti ouvrier français de Guesde est de très loin la plus grosse boutique, la mieux organisée, la mieux implantée. Or il compte péniblement 2 000 membres en 1889 et 16 000 dix ans plus tard. C'est dire l'extrême faiblesse



PREMIER SOCIALISTE. — Cochon, vendu ! (éclate) deux, trois, quatre ! (éclate) cette assiette et donnez-la-moi, qu'on l'heure je me fais badin !
DEUXIÈME SOCIALISTE. — Halte ! vous donnez, vieille fioclet, attention, attention ! vieille gonaple anarchiste ! j'marcherai avec démodé, plutôt que de te la donner !
LE BOURGEOIS (un s'en allant). — Ça va bien, ça va bien, vous qui avez dormi tranquille !

numérique du socialisme français dans l'Internationale, face, notamment, au mastodonte allemand du SPD qui, aux mêmes dates, vogue autour de 400 000 adhérents, irrigue un dense réseau d'associations, de syndicats, d'écoles et de fanfars, emploie quelque 3 000 permanents et séduit les électeurs par millions. Une si chétive constitution entretient assurément la division chronique. Mais celle-ci n'explique pas tout. Bien souvent, le succès local du socialisme doit beaucoup à la personnalité d'un chef charismatique et suit les aléas de sa fortune. Les coups de tabac de la vie politique ont fait des ravages : le boulangisme, en particulier, a bousculé ce petit monde en vendant à tous vents le verbe révolutionnaire, séduisant les uns, déstabilisant les autres, faisant rougir des radicaux et rapprochant les nationalistes du petit peuple.

Cet émiettement durable est-il le reflet d'une sociologie médiocre ? En un sens, oui. La France compte peu de vrais prolétaires, avec moins de 3 500 000 ouvriers d'industrie ; on y recense en revanche plus de deux millions d'établissements industriels, souvent minuscules, où le salariat est atomisé et la conscience de classe muette ; et l'échec, l'atelier et la boutique entretiennent toujours l'individualisme du travail indépendant. A l'inverse, on peut faire observer que c'est sans conteste cette dispersion chronique, cette pluralité originelle qui ont donné élan et originalité à la vocation socialiste, dans une fidélité têtue à l'idéal égalitaire, communautaire et libertaire des sans-culottes, des quarante-huitards proudhoniens et des insurgés de 1871. La structure économique et sociale du pays, à l'évidence, ne suffit pas à expliquer mécaniquement la fragilité des socialistes. Ce sont deux autres contraintes, lourdes, enracinées, bien vivantes, qui freinent leur élan en le court-circuitant. La première tient dans l'orgueilleuse originalité de la meilleure forme d'action authentiquement ouvrière : la grève, qui fut depuis 1871 le moment, l'outil et le moteur d'une conscience de classe en formation. Mieux encore : la pratique gréviste débouche déjà, chez les ouvriers les plus

conscients, sur le mythe de la grève générale en pleine an « grand soir » ; conduit à assumer des pratiques violentes que des transfuges de l'anarchisme et de l'allemanisme peuplant les syndicats rendront plus incisives encore ; postule qu'un syndicalisme d'action directe peut construire seul — sans le secours « des sectes et des partis » dira la charte d'Amiens en 1906 — un autre socialisme, édifié par le bas, libre, fraternel et sans Etat.

R UDE concurrence pour nos socialistes épars ! Car elle mine leur ambition d'une conquête progressive des pouvoirs publics, d'une subversion méthodique de l'Etat bourgeois. Et, surtout, elle les pousse à la faute : le 21 septembre 1894, au congrès corporatif de Nantes qui rassemble les apôtres de la grève générale, les guesdistes prêchent en vain pour la supériorité du parti sur le syndicat dans la conduite de l'émancipation ouvrière puis, à bout d'arguments, quittent la salle. Fatale rupture, qui ruine tout espoir de bâtir un jour une social-démocratie, en France, qui met les socialistes en rivalité, dès l'année suivante et pour longtemps, avec la CGT, qui ravale leur teinture marxiste au rang de marchandise émanicipatrice importée. La grève, ayant précédé le syndicat, le syndicat ayant antérieurement sur le parti dans la gestion des luttes ouvrières, cette compétition était certes dans la nature historique des choses. Elle fut pourtant ruinée. Et l'occasion manquée des années 1890 ne se représentera plus.

En revanche, l'autre contrainte n'engendre pas de rivalité. Bien au contraire, c'est en s'appuyant sur elle que les socialistes trouvent leur voie. Elle tient en une phrase, d'une densité historique à toute épreuve : 1789 et son rêve démocratique, la Révolution, ce « bloc », et sa forme républicaine de gouvernement des hommes, ont glorieusement précédé en France le socialisme. Celui-ci, qu'il le veuille ou non — et il le voudra volontiers, — n'est qu'une des composantes d'un autre conflit, celui de la gauche contre la droite, qui se super-

pose au conflit de classes. Le catéchisme des droits de l'homme et des Jacobins, testé d'un solide sans-culottisme, est leur corpus révolutionnaire inné et la République enfin installée le lieu légitime de son expérimentation. « La conquête du pouvoir par les urnes devient ainsi le plus clair moyen de changer la société » (Michel Winock).

Cultiver l'esprit républicain, le défendre contre tous les assauts intérieurs et extérieurs, s'allier sans déchoir à la bourgeoisie radicale, faire du socialisme la conséquence heureuse d'une Révolution en marche depuis qu'on a pris la Bastille : telle est la voie naturelle, légitime et sûre du socialisme français. En mai 1896, le « programme de Saint-Mandé », ce bréviaire proposé par Millerand pour en finir avec les « querelles d'écoles » et hâter l'unité socialiste, ne dit pas autre chose : il lie indissolublement « la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste » à la conquête des pouvoirs publics par le seul suffrage universel, et au souci de ne pas sacrifier la patrie républicaine à l'internationalisme.

C'est très exactement ce que laissait entendre à la Chambre, le 21 novembre 1893, le passionné de synthèse qui vit douloureusement le schisme avec les syndicats, qui conduira cabin-cabin ses camarades à l'unité de la SFIO en 1905, jouira un temps d'un leadership incontesté sur l'ensemble du mouvement ouvrier, dira haut et clair aux docteurs allemands de l'Internationale l'originalité républicaine du socialisme français : Jean Jaurès. Universitaire, il a été intellectuellement converti par l'allemaniste bibliothécaire de l'Ecole normale, Lucien Herr. Républicain de progrès élu en 1885, il est revenu socialiste au Parlement en janvier 1893, au feu de la grève de Carmaux, porté par une coalition de mineurs, de verriers et de ruraux. « Indépendant », il ramènera le groupe des députés socialistes et déploiera à toute occasion la division funeste des militants.

Pour l'heure, il se dresse contre Charles Dupuy, qui entend briser les anarchistes et les « meneurs » après l'explosion, deux semaines auparavant, de la bombe d'Auguste Vaillant en plein hémicycle du Palais-Bourbon. La République, votre République, lui dit-il, conduit au socialisme. D'abord, « par le suffrage universel, par la souveraineté nationale. [...] vous avez fait de vous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois ». Puis vous avez fait les lois d'instruction : « Dès lors, comment voulez-vous qu'à l'émancipation politique ne vienne pas s'ajouter, pour les travailleurs, l'émancipation sociale quand vous avez décrété et préparé vous-mêmes leur émancipation intellectuelle ? Mieux, vous avez mis en harmonie l'éducation populaire avec les résultats de la pensée moderne ; vous avez définitivement attaché le peuple à la tutelle de l'Eglise et du dogme ». Désormais, « vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine, et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place au soleil du monde naturel, le seul que vous n'avez point pâli. [...] Vous avez ainsi concentré dans les revendications sociales tout le feu de la pensée, toute l'ardeur du désir ; c'est vous qui avez élevé la température révolutionnaire du prolétariat et, si vous vous épuisez aujourd'hui, c'est devant votre œuvre ».

Prochain épisode Les « Christos » d'Aigues-Mortes

Sur France-Culture

De lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
• Lundi 30 juillet : La secte socialiste.
• Mardi 31 juillet : Les « Christos » d'Aigues-Mortes.

Pour en savoir plus

- *Le Grand Jaurès*, de Max Gallo, R. Laffont, 1984.
- *Le Socialisme français et le pouvoir*, de Michelle Perrot et Annie Kriegel, E.D., 1968.
- *Le Socialisme français de 1871 à 1914*, de Madeleine Rebérioux, dans Jacques Droz dir., *Histoire générale du socialisme*, t. 2, PUF, 1974.
- *Les Guesdistes*, de Claude Willard, Editions sociales, 1966.
- *Pour une histoire du socialisme en France*, de Michel Winock, *Communistes*, 41, printemps 1988.

ALGÉRIE : l'annonce d'élections législatives anticipées début 1991

Le FLN et les partis démocratiques vont tenter de contrer la poussée islamiste

M. Abassi Madani, le président du Front islamique du salut (FIS), s'est félicité de la décision prise, dimanche 29 juillet, par le président Chadli Bendjedid, de renouveler, au cours du premier trimestre de 1991, l'Assemblée nationale populaire (ANP) dont le mandat devait s'achever en janvier 1992. « Même si cette décision a mis du temps à venir, nous estimons qu'elle met fin aux divergences » avec le pouvoir à ce sujet.

a-t-il déclaré. Quant à M. Ali Ahmad, le chef du Front des forces socialistes (FFS), il s'est étonné que les partis politiques n'aient été ni « associés », ni « consultés », à propos de cette affaire. Il a, toutefois, annoncé que sa formation qui avait boycotté les élections locales du 12 juin participerait à ce scrutin. Annonçant sa décision à l'occasion de la prise de fonctions du nouveau ministre de la défense, le général Khaled Nezzar, le prési-

dent Chadli a précisé qu'il l'avait prise « après une longue réflexion et la conviction que les partis politiques respecteraient les règles du jeu de la démocratie ». Soulignant que l'organisation d'élections législatives anticipées « ne signifie nullement que l'actuelle assemblée a failli à sa mission », le chef de l'Etat a, cependant, affirmé que ce renouvellement n'aurait lieu que si les conditions de paix et de sécurité sont réunies.

Une étroite marge de manœuvre

La décision, enfin prise, de procéder à des élections législatives après la déroute subie par le FLN aux élections du 12 juin était inévitable. Toutes les familles politiques étaient d'accord à cet égard. Le FLN, arguant du caractère local du scrutin, a fait mine de croire que rien n'obligeait le président à appeler à nouveau les électeurs aux urnes. L'argument n'aura pas tenu deux mois.

Sans doute le président Chadli tirera-t-il gloire du respect qu'il manifeste devant la volonté populaire en décidant de nouvelles élections. Et, sans doute aussi, cette autosatisfaction n'est-elle pas totalement imméritée. Après tout, il n'est pas si courant dans le monde arabe qu'un chef d'Etat remette en jeu son pouvoir et laisse aux électeurs le soin de décider de leur sort.

Mais il n'échappe à personne que le président n'avait, tout compte fait, qu'une étroite marge de manœuvre. Le 12 juin, la victoire du FIS a été si nette que le pays en est aujourd'hui encore paralysé. Le FLN, parti « chéri » du pouvoir, se déchire violemment : au pouvoir, les textes votés en trainant les pieds les textes que lui soumet le gouvernement. Lequel, même s'il est « respectable », n'est que le mot d'un responsable, un « bureau d'études » produisant des règlements qu'une administration dans l'expectative

ne prend même plus la peine de mettre en application. Telle est l'Algérie aujourd'hui. Le « statu quo » n'est, dans ces conditions, plus tenable et le président Chadli, qui semble avoir plus hésité sur la date que sur le principe même de nouvelles élections, a enfin pris la seule décision qui s'imposait.

Les islamistes du FIS ont tout lieu d'en être satisfaits, eux qui ne doutent pas un instant de leur prochaine victoire. Pour-ils auraient-ils préféré que les élections législatives se tiennent plus tôt mais ils semblent croire, aujourd'hui, que ce nouveau délai n'aura pas de conséquences sur le score final.

Épreuve de vérité

Il est même vraisemblable que la date des prochaines élections a été choisie avec leur accord puisqu'ils sont la seule formation politique à pouvoir contester sérieusement une décision présidentielle. Lors d'une récente conférence de presse, M. Madani avait de nouveau appelé à la dissolution de l'Assemblée nationale tout en prenant garde, cette fois, de ne fixer aucun délai contraignant. Le président Chadli pouvait ainsi donner l'illusion d'agir encore en homme libre et le FIS, qui cherche visiblement à s'effrayer personne, apparaît comme un parti respectueux de la légalité constitutionnelle.

Pour les autres partis, ces nouvelles élections serviront d'épreuve de vérité. Absents du scrutin ou, pour la plupart, d'entre eux, n'ayant recueilli que quelques voix, ils vont devoir prouver qu'ils ont le soutien du peuple. Les démocrates ont ainsi tout au plus sept mois pour démontrer que leurs tentatives de regroupement peuvent aboutir et constituer une alternative crédible face au FIS, donné déjà gagnant.

Les choix de M. Ali Ahmad, chef du FFS, seront ici déterminants. Saura-t-il accepter une alliance avec d'autres forces politiques, dont le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) qu'il veut au moins faire cavalier seul, partant sur son prestige personnel pour attirer à lui l'essentiel du vote non islamiste ? Une bonne partie de la réponse est contenue dans le choix du mode de scrutin. Un scrutin proportionnel favoriserait le chacun-pour-soi ; un scrutin majoritaire, au contraire, catalyserait les regroupements.

Reste le FLN qui, incontestablement, paiera le tribut le plus lourd à la situation nouvelle. La crise qui le traverse est si profonde que personne ne sait si ce parti sera même encore capable de se présenter aux élections sous sa forme actuelle.

Le dernier comité central a été ainsi incapable de tirer la leçon des

événements et encore moins de proposer une perspective nouvelle. Les membres de la direction se séparant sans parvenir à voter le texte qu'une commission avait laborieusement tenté de mettre au point. Depuis, la formation est en proie à de multiples forces centrifuges. Alors qu'une partie de ses cadres lorgnent vers les démocrates, une autre caresse l'idée d'un regroupement avec des islamistes modérés, les deux groupes étant d'accord pour que disparaissent le FLN « qui a joué son rôle historique et qu'il est temps de mettre à la retraite ».

GEORGES MARION

■ MAROC : un dirigeant islamiste tunisien se dit hostile à la création d'un Etat au Sahara occidental. — Le leader du mouvement islamiste tunisien An-Nahda, M. Rachid Ghannouchi, s'est prononcé contre la création d'un Etat au Sahara occidental, dans une interview publiée, dimanche 29 juillet, par le quotidien *Al-Ahram*, organe de l'istiqal. « Comment un homme raisonnable peut-il se permettre de parler d'un Etat de cent mille personnes dans un monde qui connaît la création de grands groupements régionaux », a-t-il déclaré. M. Ghannouchi, a estimé que « la question du Sahara a été créée de toutes pièces par les ennemis de l'Islam afin de maintenir la nation islamique dans une situation dominée par des conflits ». — (AFP)

COTE D'IVOIRE

« Le pays peut devenir à tout moment une véritable poudrière » déclarent les évêques

La Côte d'Ivoire « sombre dans l'appauvrissement, l'insécurité, l'immoralité, l'injustice », estiment les évêques du pays dans une lettre pastorale lue au cours du week-end dans toutes les églises. « L'économie est délabrée », ajoutent-ils en précisant qu'il faut « apaiser les rancœurs, panser nos plaies, susciter chez nous des hommes et des femmes compétents et capables aux postes qui leur sied ».

« Le temps du « miracle ivoirien » est clos, et il a fait place au « mal ivoirien ». De l'écorce à la moelle, ce « mal ivoirien » est économique, social, politique, moral, spirituel », déclarent les évêques. « La société ne fonctionne plus selon les règles de l'équité, mais plutôt selon l'in- térêt individuel et la corruption. La faillite sociale conduit droit à la faillite politique », font remarquer les prélats qui regrettent que l'on ait « géré, parfois, avec beaucoup de légèreté et de malhonnêteté les immenses richesses. A tous les niveaux, le gaspillage, la corruption, le détournement du denier public se sont profondément ancrés dans les mœurs ».

On a « perdu le sens de la vraie

solidarité et du bien commun, à tel point que le citoyen n'est plus objectivement protégé par la loi mais par les relations qu'il a. Pire encore, le coupable reste trop souvent impuni à cause des appuis dont il dispose », indique la lettre épiscopale qui dénonce « la violence qui a explosé notamment dans le milieu scolaire et dans les forces de l'ordre. La violence couve toujours dans ce pays de la paix qui pourrait devenir à tout moment une véritable poudrière ». — (AFP)

LIBERIA

M. Charles Taylor affirme la « légitimité » de son gouvernement

Les Etats-Unis ont affirmé n'avoir aucune preuve qu'un gouvernement formé par le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), Charles Taylor, ait remplacé celui du président Samuel Doe. Le chef rebelle avait annoncé, dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 juillet, dans une déclaration radiodiffusée, la dissolution du gouvernement et son remplacement par un exécutif issu d'une « Assemblée nationale patriotique de reconstruction ». « Nous avons entendu la déclaration mais il n'y a pas de preuve pour étayer cette affirmation », a déclaré un responsable du département d'Etat.

Les maquisards rebelles du NPFL se trouveraient, selon l'envoyé spécial de l'AFP, à moins de 3 kilomètres de la capitale, le palais présidentiel, sur l'attaque duquel Charles Taylor refuse de se prononcer. « Doe sera capturé ou tué », a-t-il simplement déclaré. « Nous ne lui permettrons pas d'être évacué par quiconque ».

Le chef rebelle a, d'autre part, indiqué qu'il serait candidat à la présidence lors des prochaines élections libres qui devraient être organisées dans les six mois. A son

avis, « la légitimité du gouvernement est fondée sur la volonté populaire. Le NPFL est maître de 90 % du territoire et 95 % de la population lui est favorable ». a-t-il ajouté.

Charles Taylor a cherché à atténuer ses divergences avec Prince Johnson, récemment entré en dissidence. « Il a fait une erreur qui sera réparée, mais je le connais bien, il est resté parmi nous. Quand il reviendra, je pense que nous aurons les mêmes idées », a-t-il estimé. A l'en croire, « Doe est le seul problème dans ce pays ». — (AFP)

■ SÉNÉGAL : fin du congrès du Parti socialiste. — Le douzième congrès ordinaire du Parti socialiste a été clôturé, dimanche 29 juillet, à Dakar, par l'élection d'un nouveau bureau politique de trente membres dirigés par M. Abdou Diouf, réélu secrétaire général à l'ouverture des assises. Selon les nouvelles règles du parti, il n'y a pas de hiérarchie dans le bureau. A cette occasion, le président Diouf a déclaré qu'il n'était pas candidat à la succession de M. Javvier Perez de Cuellar à la tête du secrétariat général de l'ONU. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD : après quarante ans d'interdiction

La deuxième naissance du parti communiste

Au moment où les partis communistes se sabordent par le monde, les communistes sud-africains relancent officiellement leur parti, forcé à la clandestinité depuis 1950. Le parti communiste sud-africain (SACP) est le plus ancien du continent. Il a été créé en 1921, bien avant que

les indépendances des années 60 mettent le mardisme-léninisme à la mode, de la Méditerranée à l'océan Indien. Il est également étroitement imbriqué au Congrès national africain (ANC) que la plupart de ses militants sont aussi membres de l'ANC, et parfois au plus haut niveau.

Enfin, le SACP renaît sur fond d'accusations de complot insurrectionnel et d'arrestations. Une quarantaine de ses militants sont sous les verrous depuis une dizaine de jours, dont l'un des plus éminents, M. Mac Maharaj, souvent considéré comme le numéro deux du parti.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le sujet a bien évidemment été au centre des dernières interventions de M. Nelson Mandela, le vice-président de l'ANC et de M. Joe Slovo, le secrétaire général du parti communiste sud-africain (SACP). Les deux hommes ont peut-être moins fermement rejeté les accusations qu'ils ne l'avaient fait il y a quelques jours, mais ils ont, avec la même fermeté, réaffirmé leur total engagement dans le processus de négociation avec le gouvernement.

A Soccer City, à mi-chemin de Soweto et de Johannesburg, dans un stade à moitié rempli, devant quelque trente-cinq mille personnes, M. Joe Slovo, au beau milieu de son discours, dimanche 29 juillet, a affirmé l'implication de son parti dans les discussions en cours avant de répéter : « Nous sommes fidèles à la lettre et à l'esprit des minutes de Groote Schuur », le document signé au début du mois de mai par les délégations de l'ANC et du gouvernement qui se rencontraient pour la première fois officiellement.

« Les trois mensonges »

M. Slovo se souvenait certainement des jours où il exerçait son métier d'avocat, entre 1950 et 1963, au barreau de Johannesburg, et n'a pas résisté à quelques effusions de manches en épi- graphes « le lobby » qui l'accuse de ne s'être engagé dans le processus de paix.

« Ils ont créé un « complot rouge » reposant sur trois mensonges », a-t-il jeté à la foule. « Premièrement, ils ont dit que j'étais à Tongaat le 19 mai, pour assister à une conférence du parti, « alors que j'étais en train de me reposer à Lusaka », comme doivent l'indiquer « les rapports de la police aux frontières ».

« Deuxièmement, à ce meeting de Tongaat auquel je n'ai pas assisté, je suis censé avoir dit que le parti n'était pas tenu de respecter un accord de cessez-le-feu et un tel accord était signé entre l'ANC et le gouvernement. Je n'ai jamais rien dit de tel, ni à Tongaat ni ailleurs, et ne le dirai jamais », a-t-il lancé, déchaînant l'enthousiasme dans les gradins.

« Troisième mensonge, en impliquant le SACP dans ce complot, ils ont décrit l'« opération Vula », nom de code donné à ce que les autorités désignent comme le « complot rouge » (le Monde du 28 juillet), alors qu'ils savent parfaitement qu'il s'agit d'une opération secrète de l'ANC préparée en 1987. Et que, de toute façon, il n'en est absolument pas fait mention dans les minutes de la conférence de Tongaat », a conclu M. Slovo en réponse aux accusations du gouvernement.

Dans son allocution, prononcée entièrement en xhosa, le chef d'état-major d'Umkhonto we sizwe (la lance de la nation), la branche armée de l'ANC, M. Chris Hani s'est violemment opposé au « souhait » du président Frederik De Klerk d'écarter M. Slovo de la délégation de l'ANC qui doit participer au « deuxième round » des « négociations sur les négociations », le 6 août prochain à Pretoria.

M. Mandela a pour sa part souligné, une fois de plus, la qualité des relations entre l'ANC et le SACP, répondant par le même occasion à ceux qui voient son organisation manger au creux de la main des communistes. « L'ANC n'est pas un parti communiste. Mais, en défenseurs de la démocratie, nous nous battons pour le droit d'exister du parti communiste », a déclaré M. Mandela avant de faire l'éloge du secrétaire général du SACP : « M. Slovo est un vrai ami. Au fil des années et des épreuves, nous avons partagé les mêmes vœux sur la façon de mettre fin au système criminel de l'apartheid. Aujourd'hui, nous partageons les mêmes vœux en ce qui concerne les négociations avec le gouvernement. » Et M. Mandela d'ajouter : « Joe Slovo a compris et respecte l'ANC indépendant. Il ne veut pas le transformer en outil ou en pantin du parti communiste ».

L'ANC et le PC étroitement mêlés

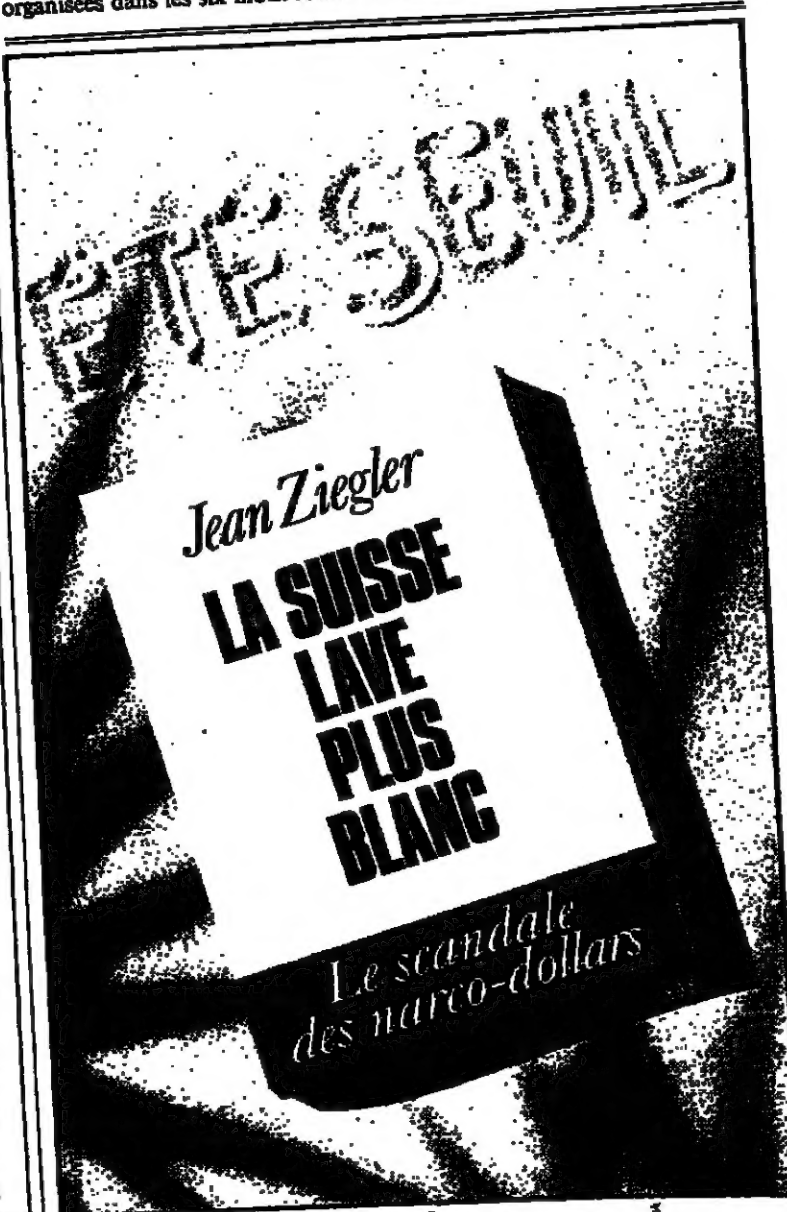
L'étroitesse des liens entre l'ANC et le SACP est cependant bien illustrée par la composition de la direction interne du parti, rendue publique par M. Cheryl Carolus, membre de la première délégation de l'ANC qui avait rejoint le gouvernement à Groote Schuur. Sur vingt-deux membres, huit sont également membres du comité national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'ANC : MM. Joe Slovo, secrétaire général du SACP ; Dan Tloome, président du SACP ; Brian Bunting, membre du comité central ; Chris Hani, chef d'état-major d'Umkhonto we sizwe et membre du bureau politique ; Ronnie Kasrils,

chef des services d'Umkhonto we sizwe et membre du Comité central ; Mac Maharaj, actuellement emprisonné (le Monde du 28 juillet), membre du bureau politique ; Govan Mbeki (père de Thabo Mbeki, responsable des affaires étrangères de l'ANC), membre du comité central ; Reg September, membre du comité central ; Sizakele Sigashane, membre du bureau politique.

Dans l'autre sens, plus de la moitié des membres du Comité exécutif national de l'ANC sont également dans les rangs du SACP. Mais l'alliance est en fait tripartite. Le Congrès sud-africain des syndicats (COSATU), la centrale syndicale noire, est elle aussi étroitement mêlée à l'ensemble ANC-SACP.

Le parti communiste, en raison de son interdiction depuis 1950 et de l'exil de ses dirigeants depuis 1960, souffre d'un défaut de soutien populaire. Et l'ANC se comporte en mouvement de libération, plutôt rassembleur tant qu'il ne se transforme pas en parti politique. Le Cosatu et ses nombreuses fédérations représentent au plan social et économique la classe ouvrière sud-africaine dans ses relations avec le patronat et l'Etat. Le SACP, qui retrouve pignon sur rue, ne cache pas son ambition de s'élever en « parti d'avant-garde ». Le dôme minuscule commun : « transformer l'Afrique du Sud en pays démocratique, non raciale et non sexiste ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER



سكوتيا الوطن

AMÉRIQUES

PÉROU : passation de pouvoirs sur fond d'attentats et de marasme économique

Le président Alberto Fujimori déclare la guerre à la corruption

C'est sous haute surveillance policière que le nouveau président péruvien Alberto Fujimori a pris ses fonctions, samedi 28 juillet, à Lima, en présence de cinq chefs d'Etat et d'une vingtaine de délégations internationales. Comme pour saluer l'événement à leur manière, les guérilleros du Sentier lumineux avaient orchestré une nouvelle vague de terreur, coupures d'électricité, attaques diverses, incendies : au total vingt-quatre personnes sont mortes au Pérou en ce jour de fête.

LIMA

de notre correspondante

Certes, le Pérou est un pays déchiré, mais le terrorisme est loin d'être le seul responsable, comme l'a mis en évidence, lors des cérémonies du 28 juillet, l'empoignade verbale des parlementaires, qui s'accusaient, entre autres noms d'oiseaux, de « voleurs ». La corruption de certains fonctionnaires du régime sortant, présidé par Alan García, n'est plus à démontrer, mais les membres de la coalition de droite du Front démocratique, qui jouant soudain les procureurs amateurs ont semé le scandale dans l'hémicycle, n'étaient peut-être pas les mieux placés pour se poser en censeurs de la moralité : le régime d'Alan García remporte peut-être la palme dans ce domaine, mais celui de son prédécesseur, l'architecte Fernando Belaúnde, n'a rien à lui envier.

Ce n'est donc pas un hasard si le président Alberto Fujimori a consacré une bonne partie de son discours d'investiture à la moralisation, « parce que la corruption règne au sein de l'administration, et de là, s'étend sur l'ensemble de la société... parce que le trafic de drogue s'est infiltré dans les hautes sphères de l'Etat ». Chacun en a pris pour son grade, et le chef de l'Etat a promis une lutte implacable pour juguler les « épidémies néfastes du terrorisme et du trafic de drogue », comme l'avaient fait ses prédécesseurs. Mais la tâche ne sera pas aisée car la vénalité est une pratique solidement ancrée dans la société.

L'ingénieur Fujimori, nouveau venu à la politique, loin de prôner un « discours historique », comme il est d'usage en cette cir-

constance, s'est limité à lancer des dards, à gauche et à droite, contre les responsables du « désastre » dont il hérite, ce qui lui a valu nombre de manifestations hostiles de la part des parlementaires, qui n'ont pas hésité à commenter bruyamment son discours.

La population s'attendait à l'annonce de drastiques mesures économiques d'ajustement. Mais le chef de l'Etat, abandonné par son équipe de technocrates il y a juste quinze jours, parce que celle-ci le soupçonnait de vouloir appliquer les recettes du Fonds monétaire international, n'a, semble-t-il, pas eu le temps de mettre au point un programme de redressement.

Fermeture des banques

Bien qu'il ait assuré qu'il fera montre de « pragmatisme », et ne se rendra pas « esclave des recettes magiques extraites des textes », les mesures à promulguer dans les prochains jours seront de toute façon très dures puisqu'il estime que, pour parvenir à la « vérité des prix » fixés par l'Etat, la majoration à envisager est de l'ordre de 1 200 %. Pour amortir le coût social de cet ajustement, M. Fujimori a fait savoir qu'il demanderait au Congrès des pouvoirs d'exception, pendant six mois, afin de dicter des dispositions en matière

□ CUBA : les quatre Cubains réfugiés dans la résidence de l'ambassadeur d'Italie sont sortis. Les quatre Cubains qui s'étaient réfugiés, le 17 juillet dernier, dans la résidence de l'ambassadeur d'Italie à La Havane sont sortis « volontairement » et sans conditions, vendredi soir 27 juillet, a annoncé un communiqué du ministère des Affaires étrangères cubain. Aucun d'entre eux ne sera poursuivi pour violation du siège diplomatique, a précisé le communiqué, assurant que les ex-réfugiés avaient « regagné leur domicile ». (AFP)

□ MEXIQUE : manifestation de 20 000 paysans privés de terre. Plusieurs milliers de paysans sont arrivés samedi à Mexico au terme d'une marche de dix jours organisée pour obtenir des distributions de terre. Les paysans, au nombre de 20 000 selon la police, avaient l'intention de s'installer devant le siège du Parti révolutionnaire ins-

titutionnel (PRI) au pouvoir pour rappeler au président Carlos Salinas de Gortari ses promesses en octobre de l'année dernière, de distribuer des parcelles aux paysans sans terre. (Reuters)

□ PANAMA : découverte des corps de 15 personnes tuées lors de l'intervention américaine. Une fosse commune contenant les cadavres d'au moins 15 personnes tuées lors de l'intervention américaine au Panama en décembre dernier a été découverte samedi 28 juillet, au cimetière de Monte-Esperanza, dans la ville de Colon, à 130 km au nord-est de la capitale. Les cadavres, parmi lesquels figure celui d'un adolescent de 16 ans, ont été exhumés par des membres de l'Institut de médecine légale, agissant à la suite de la campagne lancée par le Comité des familles des militaires et civils tombés lors de l'intervention de l'armée américaine. (AFP)

« Les Péruviens sont fatigués d'être fatigués », devait conclure M. Fujimori en s'expliquant sur son pari de créer « une unité nationale de salut ». « Qu'on n'interprète pas comme un signe de faiblesse mon inclination au dialogue, y compris avec les groupes entrés en rébellion armée, à condition qu'ils déposent les armes. Le peuple m'a élu pour cela. » Commentaire de son prédécesseur Alan García, qui prend provisoirement sa « retraite » à quarante et un ans, dans un message d'adieu qui avait tout d'un avertissement : « Une chose est de souhaiter rêver, une autre gouverner, administrer un pays. »

NICOLE BONNET

REPÈRES

GRANDE-BRETAGNE
Inculpation de l'auteur d'une prise d'otages dans un club de Londres

L'homme qui avait pris en otages dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 juillet les clients d'une boîte de nuit du centre de Londres, a été inculpé dimanche soir pour possession d'armes à feu et menaces de mort. M. Hani Elrayes, trente ans, d'origine syrienne et employé dans l'import-export, devait être présenté lundi matin devant la justice. La prise d'otages, qui avait duré une dizaine d'heures, n'a pas fait de victimes. Armé de deux fusils, d'une baïonnette et d'un faux pistolet, M. Elrayes avait fait irruption dimanche matin dans le club Tokyo Joe's où se trouvaient quelque 200 personnes. Ivre et surexcité, il avait menacé de faire exploser une bombe si on ne lui fournissait pas un avion pour se rendre à Beyrouth. Au fil des heures, le preneur d'otages avait accepté de laisser sortir des clients, avant de se rendre peu après midi. (AFP)

ITALIE

Nouvelle polémique sur les rapports entre la CIA et la loge P2

Ennio Remondi, le journaliste de RAI-UNO, à son retour des Etats-Unis où il a été poursuivi son enquête sur les liens entre la CIA,

l'ancienne loge P2 et les pouvoirs occultes italiens, a fait connaître, samedi 28 juillet, ses ultimes découvertes au juge d'instruction, Francesco Monastero. Dans l'après-midi, sur décision du magistrat, les carabinieri ont opéré la saisie d'une partie du matériel dans les locaux de la rédaction. « Je suis revenu des Etats-Unis où j'ai recueilli des centaines de documents qui prouvent que nous sommes sur la bonne piste », dit cependant Remondi. S'il affirme lui-même que tous ne sont pas probants, il a poursuivi en indiquant que parmi ceux-ci, figureraient les traces de sociétés financières et les numéros de comptes courants sur lesquels opérait la CIA.

La direction de la RAI ayant décidé de ne pas poursuivre la divulgation des éléments, l'hebdomadaire l'Espresso prend, lundi, le relais. Selon la périodique, le trafic financier CIA-P2 serait passé par une société luxembourgeoise, la Amitalia Sund, qui avait un compte secret à l'Union des banques suisses de Zurich. Selon la même source, les magistrats romains auraient déjà demandé une commission rogatoire au Luxembourg.

TURQUIE

Les affrontements en Anatolie ont fait 43 morts

Trente deux militants séparatistes armés et onze membres des forces de l'ordre ont été tués depuis une semaine lors d'opérations contre les « terroristes séparatistes » dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, selon un bilan rendu public, dimanche 29 juillet à

Diyarbakir, par la préfecture de cette région. Ce total de 43 morts en cinq jours lors d'opérations militaires fait de ce bilan l'un des plus sanglants des opérations déclenchées par l'armée contre les rebelles. L'intensification des affrontements armés entre les forces de l'ordre et les « terroristes » serait le résultat d'une nouvelle offensive de l'armée turque dans le triangle de la mort, Hakkari-Mardin-Sirt, proche de la frontière turco-syro-turque. Ce nouveau bilan porte à près de 2 000 le nombre de personnes tuées dans le Sud-Est anatolien depuis la reprise de la rébellion armée en août 1984. (AFP)

YOUgoslavie

Le premier ministre crée un parti « réformateur »

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a annoncé dimanche 29 juillet la création d'un parti « réformateur » qui se présentera aux prochaines élections libres de l'après-guerre pour le Parlement yougoslave. M. Markovic a annoncé cette décision devant quelque cent mille personnes rassemblées sur le mont Kozara, en Bosnie-Herzégovine.

Le premier ministre, dont la popularité ne cesse de croître, a annoncé également l'adoption prochaine d'une loi électorale et l'organisation d'élections avant la fin de l'année. Partisan de l'économie de marché et du multipartisme, M. Markovic, en créant un parti yougoslave, cherche à faire contre-poids aux nombreux partis nationalistes qui menacent de faire éclater la Fédération. (AFP)

CANADA :
les revendications indiennes

La guerre d'Oka n'aura pas lieu...

MONTREAL

de notre correspondant

« Nous nous tendons pacifiquement la main, mais ne nous forçons pas à vous présenter le poing parce que nous sommes prêts à le faire. » Du haut de sa stature de lutteur, Billy Two Rivers, membre du conseil de bande de Kahnawake, réserve mohawk du sud de Montréal, a résumé le sentiment des quelque 2 000 Amérindiens, canadiens surtout mais aussi américains, qui ont afflué de leurs réserves lointaines, pour appuyer, dimanche 29 juillet, leurs frères du village d'Oka (Nord-Ouest de Montréal), cernés depuis dix-neuf jours par la police québécoise.

Ce rassemblement « pour la paix et la justice » organisé par l'Assemblée des premières nations du Canada avec le soutien de plusieurs Eglises, syndicats et mouvements en faveur des droits de l'homme, s'est tenu, au son du tam-tam et des chants sacrés, à moins de deux cents mètres d'une autre manifestation conduite par près de trois cents résidents blancs d'Oka. Particulièrement véhéments derrière les barrières policières qui les contenaient à peine, ils entendaient protester contre la présence de « guerriers » mohawks lourdement armés, dans la petite forêt que ces derniers revendiquent à l'autre bout du village. Ils voulaient aussi empêcher une délégation d'Amérindiens de se rendre sur les terres en litige.

Une crise qui s'éternise

Dans la touffeur d'orage qui pesait, au propre comme au figuré, la confrontation n'a pas eu lieu. Les Amérindiens ayant choisi de l'éviter. Mais les esprits continuent de s'échauffer au cœur d'une crise qui s'éternise. Ottawa refuse toujours de négocier avec les Mohawks, tant que l'ordre ne sera pas rétabli, mais les « guerriers » mohawks ne désistent pas, craignant à présent de multiples arrestations. Il ne se passe plus guère de journée sans que des Amérindiens manifestent ou dressent des barrières routières dans un coin ou un autre du pays, pour soutenir leurs frères d'Oka mais aussi pour mettre en avant leurs propres doléances.

« Nous sommes arrivés à une étape cruciale de notre histoire, où il nous faut revendiquer la souveraineté de nos nations et notre droit à l'autodétermination », a déclaré à Oka Conrad Stou, vice-président de l'Assemblée des premières nations du Canada, qui ne ménage aucun effort pour convaincre les siens que cette démarche doit se faire pacifiquement. A la veille du retour de milliers de vacanciers québécois, plus nombreux à filer vers les plages en juillet qu'en août, Billy Two Rivers et les siens sont déterminés à conduire de bloquer l'un des quatre ponts qui permettent au baril-lard de la rue sud du Saint-Laurent de venir travailler au centre-ville de Montréal, s'exposant ainsi à de nouvelles flammées de racisme « anti-sauvages ».

MARTINE JACOT

□ ETATS-UNIS : six hommes d'affaires reconnus coupables de blanchiment d'argent de la drogue. Un ancien banquier de l'homme fort du Panama, le général Noriega, le directeur adjoint de la Banque internationale de crédit et de commerce (BCCI), quatre employés de la BCCI et un homme d'affaires colombien ont été reconnus coupables, dimanche 29 juillet, à Tampa (Floride), du blanchiment de 32 millions de dollars provenant du trafic de cocaïne pour le compte du cartel de Medellín. Ils risquent de cinq à vingt ans de détention. (AFP)

□ Quarante-neuf pillards arrêtés à Chicago. Quarante-neuf personnes ont été arrêtées dimanche 29 juillet, à Chicago (Illinois), pour avoir pris part à des pillages perpétrés à la faveur d'une panne d'électricité survenue samedi soir et qui a privé 40 000 foyers de courant, a-t-on annoncé de source officielle. La police estime à une quinzaine le nombre de commerces mis à sac. (AFP)

ASIE

MONGOLIE : les élections législatives

L'opposition entrera au Parlement mais le PC reste aux commandes

L'opposition démocratique doit faire son entrée au Parlement en Mongolie à l'issue des premières élections relativement libres qui s'y sont tenues dimanche 29 juillet, sans remettre en cause la suprématie du Parti communiste, au pouvoir depuis près de soixante-dix ans.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

M^{me} Chingee, la plus âgée des occupants d'une des tentes perdues dans la prairie, a ouvert la porte aux deux agents électoraux venus en limousine soviétique lui apporter à domicile l'urne et les bulletins de vote. Les formalités d'enregistrement accomplies, elle a marqué sur les quatre bulletins correspondant aux assemblées de différents niveaux soumises au scrutin sa préférence pour l'un des deux candidats. C'était la première fois qu'on lui proposait deux noms au lieu d'un seul. Les bulletins pliés et glissés dans l'urne, les deux agents électoraux sont repartis à bord de leur Voiga noire quérir le vote d'autres électeurs, ailleurs, dans la campagne.

Le choix de la vieille dame était encore restreint : les deux candidats appartenaient au Parti communiste. « Je ne sais pas encore trop à quoi m'en tenir au sujet des partis démocratiques. Je n'en soutiens pas un, en particulier, mais j'approuve l'opposition dans son ensemble », a-t-elle souligné comme pour illustrer le fait qu'elle n'était pas dupe, elle non plus, du jeu politique qui se joue en Mongolie à l'heure de la démocratisation : cette opposition, créature du régime, n'existe que par son bon vouloir.

Dans toutes les scènes auxquelles les observateurs étrangers — hongrois, japonais, sud-coréens, britanniques du parti travailliste, ainsi qu'une envoyée du Soviet suprême de l'URSS, M^{me} Sokolova, chargée de mission pour les affaires de transparence et de droits de l'homme — et les journalistes présents ont assisté, le même mélange d'amateurisme et de formalisme légal faisait de cette élection une répétition générale de démocratie, plutôt qu'un véritable scrutin à l'occidentale. La transparence a ses limites : dimanche soir, il était encore impossible d'obtenir le nombre exact d'électeurs (plus d'un million).

Participation maximale

Le Parti communiste n'a pas triché grossièrement, mais n'a pris aucun risque pour obtenir une participation maximale (de l'ordre de 90 %). Dans toute la capitale, on voyait les agents électoraux faire la porte à porte, l'urne à la main, pour récolter le vote des personnes âgées ou invalides qui ne s'étaient pas déplacées jusqu'aux isolots installés dans les écoles et salles des fêtes. La commission électorale assure ne pas avoir reçu d'informations sur des refus de vote dont parle, en certains endroits, l'opposition. Pour recueillir les résultats de plusieurs régions provisoirement privées de télécommunications du fait d'inondations, le pouvoir a affrété des avions.

Ce scrutin représenterait tout de

SRI-LANKA

L'armée prépare l'assaut contre le bastion des rebelles tamouls

Les forces de sécurité s'apprêtent à attaquer la péninsule septentrionale de Jaffna, principal bastion de la guérilla séparatiste tamoule. L'armée sri-lankaise a, en effet, repris mardi 24 juillet le contrôle de la passe de l'éléphant, principale voie d'accès à la péninsule. Vendredi et samedi, cependant, plusieurs affrontements ont coûté la vie à quatorze soldats et quinze rebelles.

Depuis leur reprise le 12 juin, les combats entre l'armée sri-lankaise et les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres de Libération de l'Elam Tamoul) se traduisent déjà par un lourd bilan. Quelque deux mille cinq cents soldats et policiers

auraient été tués en six semaines, selon des sources diplomatiques qui évaluent, par ailleurs, à environ 1 500 hommes les pertes du LTTE. Les pertes militaires sont considérables, ajoutent-elles, l'armée ne comptant que 45 000 soldats. Les pertes civiles sont également importantes. Elles se comptent vraisemblablement par milliers. Selon un député, le nombre des réfugiés tamouls, qui fuient les zones de combats dans le nord et l'est, s'élèverait à six cent mille personnes. D'autres sources estiment plus prudemment que leur nombre varie entre trois cent mille et un demi-million.

Le coût financier — opérations militaires, pertes de matériel, destructions — est encore difficile à calculer mais, selon les mêmes sources diplomatiques, il remonte déjà en cause le développement du pays.

« Que deviendra ce pion aux proportions géographiques imposantes mais dramatiquement sous-peuplé sur l'échiquier asiatique où il se retrouve enfin, après qu'on lui a fait croire qu'il appartenait à l'Europe des Soviets ? C'est la grande incertitude. Tout repose maintenant sur l'accord sino-soviétique de 1989 visant à mettre fin au conflit des deux empires présents sur les hauts plateaux d'Asie centrale. Car, reconnaissent les militaires mongols, Oulan-Bator ne peut plus compter, pour se défendre, que sur « un équilibre d'intérêts » entre ses voisins.

Grande première, les autorités ont jugé bon de faire visiter une unité d'élite de l'armée mongole à la presse étrangère. Celle-ci n'a pu voir, en tout et pour tout dans la caserne, à une demi-heure de route de la capitale, que trois douzaines de soldats, les autres — quatre cents hommes, à en croire le cuisinier, plus bavard que le commandant — étant « aux champs ». Des militaires indisciplinés répondant sans chercher à blâmer qu'ils allaient, bien sûr, voter pour le colonel, celui-ci étant candidat à la députation. D'autres, ailleurs, en revanche, se disent ouvertement en faveur de l'opposition. « Les communistes ? Pfff... », disait un de ceux-là, rencontré dans un train, la casquette posée sur les genoux, supplantant le manque de vocabulaire par un geste éloquent de la main plantant vers le sol. « Moi, je vote social-démocrate. »

Le problème de ce conscript en disant long sur les incertitudes planant sur l'avenir, ici, il avait passé cinq ans de sa jeunesse étudiante en Union soviétique pour devenir professeur de marxisme-léninisme. A « la quille », dans deux mois, il poursuit : « Je serai un chômeur ! Il va falloir que je me reconvertisse dans l'enseignement de la philosophie, ou la gestion... »

FRANÇOIS DERON

□ AFGHANISTAN : le président Najibullah reçoit des soins en URSS. Le président Najibullah s'est rendu dimanche 29 juillet en visite en URSS à l'invitation des autorités soviétiques afin de suivre un traitement médical, a annoncé Radio-Kaboul. La radio, captée dans la capitale pakistanaise Islamabad, n'a pas précisé la durée de la visite et n'a donné aucun détail sur la santé du président, âgé de quarante-trois ans. (Reuters)

EUROPE

AUTRICHE

La mort de Bruno Kreisky

Suite de la première page

Né à Vienne (en 1911), d'une famille juive originaire de la province tchèque de Moravie, Bruno Kreisky se définissait avec malice comme « un vrai Autrichien », insistant ainsi délibérément son destin dans la continuité historique de l'Empire des Habsbourg. Le nazisme et ses crimes — une partie de sa famille, déportée en camp de concentration, y trouve une fin tragique — ne l'incitèrent pas à se reposer la question de l'assimilation, fait acquis dans son milieu depuis plusieurs générations.

Socialiste dès son adolescence, hostile à tout nationalisme, il n'éprouva jamais d'attraction pour le sionisme, allant même jusqu'à considérer comme une aberration que le fondateur de cette doctrine, Théodor Herzl, fut, comme lui, un fils de cette mosaïque de peuples que constituait jusqu'à son effacement en 1918 l'Autriche-Hongrie.

Autrichien « rouge », juif antisioniste : difficile de comprendre le cheminement de Bruno Kreisky sans référence aux termes de ce double antagonisme. Sur le plan interne, son enracinement dans cette terre d'Europe centrale, si féconde en esprits brillants, fut un repart contre la tentation pan germaniste, à laquelle même certains chefs historiques de la social-démocratie autrichienne ne furent pas insensibles. C'est aussi dans cette austérité que s'ancre son

aversion de la mentalité cléricofasciste, coupable à ses yeux d'avoir préparé, entre les deux guerres, le lit du nazisme, en même temps que sa compréhension, qualifiée parfois de faiblesse, envers ceux de ses compatriotes, jeunes chômeurs, travailleurs désorientés, qui se laissaient entraîner par les sirènes hitlériennes.

Dialogue israélo-palestinien

Aux « noirs », responsables, au regard de l'Histoire, d'avoir conduit l'Autriche vers le néant et dont, après la guerre, il continua instinctivement de se méfier, malgré la présence, au sein du Parti populiste, d'authentiques résistants, il préférait, en fin de compte, les « bleus » du Parti libéral, créés pour réintégrer dans la vie nationale certains esprits autrefois égarés.

Ainsi, après son retrait du pouvoir, en 1983, devait-il donner sa bénédiction à une coalition socialiste-libérale, tandis que, quatre ans plus tard, le retour de ses amis à une alliance avec les Populistes l'amenait, en signe de protestation, à abandonner la présidence de son parti et à user de sa liberté de critique dans l'affaire Waldheim, un homme avec lequel il ne s'était jamais senti d'affinités.

Plus retentissante encore fut la position adoptée par Bruno Kreisky à propos du Proche-

Orient. Partisan de longue date de la création d'un État palestinien à Gaza et en Cisjordanie, il n'eut de cesse de mettre en garde les Israéliens contre une politique de force sans issue et de prôner l'avènement d'un dialogue israélo-palestinien. Une attitude qui lui valut dans l'État hébreu de solides inimitiés et beaucoup d'incompréhensions, y compris chez les travaillistes.

Insensible aux réserves auxquelles se heurtait à l'Ouest et dans les rangs de l'Internationale socialiste sa position sur le problème arabe, Bruno Kreisky devait pousser l'audace jusqu'à être le premier chef de gouvernement européen à recevoir, en 1979, son « ami » Yasser Arafat, puis, en 1982, le colonel Kadhafi. En avril 1987, déchargé de fonctions gouvernementales, mais toujours vice-président de l'Internationale socialiste, il n'hésita pas à assister à une réunion du Conseil national palestinien à Alger.

Jusqu'à la fin de sa vie, l'ancien chancelier ne devait cesser de tisser inlassablement des liens entre Palestiniens et Israéliens de bonne volonté et d'intercéder en faveur du respect des droits de l'homme au Proche-Orient. Il fit de cette mission la passion de sa vie, convaincu d'apporter ainsi sa contribution au maintien de la paix dans le monde.

Marxiste

par coquetterie intellectuelle

Social-démocrate gagné aux vertus du « partenariat social », il n'en continuait pas moins, sans doute par coquetterie intellectuelle, à se réclamer du marxisme. Mais son aversion pour le communisme était radicale, ce qui ne l'empêcha pas d'entretenir avec les dirigeants Est-européens un dialogue continu.

Cette fréquentation en fait un partisan déterminé de la détente, ainsi que de l'Ostpolitik, menée à partir de 1969 par son ami l'Allemand Willy Brandt, auquel il liait l'expérience commune de l'exil en Scandinavie pendant la guerre.

Connaissant les limites d'une Autriche coincée entre l'Est et l'Ouest depuis le traité d'État de 1955, qui rétablit sa souveraineté et son indépendance, et dont il avait été l'un des négociateurs, Bruno Kreisky savait que seules des relations de confiance entre les deux Europes et la reconnaissance des États issus du conflit mondial pouvaient contribuer à abattre le « rideau de fer » de la guerre froide. Il voyait dans une telle évolution une chance pour son pays, non plus de jouer entre les deux camps les éternels intermédiaires, mais de renouer pour son propre compte des relations humaines, politiques et économiques, avec un monde marqué pendant des siècles de l'impression autrichienne.

Au-delà même de ce retour dans un grand espace européen, l'ère Kreisky restera celle de l'ouverture de l'Autriche sur le monde et de la volonté de modernisation d'un pays encore mal débarrassé de ses oripeaux passés. Une ambition sans doute trop grande pour un peuple enclin à entretenir une familiarité suspecte avec les fantômes de son histoire et toujours rétif à affronter les défis de l'avenir.

Quel symbole, hélas, à cet égard, que la présence, aujourd'hui, au palais de la Hofburg à Vienne de l'ancien lieutenant Kurt Waldheim, au moment où disparaît celui qui fut, pendant plus d'une décennie, le visage d'une nouvelle Autriche.

MANUEL LUCBERT

Les réactions

M. Waldheim « profondément ému »

Vienne

de notre correspondant

Le président autrichien Kurt Waldheim s'est déclaré « profondément ému » par le décès de l'ancien chancelier Bruno Kreisky, qu'il a qualifié de « personnalité exceptionnelle dans la lutte pour la liberté et la démocratie ».

« Il n'est pas exagéré de dire que nous avons perdu, avec Bruno Kreisky, un des plus grands hommes politiques de l'Autriche de ce siècle », a déclaré le chancelier Franz Vranitzky, exprimant ce que ressentent des centaines de milliers d'Autrichiens.

Bruno Kreisky était un « homme qui avait des vues politiques et la volonté de les réaliser », écrit le quotidien viennois à grand tirage *Kurier*. Si les activités internationales du disparu sont unanimement louées, les critiques que suscitait sa politique économique ne sont pas oubliées. « Sa conception de la politique économique était fautive : sa confiance dans les interventions de l'État dans les circuits de l'économie était dépassée », écrit le *Kurier*. La politique économique de l'ère Kreisky a été notamment dominée par le renforcement du secteur nationalisé comme moyen de garantir le plein emploi. Dans

un de ses derniers entretiens avec le rédacteur d'un quotidien viennois, il y a quelques semaines, l'ancien chancelier, déjà très souffrant, avait confié : « Il y a des moments où j'éprouve le profond désir de mourir. La mort me paraît comme une délivrance. »

W. B.

□ M. François Mitterrand : « Une des grandes personnalités contemporaines ». — Le président François Mitterrand a envoyé dimanche un message de condoléances au chancelier autrichien Franz Vranitzky. « Je suis très ému de la disparition du chancelier Kreisky, l'une des grandes personnalités contemporaines », écrit M. Mitterrand. Je garde le souvenir d'échanges utiles pour nos pays et pour la paix. »

□ M. Yasser Arafat : « Courage, franchise et clairvoyance ». — Le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a rendu un vibrant hommage à l'ancien chancelier autrichien en le qualifiant de « grand dirigeant socialiste », d'« ami sincère » du peuple palestinien et de « fervent défenseur » de la justice et des droits de l'homme. Dans un message au chancelier Vranitzky, M. Arafat déplore le décès de M. Kreisky, dont « le courage, la franchise et la clairvoyance ont fait un des plus importants dirigeants du monde ». — (AFP)

Israël : « Des sentiments ambivalements »

Jérusalem

de notre correspondant

« Il aura suscité tel des sentiments ambivalements », a déclaré un journaliste de la radio israélienne en annonçant la mort de Bruno Kreisky. A vrai dire, la formule relève de l'euphémisme, s'agissant d'un homme qui eut souvent la dent dure pour Israël et le don d'exaspérer ses dirigeants. Car le chancelier autrichien, lorsqu'il parlait du Proche-Orient, avait choisi un registre difficile et particulièrement impopulaire ici : celui de la personnalité de la diaspora qui donne des leçons de morale et de politique à l'État juif.

Ses démentis avec Golda Meir ont été fréquents, et on n'est pas près, à Jérusalem d'oublier certains propos qui, dans la forme comme dans le fond, furent perçus comme autant de mauvais coups : quand il comparait le comportement du gouvernement dans les territoires occupés à celui du régime sud-africain ; quand il lançait que « les Israéliens creusent leur propre tombe » en refusant de négocier avec l'O.L.P. ou encore lorsqu'il traitait le chef de la droite et premier ministre Menahem Begin de « petit épique juif polonais ».

Mais ce qu'une partie des dirigeants israéliens — et pas seulement

à droite — ne lui pardonnèrent pas, ce fut d'avoir été le premier chef de gouvernement occidental à légitimer l'O.L.P. sur la scène internationale en recevant officiellement Yasser Arafat à Vienne en 1979. Menahem Begin parla alors de « trahison » et certains responsables travaillistes, qui côtoyaient Kreisky à l'Internationale socialiste, l'accusèrent d'aller trop vite et de vouloir forcer la main à Israël. Ce fut un beau tollé. Par comparaison, sa rencontre, cinq ans plus tard, avec le colonel Kadhafi ne provoqua que haussements d'épaules atterrés.

En l'absence de réaction gouvernementale à l'annonce de sa mort, le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, n'en a pas moins traduit un sentiment plus nuancé en évoquant « cet homme complexe qui ne laissait jamais indifférent ». Car on se souvient à Jérusalem que Bruno Kreisky — qui est souvent venu en Israël, où il avait de la famille, notamment un frère — fut, aussi, l'homme qui favorisa l'immigration des juifs soviétiques et celui qui servit de médiateur pour obtenir la libération de prisonniers israéliens.

ALAIN FRACHON

HONGRIE : 80 % d'abstentions

Le référendum sur le mode d'élection du chef de l'Etat a été invalidé

Les Hongrois ont boué massivement — à plus de 80 % — le référendum organisé dimanche 29 juillet sur le mode de désignation du chef de l'Etat. Le scrutin a été invalidé, et c'est au Parlement qu'il reviendra donc d'élire le président. Ce résultat est une défaite pour les ex-communistes du Parti socialiste hongrois (PSH) : ils avaient fait de l'élection du président au suffrage direct leur cheval de bataille et avaient obtenu l'organisation du référendum en collectant plus de 100 000 signatures, comme le prévoit la constitution.

Mais l'opinion publique et les principaux partis du pays étaient hostiles à l'organisation d'un nouveau scrutin, dont la nécessité apparaissait fort peu vitale. En

effet, le Forum démocratique (MDF) du premier ministre Jozsef Antall et l'Alliance des démocrates libres (SzDSz), le principal parti d'opposition, avaient conclu un accord ayant permis l'élection au poste de président par intérim d'un membre du SzDSz, M. Arpad Goncz. Ce dernier doit maintenant être confirmé à son poste par le Parlement, probablement dès cette semaine. Le PSH, dont les moyens de propagande sont fortement réduits, n'avait fait qu'une faible campagne, alors que les autres formations faisaient le silence sur ce scrutin, organisé à l'occasion de l'avis général, en plein milieu des vacances estivales. — (AFP, Reuters)

URSS

La rue Gorki à Moscou retrouve son nom du temps des tsars

La rue Gorki, la plus célèbre des artères de Moscou, a été en partie rebaptisée rue Tverskaya, retrouvant ainsi son nom du temps des tsars, par une décision du conseil municipal de la ville, a annoncé samedi 28 juillet *Moskovski Komсомолец* (le Jeune Communiste de Moscou).

C'est la partie de la rue traversant le centre-ville qui reprend le nom de Tverskaya, le tronçon reliant le périmètre intérieur à la gare de Biélorussie conservant son nom de rue Gorki. La rue Tverskaya avait été baptisée en 1932 rue Gorki à l'occasion de l'anniversaire de l'écrivain.

La décision du conseil municipal de Moscou intervient alors que la ville de Kaliningrad, 200 km au nord de Moscou, a déjà été rebaptisée Tver, son nom d'origine. Elle avait

reçu le nom de Kalinine en 1931 en l'honneur du dirigeant communiste Mikhaïl Kalinine, qui devint plus tard président du présidium du Soviet suprême.

En revanche, le porte-avions soviétique *Riga* a été rebaptisé *Varyag* par le Commandement de la marine de guerre en signe de protestation contre les attaques dont l'armée fait l'objet dans les Républiques baltes, a annoncé samedi la *Krasnaïa Zvezda*, le quotidien de l'armée.

Selon ce journal, l'Amirauté se demande également s'il ne faut pas aussi changer le nom du porte-avions en cours d'essais de lancement *Tbilissi*, du nom de la capitale de la Géorgie, où les sentiments nationalistes et antisoviétiques sont très forts. — (AFP)

□ Les Baltes ne participeront pas à l'élaboration du nouveau traité de l'Union. — Comme ils l'avaient laissé prévoir (le Monde du 26 juillet), les présidents des trois Républiques baltes sont convenus qu'ils ne participeront pas à l'élaboration du nouveau traité de l'Union, qui doit définir les relations futures entre le pouvoir central soviétique et les républiques. Les trois chefs d'Etat, Vytautas Landsbergis pour la Lituanie, Arnold Ruutel pour l'Estonie et Anatolys Gorbunovs (Lettonie), ont annoncé cette décision dans une déclaration adoptée à l'issue de la réunion du Conseil de la Baltique vendredi 27 juillet à Jurmala, près de Riga. — (AFP)

□ RFA-RDA : alliance électorale de gauche autour de l'ancien PC est-allemand. — Des membres de plusieurs petites formations de gauche ouest-allemandes et le Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien Parti communiste est-allemand) ont décidé dimanche 29 juillet à Cologne (RFA) d'unir leurs forces en vue des élections du 2 décembre en Allemagne. Le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Hans-Jochen Vogel, a pour sa part exclu dans une interview parue dimanche dans le quotidien *Berliner Morgenpost* l'idée d'une collaboration avec l'ancien Parti communiste est-allemand. — (AFP)

LES BEST-SELLERS DE VOTRE ÉTÉ



Le LIVRE de POCHE

Isabel ALLENDE	Eva Luna
Elisabeth et Robert BADINTER	Condorcet
Françoise CHANDERNAGOR	La Sans Pareille
Barbara CHASE-RIBOUD	La Grande Sultane
Fanny DESCHAMPS	Louison ou l'heure exquise
Gérard DEPARDIEU	Lettres volées
Françoise DOLTO	Tout est langage
Jean D'ORMESSON	Le bonheur à San Miniato
Benoîte GROULT	Les vaisseaux du cœur
P. D. JAMES	Sans les mains
Dominique LAPIERRE	La Cité de la joie
Bernard LENTERIC	La femme secrète
Amin MAALOUF	Samarcande
Gérald MESSADIÉ	L'homme qui devint Dieu
Jérôme PASTEUR	Chaveta, l'arche d'or des Incas
Pierre REY	Sunset
Danielle STEEL	La vagabonde
Paul-Loup SULITZER	Kate
Tom WOLFE	Le bûcher des vanités
Cizia ZYKE	Paranoïa

Du 15/6 au 15/9/90, participez au GRAND PRIX DES LECTEURS DU LIVRE DE POCHE. Renseignements chez votre librairie.

502 من الاحول

سكنا من الامم

PROCHE-ORIENT

Le sort des otages du Liban après la libération d'Anis Naccache

Le « geste » de l'Iran se fait attendre

La grâce accordée par le chef de l'Etat le 27 juillet, à la veille d'un grand chassé-croisé de vacances, à Anis Naccache et à ses complices n'a provoqué que peu de réactions dans les milieux politiques français. On observe la même discrétion à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Les réactions les plus spectaculaires sont venues de détenus de certaines prisons françaises où des mutineries ont eu lieu dans l'espoir d'obtenir un traitement comparable à celui de Naccache, la colère étant aggravée par le fait que les mesures de grâce traditionnelles du 14 juillet ont été, cette année, très limitées. Sur le plan diplomatique, la France escompte un geste de Téhéran pour la libération des otages au Liban. Certes, elle a eu droit à des remerciements, mais son initiative a surtout déclenché dans la capitale iranienne une nouvelle bataille dans la « guerre » que livrent les « radicaux » au président Rafsanjani.

Outre « l'apaisement général, la baisse des tensions dans la région », M. Roland Dumas nous avait dit, samedi 28 juillet, attendre de la grâce présidentielle « la libération de tous les otages occidentaux encore retenus » (le Monde daté 29-30 juillet). Visiblement, il s'agissait davantage qu'un simple « espoir ». Et, dans un premier temps, tout sembla se dérouler selon un processus bien réglé. Dès samedi matin - à peine Naccache et ses complices étaient-ils arrivés en Iran - le *Tehran Times*, proche du président Rafsanjani, annonçait que la libération des terroristes pourrait entraîner l'élargissement, annoncé début juillet par Téhéran comme imminent, « d'un ou de deux otages européens au Liban ». La grâce accordée par M. Mitterrand à Naccache et à ses complices, « longtemps attendue de Paris, qui s'y était engagé il y a deux ans », est « bienvenue », ajoutait le quotidien, et facilitera les « efforts humanitaires de Téhéran pour obtenir des groupes libanais musulmans » la libération des

quinze otages occidentaux du Liban - parmi lesquels ne figure plus aucun Français. Dans un deuxième temps, M. Mahmoud Vaezi, l'un des viceministres iraniens des affaires étrangères et l'homme chargé des contacts avec Paris pour le règlement du contentieux entre les deux pays, recevait, dimanche, l'ambassadeur de France, M. Christian Graeff, auquel il affirmait la volonté iranienne de voir « la libération de tous les otages du Liban pour des raisons humanitaires », assurant que la grâce d'Anis Naccache avait eu « un effet positif sur les groupes libanais musulmans ».

Un enjeu dans la lutte pour le pouvoir

M. Vaezi est le premier officiel de haut rang que Naccache ait rencontré dès son retour à Téhéran, dans la nuit de vendredi à samedi.

Tout semblait donc se dérouler comme prévu. Mais c'est sans compter sur les arcanes de la vie

politique iranienne - extrêmement compliquée. C'était, notamment, ne pas tenir compte de l'enjeu que représentent les otages dans la lutte pour le pouvoir à Téhéran. C'était oublier que les adversaires du président Rafsanjani conservent un contrôle effectif sur le dossier libanais et, donc, sur une partie des éléments pro-iraniens qui détiennent des otages. Les séjours que l'ex-ministre de l'intérieur M. Ali Akbar Mohtashemi, chef de file des radicaux, a effectués à plusieurs reprises au Liban ces derniers mois attestent de l'influence qu'il y conserve. Le même Mohtashemi avait publiquement appelé le président Rafsanjani en appelant les ravisateurs à poursuivre « la guerre froide des otages » au moment où le chef de l'Etat se déclarait en faveur de la fin de cette guerre.

Or la réponse de ces radicaux à l'initiative présidentielle française ne s'est pas fait attendre. « Il n'est pas raisonnable de lier la libération de Naccache et l'affaire des otages », écrivait ainsi dimanche *Kayhan International*, qui n'en

saluait pas moins la « gentillesse » de M. Mitterrand, pour la situer dans un cadre strictement bilatéral. « On peut dire que le président français a agi sagement et de manière pragmatique. Si la libération de cinq prisonniers qui ont déjà souffert de dix ans d'incarcération peut servir à la réalisation d'objectifs supérieurs, pourquoi une telle opportunité ne serait-elle pas saisie ? L'accroissement des liens entre deux pays est sans aucun doute un objectif digne », concluait le journal.

Si M. Rafsanjani est en mesure d'agir sur certains des ravisateurs libanais, il n'est pas sûr qu'il veuille risquer une réaction de ses adversaires qui pourrait se révéler dangereuse pour lui et, peut-être, dramatique pour certains des otages. Un durcissement de certains des extrémistes libanais à la suite de la libération d'un ou de deux otages irait, en effet, à l'opposé du but que le chef de l'Etat affirme se donner.

YVES HELLER

Les relations entre Téhéran et Paris

Une reprise des échanges commerciaux

Les relations économiques entre l'Iran et la France se sont considérablement améliorées depuis la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays en juin 1989, et surtout depuis la levée, six mois plus tard, de l'embargo pétrolier décidé par la France contre le Iran. Seul point noir : le « contentieux financier » lié au prêt de 1 milliard de dollars accordé par l'ancien régime du chah à la France, pour participer à la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium Eurodif, dont le principal n'a été remboursé qu'aux deux tiers et dont le règlement définitif reste bloqué compte tenu des dédommagements réclamés par ailleurs par des entreprises françaises et européennes pour rupture de contrat par l'Iran.

Ce contentieux devrait être réglé très rapidement, nous a assuré, en marge de la conférence de l'OPEP à Genève le ministre iranien du pétrole, vendredi 27 juillet, quelques heures après l'annonce de la libération d'Anis Naccache, soulignant par ailleurs la qualité des relations commerciales et financières entre les deux pays.

En moins de deux ans, l'Iran est redevenu un effet de pétrole brut de la France, derrière l'Arabie saoudite et désormais loin devant l'Irak. De janvier à mai 1990, l'Iran a livré 4,17 millions de tonnes de brut, soit près de 14 % des importations françaises, contre 6,5 millions pour l'Arabie saoudite et 2,3 millions pour l'Irak.

Contrats importants

En sens inverse, les ventes françaises, essentiellement de produits agricoles (viande, produits laitiers, céréales), ont également progressé pour atteindre en 1989 un total de 2,28 milliards de francs, contre 6,6 milliards d'importations pétrolières.

Conséquence de la reprise des échanges : de nombreuses entreprises françaises ont signé des contrats importants pour participer à la reconstruction de l'industrie iranienne. Ainsi Peugeot a passé un accord en décembre 1989 avec le constructeur Khodro pour la fabrication de 500 000 « 405 » destinées au marché local. L'Air Liquide a conclu un contrat de 170 millions de francs pour la fourniture d'usines de gaz industriel. Surtout, c'est le groupe français ETPM, filiale du groupe GTM Entreprense, qui a été choisi par les autorités pour reconstruire le terminal de Kharag, partiellement détruit pendant la guerre et dont les travaux s'élèvent à 1,5 milliard de francs, ainsi que pour la réparation de la plateforme pétrolière de Nasr dans le Golfe. La société d'ingénierie Technip participera de son côté à la reconstruction de la raffinerie d'Abadan, elle aussi détruite.

D'autres contrats seraient actuellement en négociation (construction d'un nouvel aéroport et d'un métro à Téhéran notamment), les entreprises étant depuis la fin de 1989 couvertes par une garantie à moyen terme de la Coface.

V. M.

Mouvements dans plusieurs prisons françaises

Les détenus ont causé d'importants dégâts à Oermingen

Dans plusieurs prisons françaises, les détenus ont accueilli la libération d'Anis Naccache en lançant durant le week-end des mouvements de protestation.

Les prisonniers du centre de détention d'Oermingen (Bas-Rhin) ont mal accueilli la grâce présidentielle accordée à Anis Naccache et aux membres de son commando. Toute la nuit de dimanche à lundi, une trentaine de détenus ont tenté de réintégré leurs cellules, ils ont incendié plusieurs bâtiments, dont l'infirmerie, les cuisines et la salle de sport de cet établissement de cent soixante places, après s'être emparés de nombreux outils.

Un détenu a même tenté de détruire le grillage de l'enceinte de la prison avec un engin de chantier, nous indique notre correspondant Jacques Fortier. Les gendarmes ont dû tirer dans les pneus de la pelleteuse pour interrompre son action. Arrivé dimanche soir à Oermingen, le préfet du Bas-Rhin, M. Jacques Barel, a mené jusqu'au matin des négociations avec les mutins.

Si la plupart d'entre eux avaient

cessé leur mouvement pendant la nuit, ou au moins réintégré les bâtiments sinon leurs cellules, ils étaient toujours dans la matinée de lundi neuf irrédutibles sur le toit à scandaler le nom d'Anis Naccache. Une centaine de gendarmes et de policiers entouraient l'établissement et des renforts de CRS étaient attendus sur place. Les derniers détenus se sont finalement rendus vers midi.

Cinq blessés à Caen

Deux autres établissements pénitentiaires alsaciens ont connu dimanche des mouvements de protestation. Mais à la maison d'arrêt de Strasbourg-Elsau comme à la centrale d'Ensisheim, près de Mulhouse (Haut-Rhin), les détenus ont regagné leur cellule dans la soirée après avoir prolongé la promenade de l'après-midi de quelques heures.

A la maison d'arrêt de Loos-les-Lille (Nord), une centaine de détenus ont repris dimanche un mouvement amorcé la veille. Les gendarmes ont dû employer des gaz lacrymogènes pour les déloger de la

cour de la prison. A Douai, trois des quelque cent détenus qui refusaient de regagner leur quartier sont montés sur le toit, mais dans la soirée le calme était revenu.

Le mouvement avait commencé samedi 28 juillet à Loos, à Ensisheim et à Caen, alors qu'aux Baumettes les détenus protestaient encore essentiellement contre une sanction disciplinaire infligée à l'un d'eux. Dans la plupart des cas, les protestations avaient cessé sans incidents. A Caen, en revanche, de la prison ont été légèrement blessés dans des affrontements avec des détenus. Cent trente d'entre eux avaient en effet refusé de regagner leur cellule après le repas du soir.

La tension avait débuté dans les établissements lorsque les autorités avaient fait savoir qu'il n'y aurait pas cette année de mesure de grâce collective à l'occasion du 14-Juillet. Le président avait seulement accordé une grâce individuelle à deux cents détenus condamnés à de courtes peines (le Monde daté 29-30 juillet).

DIPLOMATIE

M. Renaud Vignal nommé ambassadeur en Roumanie

M. Renaud Vignal a été nommé ambassadeur de France en Roumanie en remplacement de M. Jean-Marie Le Breton.

En 1943, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Vignal a été en poste au Caire, à Washington et à l'administration centrale. Directeur du cabinet du ministre chargé de la coopération et du développement (septembre-décembre 1982), puis consul général à Québec, M. Vignal a été ambassadeur aux Seychelles (1987-1989).

Les compétences de l'ambassadeur de France aux Fidji ont été étendues. Les compétences de M. Henri Jacolin, ambassadeur de France aux îles Fidji, ont été étendues aux républiques de Nauru, de Kiribati et aux îles Tuvalu, à la suite du départ de M. Daniel Dupont.

Ambassadeur à Suva depuis décembre 1989, M. Jacolin, né en 1938, licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales, a été en poste à Belgrade, à Addis-Abeba, à Athènes, et à l'administration centrale.

La rencontre irako-koweïtienne a été différée

La rencontre irako-koweïtienne entre les deux pays se tiendra mardi 31 juillet à Djeddah. L'annonce de cette rencontre, prévue à l'origine pour le week-end, a été faite par un porte-parole saoudien. Elle a aussitôt été confirmée par l'agence de presse irakienne INA, qui a rappelé que la délégation de Bagdad sera conduite par le vice-président du conseil de commandement de la révolution, le numéro deux du régime, M. Izzat Ibrahim. La délégation du Koweït sera présidée par le premier ministre, cheikh Saad El Abdallah El Sabah. (AFP.)

CAMBODGE : report de la rencontre de Paris. - La rencontre inter-cambodgienne convoquée à Paris pour lundi 30 juillet par le premier ministre du gouvernement d'opposition cambodgien, M. Son Sann, est reportée, a-t-on appris dimanche de source proche du leader de la droite nationaliste. Le chef de cabinet de M. Son Sann a indiqué que la tenue de la réunion lundi était « impossible », toutes les parties n'ayant pas fait connaître leur réponse, et notamment les Khmers rouges, la force la plus importante de la coalition. Le fils du prince Sihanouk, M. Norodom Ranariddh, avait, pour sa part, indiqué qu'il lui serait « très difficile » d'être présent lundi, tandis que le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, avait répondu par la négative à la proposition de se joindre à la réunion. (AFP.)

ISRAËL

Une jeune touriste canadienne tuée dans un attentat

La police a prolongé, lundi matin 30 juillet, la garde à vue de huit Palestiniens des territoires occupés soupçonnés d'avoir pu participer à l'attentat à la bombe qui a causé la mort, samedi, d'une touriste canadienne de dix-sept ans sur une plage de Tel-Aviv.

L'attentat - au cours duquel dix-huit autres personnes ont été blessées - a suscité une très vive émotion en Israël. Il a eu lieu à la mi-journée sur une plage où se trouvaient plusieurs milliers de personnes en cette journée de repos sabbatique. Conformément à une technique utilisée lors des derniers attentats - notamment dans un marché de Jérusalem au printemps - c'est un tayeau bourré d'explosifs qui a servi de bombe.

Selon la police, il avait été dissimulé dans un sac de plage, déposé non loin de l'endroit où se reposait Marnie Kimmelman. La jeune fille faisait partie d'un groupe de jeunes d'une organisation sioniste canadienne venu visiter Israël.

L'explosion a provoqué un mouvement de panique alors que des centaines de personnes - adultes et enfants - fuyaient la plage en courant. Conformément aussi à une pratique de plus en plus fréquente, certains, dans cette foule, se sont lancés à la « chasse aux Arabes », arrêtant et tabassant des pigistes ou des passants palestiniens : une demi-douzaine de personnes, victimes de ces brutalités, ont dû être hospitalisées.

Un cas spécifique pour Jérusalem

JÉRUSALEM de notre correspondant

Couverture de presse discrète et absence de commentaire officiel : la libération d'Anis Naccache et la possibilité qu'elle favorise un élargissement des otages occidentaux encore retenus au Liban n'ont guère suscité de réaction publique en Israël.

Ce n'est pas que l'on y soit indifférent à la question des otages. Israël espère, au contraire, pouvoir inclure trois de ses soldats, faits prisonniers ou portés disparus au Liban il y a quelques années, dans tout échange qui aurait lieu avec les groupes chiites qui retiennent des Américains et des Britanniques. A Jérusalem, on est donc très attentif à toute évolution susceptible de faire bouger le dossier. Mais on sait aussi que le « cas israélien » se pose de manière spécifique. Contrairement à la plupart des États occidentaux, Israël est prêt à négocier directement avec les groupes preneurs d'otages et non pas uniquement avec des gouvernements. Le problème pour l'Etat hébreu, c'est que lesdits groupes ne paraissent guère disposés - au moins jusqu'à présent - à discuter avec lui. La « monnaie d'échange » est pourtant là : il s'agit de quelque

trois cents personnes détenues sans jamais avoir été jugées ni condamnées - pour l'essentiel, des militants du Hezbollah libanais - à la prison de Khiam qui se trouve dans cette partie du sud du Liban que contrôle la milice libanaise pro-Israélienne d'Antoine Lahad, l'Armée du Liban Sud.

De temps à autre, les dirigeants israéliens rappellent que ces prisonniers, souvent capturés alors qu'ils menaient des opérations contre cette « zone de sécurité », pourraient être élargis en contrepartie de la libération de trois soldats israéliens disparus dans le sud du Liban en octobre et en février 1986. Pourraient-ils alors aussi faire partie de l'échange l'un des petits chefs locaux du Hezbollah, le cheikh Obeid, et l'un de ses secouristes enlevés dans le sud du Liban, il y a un an, presque jour pour jour, par un commando israélien ?

Le ministère de la défense a fait savoir qu'il n'y aurait pas de négociation sur les chiites détenus à Khiam - ou en Israël même - tant que l'Etat hébreu ne serait, au moins, informé sur le sort de ses trois soldats. C'est une position de principe qui est rappelée chaque fois que de nouvelles rumeurs font état d'une possible libération des otages du Liban.

ALAIN FRACHON

Dans la presse

Raison d'Etat et transparence

La libération d'Anis Naccache inspire de prudents commentaires, lundi 30 juillet, aux quotidiens parisiens et régionaux. Franz-Olivier Giesbert met en cause, dans le *Figaro*, le droit de grâce, qui « ne contribue pas, il s'en faut, à rassurer une justice mal en point ». Jugant que « le pouvoir n'a pas tenté d'expliquer sérieusement au pays la décision présidentielle », le directeur de la revue *Figaro* y voit une « nouvelle preuve, que dans l'Hérogone, la raison d'Etat passe trop souvent, et sans tous les régimes, avant l'exigence démocratique ».

Franz-Olivier Giesbert estime, enfin, que « le discours officiel, annonçant la libération des otages occidentaux encore détenus au Liban, ne saurait tromper personne ». « Pour que cette version fût vraie, écrit-il, il aurait fallu que, comme par le passé, l'échange fût simultané ».

Dans le *Quotidien de Paris*, Jean-Claude Vajou veut « essayer de comprendre François Mitterrand », qui « veille sur la fin de son septennat » et tient à « arriver en fin de carrière présidentielle sans que Paris ne connaisse de nouveau l'odeur des bombes ». « La grande peur de la France, dont on voit qu'elle parle sous de Gaulle, n'est plus qu'un souvenir, écrit l'éditorialiste. Aujourd'hui, François Mitterrand revient sur le rôle des contentieux, comme le petit père Quénelle réglait des problèmes dans la France radicale ».

Le président de la République, selon *Libération*, « savait parfaitement que les témoins de l'opposition pouvaient difficilement protester, ayant eux-mêmes couru des agissements identiques et précaires, d'autre part, la libération de Naccache ». « Ce dernier, ajoute José Garçon, avait, en outre, déjà effectué dix ans de sa peine. C'est loin d'être négligeable, surtout si l'on tient compte des précédents en la matière » Jean Boissonnat, dans la *Tribune de l'ex-*

pression, se demande si M. Mitterrand peut émettre devant l'opinion que la libération de Naccache est « le prix à payer pour avoir obtenu la libération des otages français et pour redonner leurs chances à nos entreprises sur le marché libanais ».

Le *Parisien* s'interroge, sous la plume de Jean-Michel Royer, d'une décision par laquelle « la raison d'Etat écarte, une fois de plus, les oracles de la morale », ce qui est « une nouvelle façon de creuser le fossé entre le pays réel et le pays rêvé ». « Dans une démocratie, il est bien difficile d'admettre que la raison d'Etat puisse, ainsi, l'emporter sur la justice et sur la transparence », estime François-Régis Hulin dans *Ouest-France*. Jean-Marcel Bouguereau, dans la *France (Bordeaux)*, avance que « si la libération de Naccache est intervenue au bout de dix ans de détention, c'est que le personnage détenait étonnamment non seulement pour les Français, mais, aussi, pour les nouveaux dirigeants iraniens, sources de tourner la page du chapitre du terrorisme d'Etat » et que ce « n'était donc plus un geste de faiblesse vis-à-vis des Iraniens, mais une manière de retirer un obstacle à une évolution souhaitée ».

Une victime refuse « l'argent sale »

La mère du policier Bernard Vigna, paralysé à vie depuis l'attentat marqué contre M. Chacour Bekhtiar le 18 juillet 1989 par un commando dirigé par Anis Naccache, a déclaré, samedi 28 juillet, que son fils refusait « l'argent sale » du terrorisme et de ses complices.

La veille, M. Antoine Comte, l'un des avocats d'Anis Naccache, avait annoncé que les familles des terroristes avaient versé 4 millions

de francs environ pour indemniser les familles des victimes de l'attentat. Cette somme correspond aux dommages qui leur avaient été accordés par la cour d'assises des Hauts-de-Seine en 1982. Selon M. Vigna, interrogée par l'AFP, la réaction de la famille a été « méprisante » en apprenant la libération du terroriste libanais. Le policier se trouve en vacances auprès de sa famille à Pordic, près de Saint-Etienne.

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

attendre

RELIGIONS

La prière qui guérit

20 000 pèlerins se sont rassemblés à Lourdes du 23 au 27 juillet avec la communauté charismatique du Lion de Juda : « prodiges », guérisons... et circonspection des autorités ecclésiastiques

LOURDES

de notre envoyé spécial

« Une femme de trente-cinq ans environ qui est atteinte de schizophrénie en plaques et déjà ne peut se déplacer. Cette femme est en train de guérir. Tout comme trois hommes, l'un de cinquante-huit ans, l'autre de soixante-deux ans qui souffrent tous trois de tuberculose. Ces trois hommes ressentent en ce moment comme une chaleur dans leurs poitrines, leur guérison pourra prendre quelques mois. » La basilique souterraine Saint-Pie-X respire difficilement dans le noir. Vingt mille pèlerins, les yeux fixés sur l'autel rouge par de puissants projecteurs, embrasés par les flammes des chandeliers à sept branches, répondent aux prophéties d'un petit groupe de sept charismatiques qui débitent leurs « paroles de connaissance ».

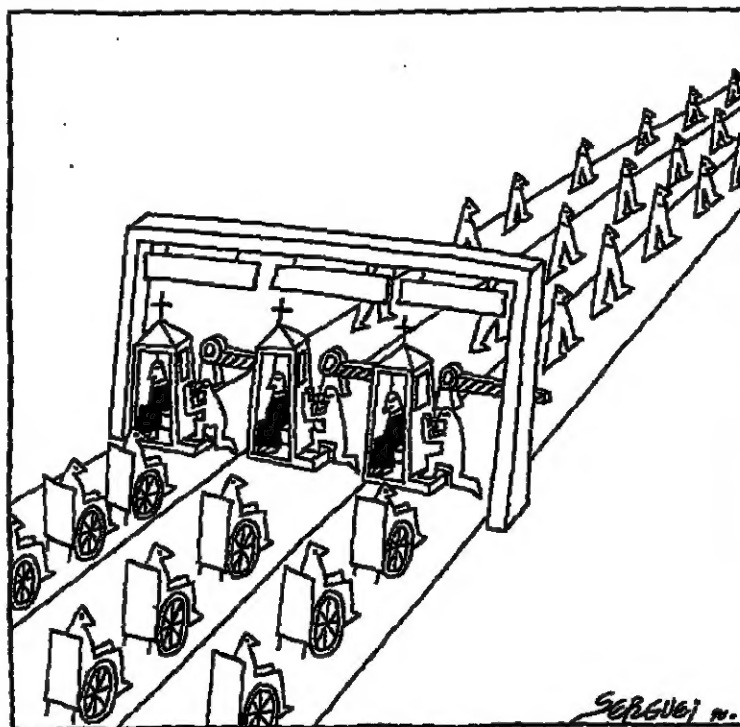
Simple rumeur polyglotte, amen, alléluia ou curieux chants « en langues » polymorphes, fruit du hasard des prières dites à haute voix. Des touristes ou des Lourdaux, habitués à moins de spectacle dans les sanctuaires, les mains ballantes, découvrent ces fidèles qui tendent leurs paumes vers le ciel. Ils sont venus assister à ce que certains appellent déjà « la soirée des miracles ». Une soirée eucharistique avec prières pour les malades, suivie d'une nuit d'adoration du Saint-Sacrement. Il y a deux ans, un électricien des Houillères de Forbach, M. Joseph Charpentier, paralysique depuis dix-neuf ans, s'était levé devant quinze mille personnes, affirmant avoir été guéri.

Question de langage

Chaque année, le Lion de Juda, qui drainerait les guérisons miraculeuses, voit son aura s'accroître. En 1986, Ars étant devenu trop petit pour les dix mille pèlerins, la communauté décida de se rendre à Lourdes. Aujourd'hui, le rassemblement des charismatiques devient, par sa taille, l'un des classiques dans la cité mariale. Mais la communauté et son organisation parallèle, l'aspect spectaculaire de sa liturgie – fortement teintée d'accents orientaux – et de ses pratiques déconcertent les autorités d'un lieu habitué à plus de discrétion.

Tout est question de langage. Parler de guérison pour M. Philippe Madré, modérateur du Lion de Juda (1), nécessite de substantielles précisions. « Le ministère de guérison a toujours été l'une des composantes de la règle de vie de la communauté fondée certes sur la contemplation mais dont les formes d'évangélisation sont proches de celles des franciscains. La guérison n'est qu'un aide, parmi d'autres, à son prochain. »

Ce médecin d'origine protestante, converti à vingt-trois ans après avoir vu de ses propres yeux une jeune fille guérir instantanément d'une polyarthrite chronique évolutive (à l'issue fatale), relativise : « Une simple réconciliation dans un couple, un



Les apôtres de l'an 2000

Mgr Sahuquet, évêque de Tarbes et Lourdes, qui, par habitude, évoque le mot guérison avec circonspection, le traduit ainsi : « Ce sont surtout des guérisons du cœur, des guérisons intérieures. Un regard différent sur soi-même et sur les autres. » Reste qu'aucun cas de guérison exceptionnelle mentionné par le Lion de Juda n'a, à ce jour, été examiné par le très officiel Bureau des constatations médicales de Lourdes (2) (voir encadré). Or les témoignages publics « qui permettent de donner un autre sens à la souffrance », mais qui choquent par leur démonstration de la clergie traditionnelle, ne manquent pas.

Les rassemblements de prédicateurs charismatiques – ceux du Père Emilien Tardif récemment à Lyon et Orléans – attirent sans cesse plus de monde, y compris parmi les jeunes, et les communautés nouvelles du Renouveau charismatique issues des mouvements pentecôtistes américains – l'Emanuel, le Pain de vie, le Chemin neuf, etc. – ont développé une forte activité depuis 1980. Fondé par deux couples en 1974, le Lion de Juda compte aujourd'hui six cents membres mariés ou célibataires (les enfants non compris), répartis en trente-cinq maisons communautaires. Il en existe en Italie, en Hongrie, au Canada, à Jérusalem.

L'épiscopat reste attentif à ce développement constant. « Nous accompagnons le mouvement », confie Mgr Hardy, évêque de Beauvais, présent à Lourdes, l'un des sept prélats chargés de suivre le Renouveau. On ne peut les ignorer. Ils ne font pas qu'ils deviennent une voix parallèle. Ils engendrent des dizaines de vocations quand, dans mon diocèse, j'arrive à peine à une dizaine. Ce sont les apôtres de l'an 2000. »

Des apôtres qui prônent un retour aux sources de la prière. « Les miracles, c'est secondaire », explique M. Fernand Sanchez, un autre médecin du Lion de Juda. « Nous redonnons simplement à l'Eglise son expression charismatique originelle, celle qu'on peut lire chez saint Paul. » Surtout, conclut Mgr Hardy, ils redonnent à Lourdes sa véritable vocation : celle de lieu de prière.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Le modérateur est la personne élue pour six ans qui est chargée d'harmoniser la croissance de la communauté. Le docteur Madré a également fondé un cabinet médical à Casères qui prend en charge les malades, suivant leur désir, sous l'angle médical, psychologique ou religieux.

(2) Le Lion de Juda s'est engagé cette année à orienter les personnes qui se déclarent guéries vers ce bureau. Les médecins de la communauté ont effectué eux-mêmes un premier tri de la trentaine de témoignages de guérison recueillis au lendemain de la cérémonie.

« N'est pas miraculé qui veut »

A deux pas de la basilique du Rosaire, à Lourdes, le docteur Roger Pilon engrange les dossiers – une quinzaine par an – de malades qui viennent déclarer une guérison. Gardien à part entière de son propre sanctuaire – le bureau des constatations médicales institué en 1883, – et récent successeur du docteur Théodore Mangiapan qui vient de prendre sa retraite après dix-huit années, penché sur les guérisons inexplicables, il met le point sur le « miracle » : « N'est pas miraculé qui veut ! »

Il rappelle d'emblée les sept points nécessaires à la constitution d'une guérison inexplicable (il dit aussi « exceptionnelle ») énoncés en 1934 par le cardinal Prospero Lambertini, futur pape Benoît XIV, pour étayer les procès en béatification : la maladie doit être grave, avoir touché un organe, être prouvée scientifiquement, n'avoir fait l'objet d'aucun traitement ou avoir persisté après un traitement inefficace ; la guérison doit être rapide, sans convalescence et durable (sur six ou huit ans). Sont éliminées les guérisons d'ordre psychique.

Une fois constaté par le Bureau de Lourdes, dont font partie d'office tous les médecins présents dans la ville lors de pèlerinages, la guérison inexplicable est transmise pour examen au comité médical international (créé en 1954) et

composé d'une trentaine de membres. C'est lui qui confirme le caractère inexplicable de la guérison. Le dossier est alors adressé à l'évêque du diocèse dont dépend le malade guéri. C'est à l'Eglise et à elle seule de proclamer la guérison miraculeuse, de lui donner en somme une signification religieuse.

Sept dossiers en cours

Depuis les apparitions de la Vierge à Bernadette Soubirous en 1858, soixante-cinq guérisons ont été reconnues miraculeuses sur environ deux mille cinq cents guérisons constatées par les médecins et sur deux millions trois cent mille malades venus en pèlerinages organisés. Soit un miracle pour quarante mille malades. Le nombre de guérisons constatés a fortement chuté après-guerre. Vingt-neuf ont été confirmées en deuxième instance et dix-neuf seulement ont été déclarées miraculeuses depuis 1947.

La dernière miraculée (déclarée en juillet 1989), Delizia Cirio, est une italienne qui a été guérie en 1976, à l'âge de douze ans, d'un sarcome d'Ewing (tumeur maligne) au niveau du genou droit. Le Bureau médical compte actuellement sept dossiers tangibles de guérisons inexplicables en cours d'étude.

J.-M. Dy.

La nomination de Mgr Gérard Defois comme évêque coadjuteur de Sens

Eminence grise

Le Père Gérard Defois, nommé évêque coadjuteur de Mgr Eugène Emout à Sens (le Monde du 28 juillet), est l'une des personnalités intellectuelles les plus marquantes de l'Eglise de France. A mi-parcours de son mandat de secrétaire général de l'épiscopat (1977-1983), il avait publié un rapport resté célèbre sous son nom exprimant le souhait d'une affirmation plus grande de l'identité catholique, insistant sur les notions de « visibilité » et de « communion ». Il a ainsi joué un grand rôle dans la préparation des rassemblements autour du pape en France en 1980, ainsi qu'au Congrès eucharistique de Lourdes l'année suivante, qui devait donner lieu à un rapprochement spectaculaire entre des mouvements catholiques d'histoire et de sensibilité très différentes.

Ses initiatives et son audace d'expression ne lui avaient pas valu que des amis dans l'épiscopat français et à Rome. En 1984, sa nomination comme recteur de l'université catholi-

que de Lyon est apparue comme une sorte de purgatoire. En fait, Mgr Defois allait donner un coup de fouet aux vieilles « cathos » de Lyon – ville où il recevait Jean-Paul II en 1986 – et assurer son rayonnement dans toute la région Rhône-Alpes.

Intellectuel chasteur, ce sociologue de formation a multiplié les études, ouvrages, enquêtes, conférences, devenant même l'un des meilleurs spécialistes de la pensée européenne de Jean-Paul II et de la doctrine de l'Eglise en matière de morale, notamment de bioéthique. Sur ces thèmes, appelé par le cardinal Lustiger, il a prêché le carême à Notre-Dame de Paris en 1989 et 1990. Longtemps éminence grise de l'épiscopat (derrière les cardinaux Marty, Etchegorry, Decourtray et Mgr Vilnet, ancien président de la Conférence épiscopale), Mgr Defois, entré de plain-pied dans la hiérarchie catholique française, est c'est une garantie de renouvellement.

H. T.

INTÉGRATION
Un accord pour soutenir la vie associative

Les petites associations locales, souvent aux prises avec des difficultés d'existence, pourront bientôt bénéficier de structures départementales d'aide à la gestion. Il y aura au moins un centre par département fin 1992, mais dès le mois d'octobre prochain une quinzaine de points expérimentaux seront ouverts. La création de ce réseau de « points d'appui et de conseil » en matière de gestion associative est la principale mesure d'un accord-cadre signé, lundi 30 juillet à Paris, entre M. Roger Bamuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, et M. Hubert Prévost, secrétaire général à l'intégration.

Outre le soutien à la vie associative, cette convention est destinée à « ouvrir un large champ de collaboration » pour intensifier les programmes d'action en faveur des jeunes en difficulté, en particulier d'origine immigrée. La réflexion sur les séjours de vacances dans les pays d'origine sera approfondie. Un « centre

d'échanges méditerranéen » est à l'étude avec le ministère des affaires étrangères. Enfin, la pratique sportive comme outil d'intégration sera favorisée, ainsi que l'accès des jeunes issus de l'immigration aux diverses filières professionnelles qui dépendent du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

PHILIPPINES

Un survivant retrouvé quatorze jours après le séisme

Un cuisinier enseveli sous les décombres de l'hôtel Hyatt de Baguio (sur la côte nord-ouest de l'île philippine de Luzon) a été retrouvé vivant, le lundi 30 juillet, soit quatorze jours après le très violent tremblement de terre du 16 juillet. Déjà deux autres survivants avaient été dégagés des ruines du même hôtel le 27 juillet. Les trois rescapés souffrent de déshydratation mais leur état général est jugé satisfaisant. Selon le plus récent bilan, le séisme a fait au moins 1 650 morts et un millier de disparus. — (Reuters.)

MÉDECINE

La propagation du virus et la lutte contre le sida

Un dentiste aurait contaminé une de ses patientes

Les responsables des services de santé publique américains ont fait état, pour la première fois, d'un cas probable de contamination d'une patiente par son dentiste. Ce cas, exposé par le Centre de contrôle des maladies d'Atlanta (CDC), le 26 juillet, a fait l'objet d'une enquête approfondie, selon laquelle la contamination aurait eu lieu au cours de l'extraction de deux molaires par un dentiste atteint du sida depuis trois mois. C'est deux ans après cette intervention que le diagnostic de la maladie a été effectué chez la jeune femme.

« La possibilité d'une autre source d'infection ne peut être entièrement exclue », a toutefois signalé le docteur Harold Jaffe, du CDC. Pourtant, un interrogatoire minutieux de la jeune femme n'a pas signalé de transfusion sanguine, d'usage de drogue, de tatouage ou encore de relations sexuelles susceptibles d'être à l'origine de cette infection. Selon la patiente, le dentiste portait bien des gants et un masque lors de l'in-

tervention. « Nous devons supposer qu'un accident quelconque a exposé la patiente au sang du dentiste », remarque le docteur Jaffe, même si ni le praticien ni sa patiente ne se souviennent avoir noté la moindre coupure ou incident.

D'autre part, l'examen des souches des virus en cause a montré des similitudes suffisantes pour qu'une contamination au cours de l'intervention ne soit pas écartée. L'Association dentaire américaine (ADA) a aussi estimé que le Centre de contrôle des maladies avait tiré des conclusions trop rapides de cette affaire. « Toute information qui pourrait laisser penser qu'un cabinet dentaire est un lieu d'infection et augmente les craintes du public ne nous satisfait pas », a commenté l'ADA.

Le Centre de contrôle des maladies d'Atlanta a indiqué qu'il allait prendre en compte « les implications de ce cas dans son réexamen des recommandations pour la prévention de la transmission du virus HIV » lors de certains actes médicaux.

Le cas d'une famille new-yorkaise

L'incubation peut durer plus de douze ans

Le délai entre la contamination par le virus du sida et l'apparition de la maladie peut être supérieur à douze ans, révèle une étude publiée dans *The Lancet* (daté du 21 juillet). Les observations, conduites par l'équipe du docteur Harold Burger, ont porté sur une famille new-yorkaise dont la mère, de trente-cinq ans, a été touchée par le virus du sida depuis au moins douze ans, elle ne présente pas de symptômes cliniques mais un taux de lymphocytes bas. Ses deux fils, nés en 1973

et en 1982, ne sont pas infectés par le virus. En revanche, sa fille, née en 1977, est séropositive mais toujours asymptomatique.

On estime la durée moyenne d'incubation des personnes contaminées par le virus du sida à 7,8 ans et à 9,8 ans pour les homosexuels. Le docteur Burger, qui souligne la durée « inhabituelle » de ces incubations, n'exclut pas la responsabilité de facteurs immunologiques, génétiques ou des caractéristiques des souches de virus en cause.

Une « préparation vaccinale » renforcerait les défenses immunitaires

Une préparation vaccinale permet de renforcer les défenses immunitaires de malades infectés par le virus du sida, selon une équipe de médecins français, américains et zairais. L'essai, dont les résultats ont fait l'objet d'une correspondance dans *The Lancet*, s'est déroulé dans le service du professeur Jean-Claude Imbert (hôpital Saint-Antoine, Paris). Parmi l'équipe internationale, les professeurs Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda, Maryland) et Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris).

Sur vingt-huit volontaires ayant le sida ou des atteintes moins sévères de cette maladie, quatorze ont reçu toutes les dix à douze semaines de

« préparation immunisante » à base de lymphocytes B infectés pendant seize heures en présence d'un virus manipulé. Les quatorze autres patients ont reçu un placebo.

« Le suivi clinique et biologique pendant les huit mois d'immunisation a démontré des différences importantes entre les deux groupes », notent les chercheurs. Parmi les malades sous placebo, l'un est mort, six ont développé des infections opportunistes et la perte de poids moyenne a été de 3,3 kilos par malade. En revanche, dans le groupe qui a reçu la « préparation vaccinale », les chercheurs ne signalaient ni décès ni infection opportuniste.

REPÈRES

UNIVERSITÉ

Le Conseil d'Etat juge illégale la sélection à Paris-Dauphine

Des résultats au baccalauréat jugés insuffisants par la présidence de l'université Pierre-et-Marie-Curie ne peuvent justifier un refus d'inscription dans cet établissement, a estimé le Conseil d'Etat dans un arrêt rendu vendredi 27 juillet. Deux étudiants, MM. Gabriel Ardant et Langlois-Meurine, qui s'étaient vu refuser, pour cette raison, l'accès à l'université Dauphine en juillet 1984, avaient obtenu gain de cause des novembre de la même année devant le tribunal administratif.

Un gardien de prison écroué après une tentative d'évasion. — Un surveillant de la prison des Baumettes à Marseille a été arrêté, samedi 28 juillet, et transféré à la maison d'arrêt de Nice. Hervé Stackiewicz, vingt-trois ans, en poste aux Baumettes depuis un an, aurait avoué avoir accepté 100 000 francs pour faciliter une évasion. Celle-ci devait se dérouler dans la nuit du 26 au 27 juillet.

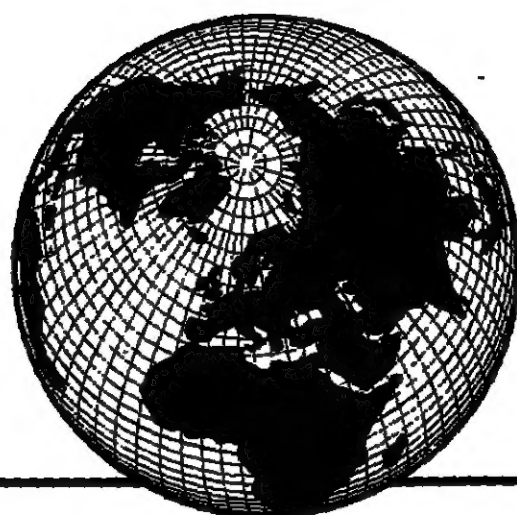
Elle a échoué car le détenu, un condamné à une longue peine, a chuté en escaladant le mur d'enceinte de la prison. Le gardien complice a alors été forcé de donner l'alerte. La direction des Baumettes rapporte que l'enquête administrative « a vite révélé les incohérences de ses explications » et que le dossier a dès lors été transmis à la justice.

سكزا من الاجل

هكذا من الاجل

12

10 Le Monde • Mardi 31 juillet 1990 •



LE MÉCÉNAT DOIT-IL S'ARRÊTER A NOS FRONTIÈRES ?

En 1990, le mécénat de la Caisse des dépôts et consignations élargit ses horizons.

Il rend possible la venue en Europe, en provenance de l'Inde, de l'Indonésie, du Cambodge et de Thaïlande, de 300 interprètes du Ramayana. Ce spectacle a été applaudi au Festival d'Avignon, dans de nombreuses villes françaises, ainsi qu'à Barcelone, à Rome et à Almagro. La Caisse des dépôts soutient la programmation hongroise du Festival d'Automne 1990 à Budapest et à Paris.

Le musicien japonais Toru Takemitsu est l'hôte des dix-septième Rencontres de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon. Elles sont organisées par le Centre Acanthes, que la Caisse des dépôts accompagne depuis quatre ans.

Face aux situations extrêmes subies par certains peuples, la Caisse des dépôts leur a apporté une aide d'urgence : en Chine, au Liban, en Roumanie, au Salvador.

Depuis 2 ans, la Caisse des dépôts, en collaboration avec les collectivités locales françaises, participe à des actions de développement en faveur de plusieurs villages d'Afrique et d'Amérique Latine.

En partenariat avec les élus locaux, la Caisse des dépôts crée un fonds de coopération pour l'Europe de l'Est. Il a déjà permis d'accueillir plus de 150 cadres afin de les former à la gestion locale.

Culture et solidarité se rejoignent pour fonder, au sein de la Caisse des dépôts, un mécénat sans frontière.



CAISSE DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

PHOTOGRAPHIE

L'empreinte de la mémoire

Pour leur XXI^e édition, les Rencontres d'Arles nous convient à une plongée dans l'histoire du siècle

ARLES

de notre envoyé spécial

Comme les Chinois en 1988, les jeunes Tchèques sont venus en bloc. Leur groupe enthousiaste a découvert les gradins bondés du Théâtre antique et les ruelles balayées par le mistral. Ils ont moins de trente ans et sont issus pour la plupart de l'école pragmoise Famu. Le palais de l'Archevêché accueille leurs travaux caractérisés par le goût du rêve et une fidélité à la tradition.

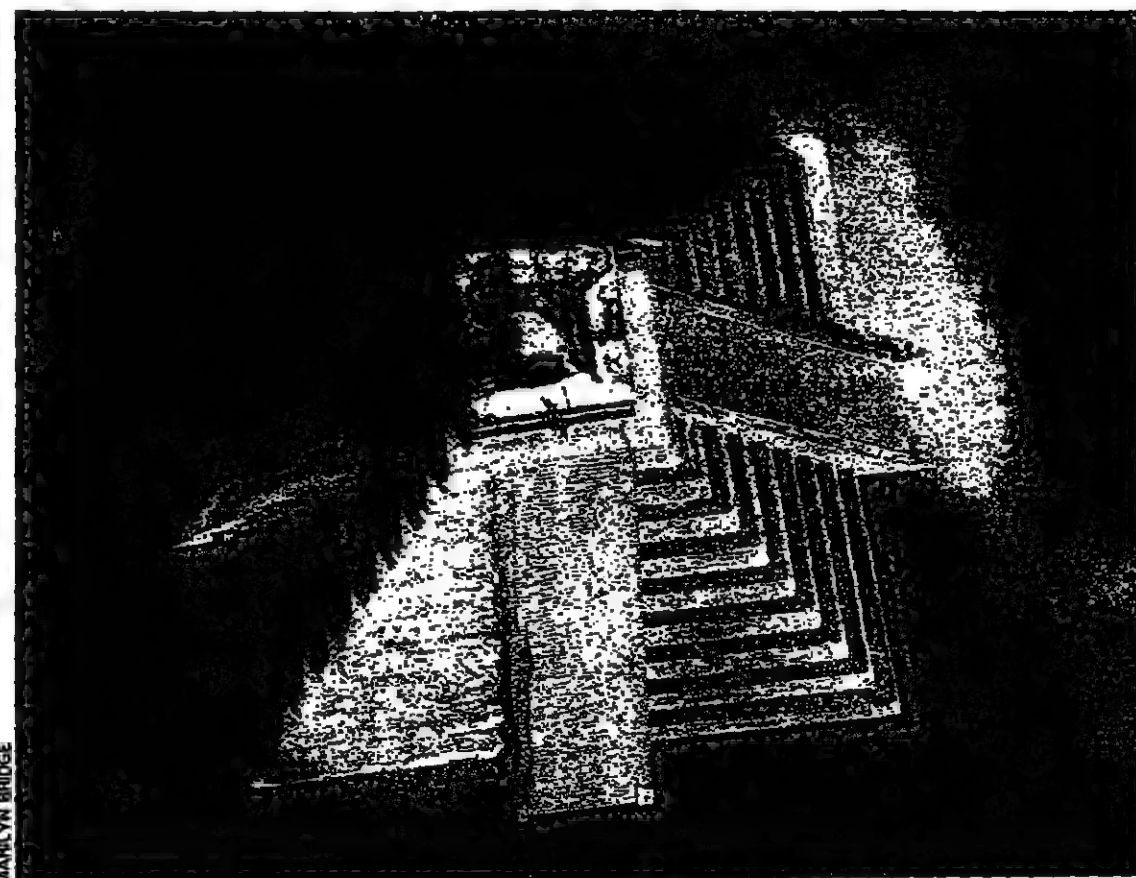
Les portraits fantômes de Pavel Mara, fixés sur des linges, ont l'aspect de suaires accrochés par des clous. On retrouve ce traitement iconique dans les figures symboliques d'Yvan Pinkava, impressionnées par Munch, et les curieux « para-portraits » de Kamil Varga, séduits par la philosophie orientale. Mais les contes poétiques de Peter Zupnick, les fables visuelles de Frédek ou les montages colorés de Svoboda, marquent de force et de maturité. Leurs œuvres, inventives, sont inoubliables formellement. Paul Banka, autodidacte, est un poète : ses nus au Polaroid sont proches de ceux d'Otterlo et de Drikkol, dont il admet la paternité.

Maîtres du baroque pragoise, Sudek et Drikkol sont les deux stars des Rencontres. Le lyrisme de ces visionnaires hautes par le mythe de la femme fatale est transcendé par des tirages somptueux. Photographes, surimpressions ou érudite de matières alimentent le style de ces expérimentateurs tchèques des années 30. Sudek réalise d'élégantes publicités, Funko varie des parfums, Ruzicka affiche sa radicalité en décrivant trois crânes : le sujet, ici, compte moins que le heurt ou la fusion des formes. Un rai de lumière, un tissu déchiré, une fleur séchée inspirent le regard de ce mouvement guidé par le souffle de l'épure.

Art appliqué et création personnelle se mêlent aussi chez le Yougoslave Nikola Vuco, ami de Breton et de Man Ray. Cet octogénaire serbe était totalement inconnu en France. A mi-chemin du constructivisme et du surréalisme, il vise à « déséquilibrer le réel ». L'énigme du quotidien, la vie cachée des objets engendrent chez lui un monde abstrait, secret, poétique. Mais aussi très ludique, à l'image de cette locomotive miniature vrombissant sur un fil et tirée coupe d'or de l'illusion (1930).

Le pèlerinage dans un camp sibérien de Kazlauskas, l'humanisme rural d'Aleksandras Macijauskas témoignent du travail des opérateurs lituanais. Cette esthétique crue, sans apprêt, est aussi celle des opérateurs de RDA. Critiquer la société, dénoncer, accuser l'état des choses est l'objectif de cette « génération oubliée ». Dehsets, ruines, murs, béton, grisaille sanctionnent le poids de l'histoire. Mathias Hoch, Jens Roth et Rudolf Schaffer montrent un monde déshumanisé, sans âme et sans beauté, d'une froideur polaire.

La même sensation de cauchemar éveillé sourd des bunkers loizés d'Erasmus Schröter comme du reportage clinique de Volker Hinz sur l'Arca, boîte à la mode du New York des années 30. Cette photogra-



Une pyramide de Chichen Itza (Yucatan, Mexique) par Marilyn Bridge

phie obéit à une nécessité : elle dément l'ordre jadis en vigueur. Un bon exemple en est offert par l'agence Bilderberg à Hambourg, créée en 1983 par quinze auteurs. Voir, pour eux, est un acte de prise de conscience. Mais de ces sujets magiques, aux tons criards, seuls émergent les portraits classiques de Andrej Reiser.

Visiter en toute liberté

A ce mélange d'académisme et de pseudo-modernisme, les auteurs occidentaux apportent un utile contrepoint. Stefan Dury, dans des tons neutres, parcourt la RDA soignée comme un vaste terrain vague. En camping-car, Raymond Depardon accomplit, seul, en quinze jours, un périple de trois mille kilomètres, de Berlin à Bucarest en passant par Prague. Ce reportage, non objectif, d'un visiteur de l'Ouest décrit l'apprentissage de la liberté comme un chemin douloureux. Selon son habitude, Depardon note une réalité qu'il ne partage pas. Malgré le recul, ses vues - mouvoirs d'enfants atteints du sida, arrivée des hordes de mineurs à Bucarest - glaçant le sang. « Visiter des pays de l'Est en toute liberté, c'est ça la nouveauté », conclut-il.

L'ensemble proposé à l'Espace Van Gogh sur l'archéologie, second thème de ces Rencontres, est, en revanche, décevant. La vision romantique des ruines liées au voyage et à l'attrait des contrées lointaines par des pionniers de la photographie - Adolf Braun, Charles Nègre, Maxime du Camp ou John Greene -

se mêle sans transition aux pratiques actuelles et pâtit d'un accrochage bâclé. Décoder les messages inscrits dans la nature ou dans les sites des civilisations passées est le but de Marilyn Bridge. En avion, avec une lourde caméra, cette Américaine décrypte la Terre, tel un corps. Reliefs, strates, plis, arêtes, fractures et cicatrices, esquissent une calligraphie indéchiffrable du sol. Survolant des lieux séculaires, pyramides mayas ou mégalithes anglo-saxons, Bridges mène documentation scientifique et expression personnelle. A travers ces vestiges mythologiques, elle suggère avec une acuité digne de Klee l'imperceptible monumentalité de l'infini.

Charmier à Saint-Trophime

Le choc du présent et du passé est perçu tout autrement par trois archéologues du futur. L'Italien Barbieri, coloriste dans la lignée de Ghirri, confronte histoire et modernité grâce à des vues panoramiques, très théâtrales, qui paraissent d'un autre temps. Opérant à l'aide d'une chambre ancienne, sous un drapeau noir, le Californien Richard Minich fixe dans le désert du Nevada des charniers de béton. Ce monument funéraire, dédié à la fin du vingtième siècle, choque d'autant plus qu'il est dressé dans la salle capitulaire du cloître Saint-Trophime.

Après Rousse et Boltanski, Pascal Kern, invité de Catherine Béraud, occupe la chapelle du Mejan. Vestiges robustes d'actions disparues, ces

rebutis industriels, érodés, oxydés, sont des sculptures en soi. Kern dote ces blocs de temps abandonnés (moules, matrices, empreintes) d'une imposante force mentale.

Des soirées, très ventueuses, il faut retenir l'hommage de Bob Pledge à Gilles Caron, ce météore mythique. Et remercier Michel Nuridsany d'avoir vanté le charme des étreintes passionnées. Des chronos 1900 aux transvestis de Molinier, cette ode à l'amour, malgré un sens douteux de la provocation, est la vertu de secouer le public en lui projetant des images parfois très osées.

Bouquet final, le ballet de l'histoire coré par Magnum. Une histoire flamboyante, merveilleusement réglée par Jean Lelievre, restitue la longue marche de la liberté. Ces quarante années de témoignages politiques rapportés par une pléiade de grands photographes se prolongent à la Bourse du travail par une exposition imprévue qui répète, hôte tous les travers de la rétrospective de Paris.

Grâce soit rendue à Agnès de Gouvion Saint-Cyr, directrice intermédiaire de ces Rencontres. En trois mois, elle a mis sur pied un programme cohérent, logique, peut-être un peu trop sérieux pour un festival. Mais sa rigueur corrige les errements du passé. Il laisse les coulisses franches à son successeur pour ramener Arles dans la voie du dynamisme, de l'invention et de la création.

PATRICK ROEGNIERS

► Rencontres internationales de la photographie d'Arles, jusqu'au 15 août. Tél. : 90-96-76-06.

EXPOSITIONS

1,3 million de visiteurs pour les rétrospectives Van Gogh d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

La double rétrospective des œuvres de Vincent Van Gogh, qui se tenait depuis le 31 mars au Musée Van Gogh d'Amsterdam et au Musée Kröller-Müller d'Otterlo, a fermé ses portes, dimanche 29 juillet, sur un immense succès. Les deux expositions ont été visitées par près de 1,3 million de personnes, dont 850 000 au Musée Van-Gogh où étaient montrés 130 tableaux et 425 000 au Musée Kröller-Müller, réservé à 250 dessins.

Aussi bien à Amsterdam qu'à Otterlo, les musées ont reçu en quatre mois plus de visiteurs que pendant une année normale, bien que la totalité des billets n'ait pas été vendue. Les organisateurs avaient, en effet, fixé à 1,4 million le nombre d'entrées possibles, en fonction de la capacité d'accueil des deux établissements. Si les compatriotes de Van Gogh ont acheté 500 000 entrées, les visiteurs étrangers ont été de loin les plus nombreux. Les Français, notamment, ont rendu un hommage massif au peintre : 130 000 d'entre eux se sont déplacés aux Pays-Bas, suivis des Belges (100 000) et des Allemands (90 000). Les expositions Van Gogh ont contribué à faire

tourner à plein l'industrie touristique néerlandaise, sans que le flot des visiteurs se transforme jamais en un raz de marée incontrôlable.

Le système de vente anticipée des billets, expérimenté pour la première fois en Europe, a rendu possible un étallement d'ensemble des allées et venues du public. Les visiteurs ont apparemment bien compris les règles du jeu nouveau de la réservation, celle-ci portant non seu-

lement sur le jour de la visite mais aussi sur la tranche horaire pendant laquelle elle pouvait débiter. Enfin, ce mode de vente des billets n'a pas engendré de marché noir excessif. Les organisateurs de l'Année Van Gogh pourront sans doute se flatter, à terme, d'avoir fait œuvre de pionniers : plusieurs directions de musées - celle du Louvre et de la National Gallery, en particulier - sont venues étudier sur place le fon-

ctionnement du système.

Il y a toutefois une ombre au tableau : le Musée Overholland, voisin du Musée Van-Gogh, a également fermé ses portes en même temps que la rétrospective... mais à cause d'elle et peut-être définitivement. Son directeur-fondateur a vu dans la construction du Village Van Gogh un signe du laxisme de la municipalité. Celle-ci avait promis d'aménager le fameux Museum Plein, sur lequel est située l'entrée du Musée Overholland, en un espace piétonnier, mais elle persiste à l'utiliser comme lieu d'accueil pour toutes sortes de manifestations. Accusant la mairie d'avoir cédé à la pression des sponsors de l'Année Van Gogh pour installer un village de tentes réservé à une « Foire commerciale », le musée a pris la décision de se saborder, trois ans après son ouverture.

Entièrement privé, le Overholland était spécialisé dans l'exposition d'œuvres sur papier d'artistes contemporains. Les tentatives de médiation entre la Ville et la direction du musée sont jusqu'à présent restées vaines.

CHRISTIAN CHARTIER

Un siècle après, des « obsèques » officielles à Auvers-sur-Oise

Le village d'Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise), où vécut et mourut Vincent Van Gogh, s'est racheté dimanche de l'indifférence dans laquelle avaient eu lieu les obsèques du peintre, le 29 juillet 1890, en organisant, un siècle après jour pour jour, une marche silencieuse et une messe. Cinq cents personnes ont assisté à ces « obsèques » et se sont rendues jusqu'au cimetière où reposent Vincent et son frère Théo,

mort quelques mois après lui. A l'époque, le décès du peintre n'avait eu que très peu d'écho. Le curé d'Auvers avait refusé de célébrer un office parce que l'artiste s'était suicidé. Seuls les rares amis l'avaient accompagné jusqu'à sa dernière demeure. L'unique Auversois présent était le docteur Gachet, médecin et ami de Van Gogh, qui l'avait invité à séjourner dans ce petit village de l'île-de-France.

Arles 90

de nos envoyés spéciaux

Rien que le geste de vivre

L'International Visual Theatre, composé de non-entendants est venu du château de Vincennes jusqu'à la Chartreuse

Immense fut l'émotion suscitée par le *Regard du sourd*, de Robert Wilson. L'acte créateur de Wilson avait pour racine un enfant, comme l'on disait encore, « sourd-muet », et cette fabuleuse allégorie, extrêmement onéreuse, n'avait pu être réalisée que par le concours d'associations et d'entreprises qui, directement ou non, intervenaient de ce fait dans l'univers des sourds-muets. Le *Regard du sourd*, théâtre fait d'images et de gestes sans paroles, n'était pas du mime. C'était autre chose, un silence cruciallement vécu, un mystère, une douleur sourde chronique, tout un monde rêvé, toute une tentative de libération. Chaque participant disait en silence, par chacun de ses actes : « Je suis un émué ».

Aujourd'hui, un collectif de femmes et d'hommes « malentendants », ou « non-entendants » (il existe un problème de vocabulaire à ce propos, l'emploi du terme « sourd » étant proscrit parfois, permis ailleurs), s'exprime par le théâtre. C'est la compagnie International Visual Theatre, créée en 1977. Elle présente dans la grande chapelle de la Chartreuse de Villeneuve, une pièce créée au château de Vincennes : *Les Pierres* (Le Monde du 1^{er} avril 1989).

Ce sont quatre personnes en vacances. Un couple de jeunes femmes, l'une aime les voyages, l'autre pas. Un officier de marine qui se repose avant de reprendre le large. Et un homme sans signe particulier, appelé par le programme « le frère ». Ces quatre réels « non-entendants » vont jouer des réactions, des idées, des projets, des échanges physiques ou spirituels, tout ce qui est le tissu habituel de tels et tels jours des vies. Ils jouent cela sans paroles, et pas du tout par les signes de l'alphabet gestuel des « sourds-muets », mais par des mouvements des membres, du corps, par toute une richesse d'imagerie anatomique, qui est de toute beauté, qui est absolument poignante, mais pas chagrine.

Ce ne sont pas les gestes muets, les gestes précis, programmés, maîtrisés, imitatifs, du mime. Ce ne sont pas les mimétismes vagues, de bonne volonté, des entendants qui jouent, en société, au « portrait chinois ». C'est un don de présence, une volonté de vivre, une aspiration, sans nom. Une référence lointaine pourrait être la musique, puisque la musique c'est des sons, bien sûr, mais pas des paroles ; il faudrait imaginer par exemple que Bach, au lieu d'inventer les notes d'une partition, invente des gestes, pour être Bach.

Le metteur en scène de cette très belle chose, Thierry Roisin, a eu l'idée assez juste de confronter cette imagination créatrice silencieuse des non-entendants avec les paroles d'un texte de Gertrude Stein, dit par une employée de la pension où sont supposés se reposer les quatre muets. Le texte a été bien choisi, car l'art particulier de Gertrude Stein est comme une tentative de handicap psychomoteur simulé, une recherche intelligente, attachante, sur des trous de conscience. Les phrases sont répétées, comme par un oiseau méfiant qui ne les comprendrait pas.

Les acteurs sont Victor Abbou, Levent Bekardis, Monica Flory, Nathalie Joly, et Chantal Liennel. Décor de Stéphane Makedonsky, costumes de Geneviève Humbert. Lumières de Gérard Karlikow, tout cela excellent. Cette heure de théâtre est si forte, si belle, qu'elle s'impose d'elle-même, et que les entreprises culturelles se doivent de l'inviter, dans nos villes.

MICHEL COURNOT

► Chapelle de la Chartreuse, à 22 heures. Jusqu'au 30 juillet.

Les nuits du Ramayana

Avignon se clôt avec cette tournée du Ramayana venu d'Asie du Sud-Est. Un enchantement.

Une longue nuit, comme Avignon les aime. Moins longue, toutefois, que celles du *Mahabharata*, de Peter Brook, en 1985, et du *Soulier de satin*, de Vitez, en 1987. Cinq petites heures seulement : l'aube est encore loin lorsque le singe blanc Hanuman met le feu à la citadelle de Lanka.

La première partie est une représentation du *Khan*, ballet classique d'Asie du Sud-Est, qui nous avait déjà déçus. Dans la Cour d'honneur, il nous ravit. Nous en aurons l'explication. Nous avions vu là-bas la troupe secondaire, alors que celle venue à Avignon - par un privilège inouï accordé au musicologue Jacques Brunet, ami de longue date des artistes asiatiques et conseiller de cette tournée du Ramayana - est la troupe suprême, celle que les Thaïs eux-mêmes ne voient pas. Elle ne sort pas du palais royal, où elle ne donne que huit à dix représentations par an, à l'occasion de circonstances solennelles, visites de chefs d'Etat, par exemple.

Voilà sans doute les plus éblouissants costumes vus ces derniers jours à Avignon, ceux du *Khan*, les costumes n'en sont pas moins beaux, l'opulence se manifestant ici dans les superpositions d'étoffes, de ceintures, d'écharpes divinement manipulées. Et, toujours, les bijoux, les coiffes ouvragées et les masques.

Une fois de plus, on est fasciné par ces bras qui s'articulent comme des algues, ces mains au langage si délicat, la grâce précise et savante des attitudes et des déplacements. L'épisode raconté ici est celui de la mission d'Hanuman, interrogé par Rama pour tenter de retrouver Sita, prisonnière de Ravana. Hanuman fait grand carnage de Rakshasas (démons), avant d'être atteint d'une flèche, capturé, traîné sur le bûcher. Il s'en échappe et met le feu à toute la ville, les flammes étant figurées par de grands éventails qu'agitent les acteurs-danseurs. Une manière d'embarquement final du *Crépuscule des dieux*, lorsqu'il faut bien revenir chez nous après l'enchantement du Ramayana.

SYLVIE DE NUSSAC

50 من الامم

صكنا من الامل

CULTURE

MUSIQUES

L'ogre et la gazelle

Gabriel Bacquier et Barbara Hendrickx aux prises dans « Don Pasquale »

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

Le Festival d'Aix s'est achevé dimanche 29 juillet dans un climat de rite avec le *Don Pasquale* de Donizetti, en dépit du souci de ses responsables. Il semble en effet difficile à ces derniers de poursuivre une politique de qualité, digne de la tradition d'Aix (dont on a voulu faire, à juste titre, le « Salzbourg français »), alors que le ministère de la culture et la municipalité tendent à se dégoûter, obligeant le Festival à trouver 70 % de ressources propres.

Même si le remplissage des opéras et des concerts a été satisfaisant, le prix des places, de 880 F (pour les *Indes galantes* et l'*Enlèvement au sérail*) ou 680 F (pour *Don Pasquale*), devient tout à fait intolérable, alors même que la qualité de l'orchestre et de certains chanteurs (pour l'*Enlèvement*) prêtait à critique. Le chef-d'œuvre de Rameau, sous la direction de Christophe et dans la mise en scène « acrobatique » d'Arias, a heureusement maintenu la réputation exceptionnelle attachée à Aix.

Plus classique, la production de l'opéra-bouffe de Donizetti, déjà rodée à Lyon en décembre, était d'une excellente facture : décors empire, de Lauro Crisman, avec une pointe d'excentricité correspondant au personnage de ce barbon qui veut se marier ; costumes tirant vers Louis-Philippe (*Don Pasquale*, alias M. Thiers) ; mise en scène vive et bien remplie de Patrizia Gracis, pleine de marches, déambulations, jeux de mains, valises, robes, habillages et déshabillages, etc., pour une musique qui, elle aussi, fait beaucoup de gestes et qu'il faut bien « habiller » à son tour pendant ces vastes arias et ensembles dignes de l'opéra seria.

On ne sent guère la surcharge d'ailleurs, tant les chanteurs ont parfaitement intégré cette mise en scène. Barbara Hendrickx est une Norina à l'ombre rare, exquise et suave, à la technique aile, malgré l'une ou l'autre difficulté, un personnage adorable, même si on a quelque peine à imaginer cette gentille gazelle noire se transformant en virago, dès la signature du contrat de mariage.

Que *Don Pasquale* s'y laisse prendre étonne de la part de l'ogre Bacquier, mais le grand Gabriel est tellement ravi de jouer un rôle comique qu'il est prêt à faire la bête, et il remplit la scène de ses cris, de ses roulements amoureux, de son *énorme « Una bomba in mezzo al coro »*, quand Norina lève pour la première fois son voile ! Prodigious acteur, qui, lorsque son

épouse lui donne une fille, fait basculer l'atmosphère dans la tragédie noire par son seul visage, avant de nous gratifier d'un duo hilarant à la Chaplin avec Malatesta. Prodigious chanteur et diseur qui nous ferait croire que nous savons l'italien, tant il en exprime le suc.

Une verre joyeuse et précise

Gino Quilico s'élève à leur niveau : en Malatesta, il a pris une ampleur vocale, une carrure et un humour tout à fait savoureux, tandis que Luca Canonici campe un Ernest romantique et mélancolique, à la voix un peu pointue, mais séduisante, malgré un rhume. Le notaire de René Schirrer, les chœurs de Donald Palumbo, qui chantent et dansent un ballet

endiablé des serviteurs, style comédie américaine, et l'Orchestre Sinfonietta de Varsovie, aux sonorités un peu acides cependant, prenant leur part de ce charmant spectacle, dirigé avec une verve joyeuse et précise par Gabriele Ferro.

Un mot encore pour signaler la fin de l'excellent cycle de musique française, donné dans le cloître de la cathédrale Saint-Sauveur, au milieu des lauriers roses, avec un merveilleux concert Costeley où le concert de violas se mêlait aux roulements des colonnes et aux chants d'Aix, qui renferment la quintessence de la langue et de la musique de notre Renaissance.

JACQUES LONCHAMPT

Don Pasquale, en coproduction avec la Société lyonnaise de banque, a été enregistré par Erato, avec l'Orchestre de l'Opéra de Lyon.

DISQUES

Au-delà du bayou

Zachary Richards :
Women in the Room.
Disque, cassette,
CD A&M/Polydor.

Au fond de leurs bayous, les Cajuns ne valent guère mieux dans l'imaginaire américain que les Indiens du Massacre de Fort Apache ou les hémiparités dégénérées de *Delirance*. La preuve, l'une des meilleures variations sur le film de Boorman, *Sans Retour*, de Walter Hill, leur avait donné le rôle des sauvages. Par sympathie franco-phonie il est insupportable de voir des cousins d'Amérique aussi mal traités que les Bretons le furent en France, la musique cajun a connu chez nous un succès sans commune mesure avec sa diffusion en Amérique. Mais voilà que, la renommée de Daniel Lanois (Acadicien d'Acadie, émigré des dernières années en Louisiane) aidant, Zachary Richards sort son premier album sur un label multinational.

Les puristes reprochent depuis longtemps à Zachary Richards de faire sa petite cuisine en ajoutant d'autres ingrédients (rythm et blues, country) que ceux que la tradition fait entrer dans la composition du zydeco. Le genre « musique de baloches irrésistible » est encore représenté sur *Women in the Room* (Zack's Zydeco, Take me away), mais le disque tourne autour de trois ballades magnifiques, *Shades of blue*, *No French no more* et la *Ballade de Howard*

Hebert. Le dernier titre, chanté en français sur une mélodie country, fait un bel entrecroisement à la fois des mélanges cajun ont menés pendant deux siècles.

L'ombre de Daniel Lanois plane sur *Women in the Room*, même s'il est simplement crédité d'un remerciement au dos de la pochette. Selon les préceptes du maître, la production (Jim Scott avec Zachary Richards) préfère toujours le moins au trop, et Richards passe ainsi sans efforts les limites de l'artiste de genre pour prendre sa place aux côtés de Ry Cooder, Los Lobos (on retrouve d'ailleurs l'omniprésent Steve Berlin, le saxophoniste du groupe) ou des Neville Brothers, dans ce réseau de musiciens américains qui essaient de donner un peu de profondeur de champ au rock.

Au même moment, sur un registre plus anecdotique, sort chez Island *Where's There Smoke, There's Fire*, le nouvel album de Buckwheat Zydeco. Le groupe de Stanley Dural bouche les trous avec quelques instruments qui ne tiennent pas à conséquence et des reprises plus ou moins bien venues (*Beast of Burden*, des Stones, amusant, ou *Route 66*, superflu). Trois mois plus tôt, *Where There's Smoke* aurait pu passer pour un achat utile, aujourd'hui il joue surtout les faire-valoir de l'album de Zachary Richards.

T. S.

ARTS

Riches réserves suisses

Le Petit Palais de Genève a prêté une partie de ses collections de peinture à Marseille. De quoi faire une anthologie plaisante

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Le palais de la Bourse, siège de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, est un très monumental bâtiment de style haussmannien-mésopotamien, à colonnes épaisses, construit autour d'un grand patio carré, décoré de pendules déguisées en armoiries et d'une collection de scaphandres dorés et de modèles réduits de navires en bois vernis. La peinture n'est pas fort à son aise dans ce décor où il y a trop d'ornements et pas assez de murs. Pour y exposer une partie des collections du Musée du Petit Palais de Genève, il a fallu placer des cimaises en zigzag dans le patio et construire des échafaudages métalliques pour suspendre les lampes.

L'effet est désastreux, les tubes obscurent les perspectives et, là où ils font défaut, on a placé quelques plantes en pots et des parasols façon studio de télévision, histoire sans doute d'ajouter au chaos.

Et cependant la peinture tient.

Des pièces volées au musée du Val retournées à Nice. La plupart des pièces volées le 19 juillet dans le Musée d'art sacré du Val, près de Brignoles (Var), ont été retrouvées vendredi 27 juillet dans un garage de Nice, et deux personnes ont été arrêtées. Les œuvres devaient être écoulées vers l'Italie. Parmi elles figuraient notamment un tabernacle circulaire catalan du XVIII^e siècle, des statues de la Vierge des XVIII^e et XIX^e siècles, des livres d'heures de pénitents.

Ni la chaleur, ni les reflets n'empêchent tout à fait de s'apercevoir que le Petit Palais n'a pas été chiche et a prêté des œuvres remarquables. Elles n'ont en commun que d'avoir été exécutées en France entre 1870 et 1940, ce qui signale à sa manière le sous-titre de l'exposition, *De Renoir à Kistling*. Deux ensembles se distinguent par leur cohérence et leur qualité, celui des impressionnistes et celui de l'entre-deux-guerres.

Le premier rassemble quelques paysages de Guillaumin - honnêtes sans plus -, une nature morte et un nu de Renoir - bien tous les deux -, un beau portrait d'Angrand, un *Cross* magnifiquement composé, une sublime petite pastelle de Degas et une toile de premier ordre de Caillebotte, un paysage de Normandie dans lequel avance, vêtu d'une blouse bleue, Claude Monet. Le chef de file des impressionnistes y fait étrange figure : on dirait une sorte de maquignon renfrogné, les épaules et le cou épais, le regard mauvais. Ironie volontaire ou involontaire ? De tous les portraits de Monet, celui-ci est le plus inattendu, le plus puissant et, peut-être, le plus révélateur.

Entre cette suite des années 80 et l'après-14, peu de tableaux captivants, deux Jacques-Émile Blanche, dont une effigie de Proust navrant de prétention poseuse, un Douanier Rousseau peu remarquable et, seule exception heureuse, un autoportrait de Forain. La suite est plus fournie : on y trouve, péle-mêle, une baignade à Perros-Guirec de Maurice Denis, parfaite dans le genre kitsch séduisant, et une collection de nus féminins où

L'hoite l'anguleux voisine avec Derain le voluptueux, Valmier l'abusif avec Van Dongen le provocateur.

A proximité, des exercices cubistes de Maria Blanchard, de Metzinger et de Bissière et une abstraction de Gleizes. Ce sont des maîtres du second rayon, il est vrai, mais dont les œuvres, choisies avec précision, valent mieux que bien des rogatons aux signatures plus illustres. Qu'il y ait à l'entour quelques toiles médiocres, des naïfs dont on ferait volontiers l'économie et même un Brayer, ce surcharge ne parvient pas à gâcher cette anthologie imprévue. Preuve, si besoin était, que la bonne peinture est à son avantage même dans les circonstances les plus périlleuses.

PHILIPPE DAGEN

Hall du palais de la Bourse, La Canebière, 13000 Marseille, jusqu'au 1^{er} octobre.

CARNET DU Monde

Naissances

Régine et François PASQUET ont la joie d'annoncer la naissance de Caroline et Céline, le 27 juillet 1990.

40, rue de la Justice, 75020 Paris.

Décès

Les familles Bedou, Kowalski, Sandra, Moreau, Sabbadini, Schmidt, Sarlin, Hermite, Luc, ont perdu leur

Patrick BEDOU, ancien élève de l'ISTOM, responsable de marketing de Dow Elanco,

décédé à Abidjan, à l'âge de vingt-six ans.

Cérémonie religieuse, mercredi 1^{er} août, à 10 h 30, en l'église d'Églisles, près d'Aix-en-Provence.

Julie Bataille-Bellu, sa sœur, Nathalie Laguerre, Hortense Murjahn, ses tantes,

E tous ses nombreux amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Michel BRASIER, née Catherine Seopko, survenu le 20 juillet 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 juillet, en l'église cathédrale Saint-Alexandre-Neviski, 12, rue Daru, Paris-8^e, où l'on se réunira à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Geneviève-des-Bois, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Lucien-Guitry, 75020 Paris.

Sa famille, Et ses amis, ont le regret de faire part du décès de

M. André CHABANEL, ancien président du conseil général de l'Ardeche, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Lantac-en-Vivarais, le 27 juillet 1990.

Chabanel, La Chabrière, 07110 Lantac-en-Vivarais, Eymerie, Saint-Martin-Nord, 07200 Aubenas.

Né le 6 décembre 1906 à Prieux (Ardeche), instituteur, André Chabanel avait été maire de Lantac de 1946 à 1971 et conseiller général du canton de Lantac de 1951 à 1985. Membre du Parti socialiste, il avait été élu président du conseil général de l'Ardeche en mars 1982 au bénéfice de l'âge et avait renoncé à cette fonction, deux mois plus tard, afin de permettre à M. Henri Tonn, sénateur (RDP-PR) de retrouver son mandat.

Danièle et Eric Roditi et leurs enfants, Charlotte Guinier, ses enfants et petits-enfants, Lia Dalan, sa mère, Roland Guinier du Vignod, son père, font part du décès de

Maria DALAN, journaliste à la Tribune, le 27 juillet 1990.

La levée du corps aura lieu le mardi 31 juillet, à 13 h 30, à la clinique de la Fondation Perret, 1, rue Collange, Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu à Ferrare (Italie).

Les familles Dargaud, Dufour et Verdun, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges DARGAUD, éditeur, officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, officier du Mérite agricole,

survenu le 18 juillet 1990, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 24 juillet, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde des 20 et 21 juillet.)

AGENDA

Paris, Berlin, Athènes.

Yacult, son épouse, Pauline, sa fille, Avigai, sa sœur, Et sa famille, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Kimon GEORGIADES, le 15 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans l'intimité.

4 bis, villa Santos-Dumont, F-75015 Paris.

M^{me} Paulette Hautecouverture, ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean HAUTECOUVERTURE, ingénieur civil des Ponts et Chaussées, ingénieur en chef hors classe honoraire de la SNCF, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 25 juillet 1990, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise ont eu lieu le vendredi 27 juillet, dans la stricte intimité familiale, suivant la volonté du défunt.

21, rue Lasso, 75012 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marc LACROIX, survenu le 20 juillet 1990, à l'âge de soixante-six ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière communal de Bagneux, dans le caveau de famille.

Anniversaires

Il y a quatorze ans, Véronique CRUSE-SANSON nous quittait.

Il est demandé à tous ceux qui l'ont connue une prière ou une pensée de convalescence avec elle, là-haut.

Remerciements

M^{me} Christian-Georges VIELJEUX, Et ses enfants, très touchés et émus des nombreuses marques d'affection et de sympathie témoignées lors du rappel à Dieu de

Christian-Georges VIELJEUX, remercient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin.

Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde gratitude.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

LOTOS 52/52

RESULTATS OFFICIELS

1^{er} 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

2^e 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

3^e 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

4^e 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

5^e 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

6^e 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

7^e 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

8^e 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5314

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Parfois tenue pour une demoiselle. - II. Comme une fontaine perçant de sa rive l'océan. - III. Qui on voit souvent courir. - IV. Se montre très hardi. Qui n'a donc pas assez poussé. - V. Peut soutenir une corne. - VI. Ne siffle pas encore. - VII. Pas avisé. - VIII. Comporte une trouée. - IX. Aspiration difficile à réaliser. Planches. - X. Qui on ne rencontre pas souvent. - XI. Un homme qui ne fait que passer.

VERTICALEMENT

1. Spécialistes de l'habillage des sièges. - 2. Un homme qui ne marque pas d'estomac. - 3. La grande ville. - 4. Le plancher des vaches. Certains leur donnent de l'importance. - 5. Massif, en Suisse. Pas comme une pierre qui roule. - 6. Comme une cavité où il y a un os. Morceau de sucre. - 7. Adverbe. Golfe miniature. Peut servir de cousin. - 8. Une rumeur en deux mots. - 9. Supérieur. Marin d'origine.

Solution du problème n° 5313

Horizontalement

1. Hameau. Bistouri. - II. Eminence. Brin. - III. Non. Rallier. - IV. Nue. Eu. Rat. Ce. - V. Iru. Air. Era. - VI. Rosa. Cocasse. - VII. Succès. Éblou. - VIII. En. El. Rd. Rd. - IX. Miss. Tic. Var. - X. Éa. Éa. Éa. - XI. Navet. Asie. Onde. - XII. Trameur. Sténor. - XIII. Sir. Néméus. - XIV. Ére. Estime. - XV. Années. Als.

Verticalement

1. Hennissements. - 2. Amour. Unirien. - 3. Minors. Savarin. - 4. En. Noces. Emri. - 5. Ad. Ad. Ad. - 6. Un. Ep. Un. - 7. Cl. Parel. - 8. Belle. - 9. Rob. Ir. - 10. Sur. Circantes. - 11. Rafale. Ent. - 12. Opt. St. Consul. - 13. Ure. Est. Vent. Rd. - 14. Rd. Cré. - 15. Indes. Am.

BUY BROUTY

BIBLIOGRAPHIE

« Les Petits Trains de jadis »

De 1865 à la fin des années 30, chaque département a disposé d'un réseau de lignes de chemin de fer d'intérêt local. Établies le plus souvent en accotement des routes départementales, elles traversaient les agglomérations en empruntant la rue principale. Brinquettant, leurs trains transportaient, à une allure de sénateur, voyageurs et marchandises à travers les campagnes. Construits selon des normes économiques - rails légers de 15 kg au mètre, locomotives de 15 tonnes et vitesse de... 15 km/heure -, ces réseaux rendirent de grands services pendant plus d'un demi-siècle. Mais, vu leur confort et leur lenteur, ils ne purent résister à la concurrence automobile et disparurent presque tous entre 1930 et 1940, des suites de leur... désaffection. La guerre leur permit, toutefois, de bénéficier d'un bref mais utile prolongement de carrière.

Passionné par ces réseaux oubliés, Henri Domengie a consacré une quarantaine d'années de sa vie à rassembler les documents disponibles sur leur histoire. Le troisième volume, « L'Ouest », de son œuvre quasiment encyclopédique, *Les Petits Trains de jadis*, vient de paraître (les deux premiers, « Le Sud-Est » et « Le Sud-Ouest » ont été publiés en 1985). Département par département, l'auteur présente une note de synthèse et trace un historique de chaque ligne, en décrit les itinéraires, en recense le matériel, etc. Chacune

BILLET

EDF, pour quelques milliards de plus

EDF n'a pas froid aux yeux : l'entreprise publique française, dont la fragilité financière a été soulignée en juin par le Cour des comptes, n'en envisage pas moins de mettre 10 à 15 milliards sur la table pour reprendre PowerGen, le distributeur britannique d'électricité que le gouvernement de sa Très Gracieuse Majesté souhaite vendre en bloc.

Pour le commun des mortels, la somme à déboursier est importante. A l'échelle d'EDF, c'est une goutte d'eau : il suffit pour s'en convaincre de rappeler le montant de l'endettement de l'entreprise (232 milliards de francs), celui des intérêts y afférant (27 milliards) ou encore le montant (4 milliards) de sa perte en 1989 (la sixième en dix ans). On comprend qu'une société aussi florissante s'appuie à déboursier quelques milliards de plus pour racheter une autre, elle-même fragile financièrement puisque les observateurs britanniques s'attendaient à l'annonce, mardi, d'une perte de 70 ou 80 millions de livres (700 à 800 millions de francs) et promise à de beaux jours puisque ces comptes incluent des provisions pour la suppression de 1 000 emplois.

Plus fondamentalement, peut-être, EDF ne fait-elle pas montre d'une certaine candeur politique lorsqu'elle croit que M. Thatcher — dont on connaît l'amour immodéré pour les entreprises publiques — privatisera PowerGen... pour mieux la revendre à EDF, une des sociétés phares des nationalisations tricolores. Il y a fort à parier que les Britanniques, particulièrement soucieux ces derniers temps quant aux rachats opérés par les groupes publics français sur leur territoire (RTZ par Rhône-Poulenc et General Portfolio Group par le GAN), verront d'une oeil plus favorable les candidatures de leurs compatriotes Hanson et GEC, de l'allemand Veba, voire du japonais Mitsubishi.

F. V.

La fusion de la Caixa et de la Caixa de Barcelone

Le gouvernement espagnol obtient la création d'un grand holding gazier national

La fusion entre les deux principales caisses d'épargne catalanes, la Caixa et la Caixa de Barcelone, officielle depuis le vendredi 27 juillet, donne naissance à la plus grande entité financière espagnole. Le nouveau groupe gère 3 800 milliards de pesetas de dépôts (soit 200 milliards de francs) et contrôle près des trois quarts du marché catalan de l'épargne. Le gouvernement espagnol n'a donné son accord qu'à la condition que la Caixa accepte d'exclure la Lyonnaise des Eaux française dans la constitution d'un grand groupe national de distribution de gaz.

MADRID

de notre correspondant

Le rapprochement de la Caixa et de la Caixa de Barcelone aura été douloureux. Il aura fallu près d'un an de négociations serrées (le Monde du 7 novembre), des négociations qui ont impliqué non seulement les deux établissements financiers concernés, mais également le ministère de l'Industrie à Madrid et les autorités autonomes catalanes. Car à la fusion entre les deux «Caixas» s'est mêlée une autre opération tout aussi importante pour le futur de l'économie espagnole : celle visant à créer à l'échelle nationale un grand groupe de distribution de gaz.

Il s'agit en effet d'un secteur où la Caixa est très présente. Elle constitue notamment le principal actionnaire de Catalana de Gas, une société qui a la haute main sur la distribution de ce combustible dans toute la Catalogne. Toute opération de restructuration du secteur gazier devait donc compter avec la collaboration des responsables de la Caixa.

Le loup français dans la bergerie espagnole

Les grandes manœuvres commencèrent au début de cette année, à l'initiative de la caisse d'épargne, avec un projet de fusion entre Catalana de Gas et Agas de Barcelona, une société chargée de la distribution d'eau dans la région, et comptant elle aussi la Caixa parmi ses actionnaires (le Monde du 10 avril). Il s'agissait là en fait du premier pas vers la constitution

d'une grande société multiservices pratiquement sans équivalent en Espagne. L'opération était appuyée avec enthousiasme par les autorités régionales à Barcelone, ravies de voir une compagnie catalane se placer ainsi en position de force.

Tel n'était pas toutefois l'avis du ministère de l'Industrie à Madrid. Car Agas de Barcelona a pour principal actionnaire, avec quelque 25 % des parts, la Lyonnaise des Eaux. Ne risquait-on pas, avec une telle fusion, d'introduire le loup français dans la bergerie espagnole ? Une perspective inquiétante, aux yeux du gouvernement, s'agissant d'un secteur de caractère stratégique comme celui de l'énergie.

Aussi, à l'opération envisagée par la Caixa et les autorités régionales catalanes, le ministère de l'Industrie allait-il répondre par un contre-projet : puisque Catalana de Gas entendait tellement fusionner, pourquoi ne pas unir plutôt ses forces à Repsol, le groupe pétrolier public espagnol ? Ou, plus directement encore, pourquoi la Caixa elle-même ne formerait-elle pas un holding avec Repsol ?

Cette société publique contrôlait la plupart des circuits de commercialisation du gaz en dehors de la Catalogne. Une telle opération devait permettre la constitution d'un grand groupe gazier à l'échelle nationale, comme dans la plupart des pays européens. En outre, elle permettait de couper fort opportunément l'herbe sous le pied de cette Lyonnaise des Eaux qui semblait tant préoccuper Madrid.

Les responsables de la Caixa se firent d'abord tirer l'oreille. Ils firent valoir qu'ils entendaient rester de simples financiers, et que la gestion directe d'une compagnie de services n'entrerait pas dans le cadre de leurs compétences. Ils évoquèrent

même la possibilité de revendre tout bonnement à Repsol leur participation au sein de Catalana de Gas si le gouvernement persistait dans son intention.

Pour convaincre la Caixa de se montrer plus compréhensive, les autorités espagnoles disposaient toutefois d'une arme redoutable : la fusion en cours avec Caixa de Barcelona. Comme de coutume, l'opération avait donné lieu de la part des deux établissements à une actualisation de patrimoine qui avait dégagé une importante plus-value. Et il appartenait au ministre de l'Industrie de se prononcer sur l'octroi des exemptions fiscales correspondantes, sans lesquelles la fusion entre les deux caisses d'épargne eût été prohibitive.

Aussi, après un baroud d'honneur, la Caixa allait-elle finalement céder : le 20 juillet dernier était signé en grande pompe le protocole prévoyant la constitution, à parts égales, d'un grand holding gazier entre Repsol et la Caixa, cette dernière étant représentée par une société filiale. Ce n'est pas un hasard si, quelques jours plus tard, le gouvernement annonçait l'octroi d'une exemption fiscale portant sur 99 % des plus-values dégagées par les deux caisses d'épargne, levant ainsi le dernier obstacle à leur fusion. Le plus grand établissement financier espagnol pouvait enfin voir le jour.

Le ministère de l'Industrie avait ainsi triomphé sur toute la ligne. Il avait au passage démontré que si les socialistes espagnols se montrent friands de capital étranger lorsqu'il s'agit de moderniser leur tissu industriel, ils n'hésitent pas pour autant à jouer, et sans concession, la carte du nationalisme lorsqu'ils l'estiment utile.

THIERRY MALINIAC

Après la réunion de l'OPEP

Le prix de l'essence pourrait augmenter de 10 à 15 centimes

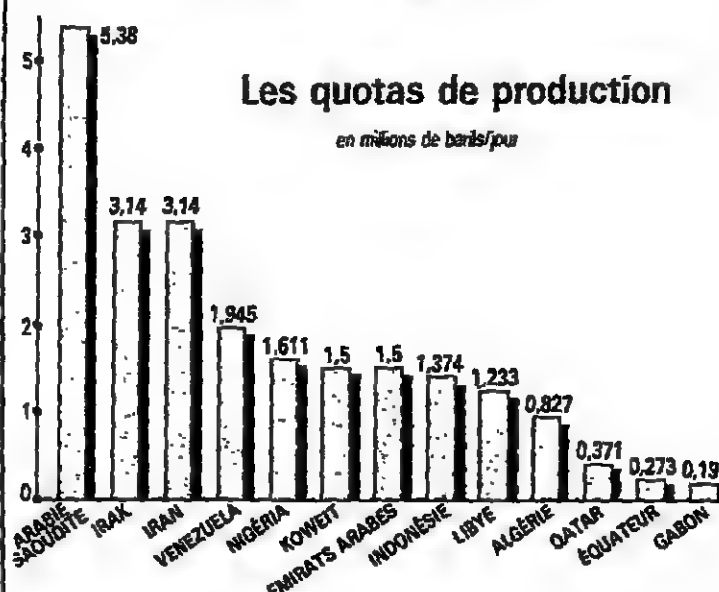
L'accord conclu vendredi 27 juillet par le cartel des pays exportateurs de pétrole (le Monde daté 29-30 juillet) devrait entraîner en France et d'ici l'automne une augmentation de 10 à 15 centimes par litre des prix de l'essence, et un renchérissement de 5 à 6 milliards de francs de la facture énergétique, estiment les spécialistes.

Cet accord fixe un nouveau prix de référence de 21 dollars par baril, en augmentation de 3 dollars par rapport au prix de référence précédent et de 4 dollars par rapport aux prix réels du marché. Il distribue de nouveaux quotas entre les pays membres de l'OPEP dans le cadre d'un plafond global de 22,491 millions de barils/jour

pour le second semestre de 1990. Ces quotas sont semblables à ceux déjà adoptés pour la première moitié de l'année sauf sur un point : le quota des Emirats arabes unis passe de 1,095 million de barils/jour à 1,5 million. Si, lors de la prochaine conférence, en décembre, les cours réels dépassent le prix de référence de 21 dollars par baril, l'organisation «établira un équilibre entre le plafond de production et les prix», précise le communiqué publié le 27 juillet à Genève. «et augmentera le plafond et le prix de référence». Il est également prévu que lorsque le plafond sera relevé, l'augmentation de production sera réservée aux pays disposant de réserves de capacité.

Les quotas de production

en millions de barils/jour



Avec la vente de quarante-sept grands magasins Plaza à Promodès

Le groupe allemand Co-op AG poursuit sa restructuration

Après les scandales financiers qui l'ont secoué, le groupe Co-op AG de Francfort (11 milliards de deutschemarks — 36 milliards de francs — de chiffre d'affaires en 1989 et 46 000 salariés) a récemment décidé de trancher dans le vif pour éponger ses dettes. Dernier développement dans ce feuilleton d'un sauvetage riche en rebondissements : le rachat par le groupe français Promodès de quarante-sept grands magasins Plaza appartenant à Co-op (le Monde daté 29-30 juillet).

FRANCFORT

Correspondance

Pour Promodès, c'est incontestablement un succès. Le distributeur français avait déjà une tête de pont non négligeable en RFA avec sept grands magasins Continent (sur un total de 69). Mais cette fois, il s'agit d'un passage en force : le groupe français avalué d'un seul coup 315 000 mètres carrés de surface de vente pour un chiffre d'affaires global estimé à 2 milliards de deutschemarks (6,6 milliards de francs). Pour l'instant aucune information n'a filtré sur le coût exact de cette transaction mais, selon les experts, elle pourrait se chiffrer entre 220 et 300 millions de deutschemarks (entre 730 et 990 millions de francs). En plus de son réseau de distribution en Italie et au Portugal, Promodès (74 milliards de francs de chiffre d'affaires) continue ainsi à renforcer sa position à l'échelle européenne.

Pour Co-op, dont les pertes consolidées devraient encore s'élever à 150 millions de deutschemarks cette année (250 millions en 1989), il s'agit de la troisième étape dans le plan draconien de restructuration approuvé fin juin par son nouveau conseil de surveillance à la suite de plusieurs offres de rachat émanant de grands groupes ouest-allemands. Au terme de ce plan, qui doit être soumis aux actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire le 29 août, le géant de Francfort va se «débarasser» d'une grande partie de son réseau de vente régional pour concentrer son activité sur l'ouest, le nord-ouest et le sud-ouest de

l'Allemagne. Résultat : au lieu de 11 milliards actuellement, le chiffre d'affaires annuel du groupe n'atteindra plus que 4 milliards de deutschemarks d'ici à la fin de l'année. Quant aux magasins, il n'en restera plus que 765 au lieu de 2 000 aujourd'hui, avec un total de 13 400 salariés contre 46 000.

Cet assainissement de Co-op est loin de faire l'unanimité. L'ancien président du conseil de surveillance, M. Hans Friederichs, qui siège également au conseil d'administration d'Airbus, a démissionné fin mai de ses fonctions parce qu'il n'était pas d'accord avec les deux principaux actionnaires de Co-op. A la suite d'un scandale ayant culminé avec l'arrestation en décembre dernier de six anciens dirigeants du groupe pour détournement de fonds et falsification de bilan, la DG Bank et la BfG Bank ont pris le contrôle de 90 % du capital de Co-op : les 10 % restants sont dans les mains de petits actionnaires. Ses autres banques créditrices ont préféré, pour leur part, se retirer, abandonnant pour 1,7 milliard de deutschemarks sur le groupe de Francfort qui a pu être sauvé in extremis de la faillite.

Un «assainisseur» d'entreprises à la tête

M. Friederichs, qui fut également ministre de l'économie et chef de la Dresdner Bank, avait

accepté d'être l'homme de la restructuration de Co-op à condition qu'on ne l'obligeât pas à liquider d'emblée une partie de l'activité du groupe afin d'éponger les dettes des anciens dirigeants parmi lesquels l'ancien chef du directoire (M. Bernd Otto, aujourd'hui sous les verrous) et l'ancien président du conseil de surveillance (M. Alfons Lappas). Huit mois après son arrestation, M. Lappas, qui a également présidé le syndicat BAAG au moment du scandale immobilier de «Neue Heimat», a été relâché le 12 juillet contre le versement d'une caution de 1 million de deutschemarks.

Face aux exigences de la DG Bank, particulièrement de son patron, M. Helmut Guthardt, M. Friederichs a préféré se retirer. Son successeur, M. Wilhelm Schaaf, est un avocat connu et respecté en raison de sa participation active au sauvetage du géant ouest-allemand de l'électromécanique, le groupe AEG de Francfort. La première tâche de M. Schaaf a été de confirmer dans ses fonctions l'actuel président du directoire, M. Franz Wolf, quarante-huit ans, «un assainisseur» d'entreprises comme lui, mais surtout un ami intime de M. Guthardt.

Le patron de Co-op a-t-il des remords aujourd'hui, huit mois après avoir accepté de prendre la direction du géant de Francfort, sans doute au pire moment de son

histoire ? «Je préfère diriger un groupe de 4 milliards de deutschemarks qui soit rentable plutôt qu'un groupe avec un chiffre d'affaires de 11 milliards, mais qui en perd 300 millions par an», précise-t-il catégorique. Son objectif : parvenir à sortir le groupe du «rouge» dès la fin de l'année et dégaier des bénéfices l'année prochaine grâce à une meilleure utilisation des surfaces de vente et des effectifs, même si la priorité est de préserver un maximum d'emplois.

Une plus grande rationalisation

L'accord conclu le 16 juillet entre Co-op AG et le groupe de distribution Edeka Zentrale AG, afin de créer une centrale d'achat commune à partir du 1^{er} janvier, va certainement dans le sens d'une plus grande rationalisation puisque celle rend possibles des économies d'échelle. Auparavant le groupe de Francfort avait annoncé qu'il avait décidé de vendre la totalité de ses supermarchés de la région de Berlin, soit 120 magasins Bolle, dont le chiffre d'affaires global est estimé à 700 millions de deutschemarks, à l'Association des coopératives de la RDA (VdK).

Comme dans le cas de la transaction avec Promodès, le coût exact de ce rachat par les Allemands de l'Est (une première dans l'histoire de l'unification des deux États allemands) est resté secret. Dans le cas des grands magasins Plaza, Co-op a toutefois précisé que les Plaza de la région de Dortmund et du Schleswig-Holstein, dans le nord de l'Allemagne, ne faisaient pas partie de la transaction. Restait maintenant pour le groupe de Francfort à «caser» le plus gros morceau : ses 795 magasins, essentiellement dans la région de Munich et de Stuttgart mais aussi à Hambourg et à Hanovre avec un chiffre d'affaires global estimé à 4 milliards de deutschemarks et 17 600 salariés.

Le groupe Revue, numéro un de l'alimentation en RFA, avec un chiffre d'affaires de 30 milliards, qui avait fait une offre en mai pour racheter la totalité de Co-op, est sans doute le mieux placé pour récupérer les magasins du sud, quitte ensuite à en revendre une partie à ses concurrents au cas où l'Office des cartels de Berlin opposerait son veto.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Nouveau préavis de grève pour le 3 août

M. Bérégovoy pour la nomination d'un médiateur à Air Inter

A peine sortis d'une grève de quarante-huit heures, vendredi 27 et samedi 28 juillet (qui a eu des conséquences moins graves qu'attendues), Air Inter et ses clients risquent de connaître une nouvelle épreuve de vendredi 3 août — et non jeudi 2 août (le Monde daté 29-30 juillet) — en raison d'un nouveau préavis de grève par plusieurs syndicats pour ce jour-là. Ce délai pourrait être mis à profit pour renouer les fils du dialogue.

Tant à la direction que chez les syndicats, on se refuse à considérer comme définitif l'échec des pourparlers de la fin de la semaine dernière. Le nouveau préavis de grève, auquel

a décidé de s'associer le SNPIT (autonome) a été déposé par la CGT et l'UGICT-CGT (cadres). Mais le seul syndicat des pilotes et mécaniciens mêlé au conflit, l'USPNT, a indiqué le 28 juillet qu'il n'avait pas encore décidé s'il se joindrait ou non au mouvement. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a déclaré le 30 juillet sur RMC que «les organisations syndicales qui appellent à la grève à Air Inter jouent avec le feu. Cette compagnie a des concurrents et elle en aura encore plus dans un proche avenir». Selon le ministre, la nomination d'un médiateur pourrait faciliter la recherche d'un compromis.

Prévoyant une baisse de sa production

Citroën va se séparer de 1 200 intérimaires en septembre

En prévision d'une baisse de la production, en septembre, la direction de l'usine Citroën de La Jolais, à Rennes (Ille-et-Vilaine) a annoncé, jeudi 26 juillet lors de la réunion du comité d'établissement, son intention de se séparer de 1 200 intérimaires.

L'usine, qui fabrique des XM et des BX, a dû ralentir sa production en juillet, ramenée à 1 345 véhicules par jour. Elle envisage d'en produire 1 157 par jour au mois de septembre.

□ Baisse du nombre de chômeurs indemnisés en juin. — Le nombre de chômeurs et préretraités indemnisés par les ASSEDIC a baissé de 2,3 % en un mois et de 2,6 % en un an, en données brutes, à la fin du mois de juin. Selon l'UNEDIC, on comptait 2 062 150 allocataires, contre

2 116 723 en juin 1989. En données corrigées, on enregistre une hausse de 0,6 % en mois. Les bénéficiaires d'un versement se répartissent entre 307 400 préretraités (-16,1 % en un an), 51 150 stagiaires en formation (+6,9 %) et 1 703 600 demandeurs d'emploi (+0,13).

5022 من الاحول

صكنا من الاجل

ÉCONOMIE

La situation en URSS

M. Gorbatchev s'oppose aux tentatives d'indépendance financière des Républiques

La volonté d'émancipation financière de plusieurs Républiques, exprimée en particulier par le président du Parlement de Russie, M. Boris Eltsine, qui entend contrôler toutes les institutions bancaires de la Fédération, suscite depuis plusieurs semaines de vives discussions à Moscou. M. Mikhail Gorbatchev a mis les choses au clair dimanche 29 juillet dans un décret présidentiel.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev estime que les volontés exprimées ici et là, en particulier en Ukraine, de créer une monnaie républicaine, sont extrêmement dangereuses. Le président soviétique a demandé aux Soviets suprêmes républicains de « s'abstenir, jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité d'union (qui définira les relations entre le centre et les Républiques), d'adopter ou d'appliquer des actes législatifs qui désorganiseront le système financier et bancaire ». Il est indispensable, selon le Kremlin, d'aborder le marché de façon coordonnée sur les plans financier et monétaire. Sinon, le chaos menace, estime M. Gorbatchev. M. Jacques Delors, le président de la Commission des Communautés économiques européennes, lui avait d'ailleurs donné raison, avec particulièrement de netteté, lors de son récent passage à Moscou en estimant que la création d'une monnaie républicaine en Ukraine serait « redoutable dans l'étape actuelle de la réforme économique ». Le responsable européen ajoutait qu'il ne peut y avoir de fédération qui fonctionne s'il n'y a pas de monnaie unique comme fac-

teur garantissant la cohésion de l'ensemble. M. Gorbatchev sait qu'il dispose d'un atout très sérieux face aux nationalistes. La communauté internationale est disposée à aider l'Union soviétique, mais certaines prises isolément. Député à Moscou après le sommet de Houston des sept pays industrialisés pour effectuer une étude sur l'économie soviétique et avancer des recommandations en vue des réformes, le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, a été reçu ce week-end par le premier ministre, M. Nikolai Rykov, et le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Ce dernier a souligné que les conditions étaient désormais réunies pour que l'URSS adhère au FMI. M. Camdessus lui a répondu plus prudemment qu'il était nécessaire de « développer une large coopération entre le FMI et l'URSS ». (Interim.)

La première dénationalisation d'une banque d'Etat est annoncée

Le conseil des ministres de l'URSS a décidé que la banque de l'agro-industrie (Agroprombank), l'une des cinq banques spécialisées du réseau bancaire soviétique, serait prochainement transformée en banque commerciale et dénationalisée, a indiqué l'agence Tass dimanche 29 juillet. Selon l'agence, cette décision, la première de ce genre touchant le secteur bancaire, a été prise « afin de perfectionner et de relever l'efficacité des services bancaires dispensés aux entreprises et aux organisations du secteur agro-industriel ».

L'Agroprombank deviendrait une société par actions, dans laquelle des entreprises, institutions et citoyens soviétiques, ainsi que des personnes physiques et des citoyens étrangers, pourraient être actionnaires. Les parts de capital pourraient être acquises en roubles ou en devises. La transformation du statut de l'Agroprombank, réputée pour être la moins performante des organismes financiers soviétiques, pourrait marquer la première étape d'une réforme bancaire d'envergure en URSS.

Un entretien avec le PDG de Bull

Suite de la première page. La bataille ne porte plus que sur les prix, et nos marges sont laminées. En plus, il se trouve que la croissance de ces marchés standards est plus rapide que celle des marchés des anciens systèmes protégés que nous appelons propriétaires. Dès lors, nous gagnons moins d'argent sur une part toujours croissante de nos ventes.

« J'ajoute une deuxième conséquence : la confusion des clients. Ils sont confrontés à des catalogues profliants et à des messages contradictoires des fabricants sur la pérennité de ces fameux standards. Autrement dit, ils sont un peu perdus. Or ils consistent dans le même temps que leurs surcroûts d'investissement informatique n'apporte plus les mêmes gains immédiats d'efficacité qu'autrefois. »

« C'est une autre cause de la mutation de notre industrie : nous passons d'une informatique de production, par exemple des fiches de paie, dont la productivité était très facilement mesurable, à une informatique d'aide à la décision dont l'efficacité n'est pas certaine. Informatiser de mauvais processus, c'est renforcer l'inefficacité d'une entreprise et non le contraire. Autrement dit, l'informatique force à revoir les structures de management, et on comprend que ce ne soit pas facile. La demande d'ordinateurs s'en trouve ralentie. »

« Mais Bull évoque cette mutation depuis plusieurs années, elle n'est pas nouvelle. »

« C'est vrai, mais elle s'est incroyablement accélérée depuis un an et demi. Le logiciel standard UNIX dont je vous parlais a fait une entrée rapide dans le marché de la gestion. »

« Qu'est-ce que cela va changer pour vous ? »

« Rien sur notre stratégie. Bull a été le premier grand constructeur à percevoir la mutation et à s'engager résolument dans les systèmes

La Sibérie et ses « montagnes d'or »

Suite de la première page

Après un diplôme de droit à l'université de Moscou, il a suivi les cours du soir à l'Académie du commerce extérieur. En 1972, on l'envoya cinq ans aux Etats-Unis comme fondé de pouvoir d'Amorg, une société soviéto-américaine. « Je fus le premier à négocier le contrat Pepsi-Cola avec mon ami Don Kendall, pour l'installation de dix usines Pepsi-Cola en URSS. » De retour à Moscou en 1977, il s'occupa pendant trois ans des achats de café et de cacao, produits jugés stratégiques par le Kremlin, avant de diriger pendant cinq ans une société mixte à Hambourg. « En 1985, on m'a convoqué pour prendre la tête de Prodintorg. Le gouvernement et le comité central ont sans doute apprécié mon expérience et ma connaissance des marchés. C'est Gorbatchev qui a signé ma nomination. »

S'il réussit à amorcer le développement économique dans ces terres reculées de l'Altai, il sait que sa promesse restera jusqu'à Moscou. Si ce coin de la Sibérie sort de l'ornière, alors il sera possible d'espérer partout en Union soviétique. Alexandre Krivenko incarne un pari de la perestroïka.

Le voici pour la deuxième fois en Altai. Il a méthodiquement pris note des brefs exposés sur les atouts de la province, bien minces au regard de ses besoins. « L'Altai, les montagnes d'or », dit un responsable du cri. Il parle de richesses colossales : le métal jaune, l'argent, le diamant, le tungstène - « nous inexploités ». Suit une énumération naïve, par le désir de bien faire qui masque la pauvreté : « Nous avons huit mille lacs, treize mille rivières, et le fleuve Ob, le plus grand de Sibérie, dont les rives sont bordées de 27 millions d'habitants sur 261 000 kilomètres carrés. Nous fabriquons des tracteurs, des produits chimiques. La première machine à vapeur est née ici. Nos artisans savent tailler la pierre. On ne trouve certains en France. Nous occupons le deuxième rang de l'Union pour le grain, le lait, la viande, le premier pour le fromage, le quatrième pour le beurre. Nous possédons 2 millions de bovins, 3 millions de brebis et de moutons, 60 000 hectares de bétail et de sucrée. » Fin du catalogue.

Dans la salle de travail, sous l'œil absent d'un Lénine verni, on a débouché quelques sodas. Un spécialiste du sucre a posé une question sur les gâteaux. « Une bonne de sucre à l'herbe ». Dix à quinze fois moins qu'en France. Le responsable ajoute qu'en Altai on trouve des boues épaisses contre les rhumatismes. Un interprète

précise : « Nous avons de la boue, toutes sortes de boues. »

Alexandre Krivenko est venu dans l'Altai avec son « joker », Serge Varsano, le patron du groupe de négoce français Sucres et denrées. Soudan et Prodintorg sont en affaire depuis des années. Une collaboration de tout instant qui porte sur des matières premières sensibles, mais si fragiles. Krivenko a convaincu Varsano de faire le

voyage. L'équipe de Soudan est perplexe. Une tonne de sucre à l'hectare, c'est peu. Les hommes de l'Altai sortent leurs dernières réserves : « On a aussi du miel, des cornes de daim pour les poudres aphrodisiaques, une suite de la jeunesse spécialisée dans la collaie, une usine d'huile de tournesol, que nous allons visiter. »

C'est une usine fameuse construite en 1914. A peu près le même âge que la construction dans ce pays. Le même délabrement. L'embouteillage a été interrompu faute de bouteilles. L'usine est arrêtée. Un vaste cloaque d'huile et de crasse. Un directeur explique que les chaudières ont été remplacées il y a dix ans par du matériel allemand. Depuis cette époque, la production a diminué de moitié. « Quel désastre ! Quel désastre ! », répète Krivenko.

Comme une lettre

au Père Noël

Les collaborateurs de Serge Varsano pensent déjà financement, échanges, troc. Alexandre Krivenko aussi. « La France est très en retard dans le développement de ses relations économiques avec l'URSS », s'inquiète le patron de

Prodintorg. Elle est à la traîne, en particulier dans le domaine du financement. »

Les images de l'huile reviennent à l'esprit du Français. Et ses hôtes de l'Altai multiplient les commandes comme on écrit une lettre au Père Noël. Serge Varsano enregistre les desiderata, hoche la tête. Pour lui, c'est sa présence dans les échanges agro-alimentaires soviétiques autres que sucreries qui se joue : la viande, les oléagineux, les peaux. C'est d'accord : l'usine d'huile de tournesol sera rasée et reconstruite. Ses capacités de production augmentées. Soudan participera à la mise en place d'un abattoir à Bisk. On donnera des films de plastique pour les serres des kolkhozes. On

enverra à Barnaul un délégué permanent d'un conseiller spécial de Gilbert Trigano (Club Méditerranée) : la nature est belle en Altai, on lui demande comment faire venir des touristes étrangers. On lui montre un site idéal pour le ski alpin de compétition, on lui parle de randonnées à cheval, en traineau. « C'est beau, mais c'est loin », plaisantent les hommes de Soudan.

Les Soviétiques rêvent d'hôtels, de campings, de bases de vacances. « Nous avons les capacités de préparer des sports de haut niveau », dit un responsable du Gorno-Altai, la zone la plus montagneuse et la plus sauvage. Et de nouveau, cette litanie poignante : « Nous serions intéressés par une société mixte de fabrication de médicaments. Nous possédons la matière première, mais pas l'industrie de transformation. C'est un problème douloureux. Nous voudrions pratiquer des échanges d'écoliers, d'étudiants, et de cadres, pour l'étude du manage-

ment. Nous aimerions qu'il existe en France un magasin vendant nos produits. Nous voudrions chez nous une usine de cuir. Avec les peaux non travaillées, on pourrait fabriquer des chaussures... »

Un chiffre circule. « Les cornes de daim ? 25 millions de dollars par an. Tout part vers le Japon, l'Asie. »

Démonstration. L'animal est piégé dans un enclos de bois, un torchon lui tombe sur les yeux. Le museau est ligoté. La peau grince sur la corne et déjà la lame se couvre de sang. Restent deux orifices rougissants qu'on saupoudre de sel. Le daim s'enfuit, s'il ne meurt pas de douleur, comme cela arrive parfois. 25 millions de dollars par an. Tout est dur ici, le climat, les hommes, tout.

L'hélicoptère d'Aeroflot se pose de colline en vallée. Un groupe folklorique, yeux bridés, sourne imperturbable, danse, chante malgré ce moteur de camion, à deux pas, qui couvre les mélodies. On offre du lait de jument aux visiteurs. Quelqu'un dit : « Ça ressemble à la Suisse. » Serge Varsano sourit. A table. Il porte des toasts, répond à l'insistant appel de ses hôtes : « Calac ». Dans sa tête et celle de ses collaborateurs, des calculs, un jeu complexe d'échanges croisés, des dons, qu'on couvrira à l'occasion de transactions globales avec Prodintorg. Varsano est un marchand. Il comprend que le problème des Soviétiques, c'est le financement : créer des instruments de paiement, valoriser les richesses qui dorment. Visions d'hélicoptères : des montagnes gelées, glaciers en hermine, avec au pied, coureur d'émergence, des lacs immobiles. Alexandre Krivenko s'émerville : « J'aime les gens et cette région. Il faut les aider. »

A la tête de Prodintorg, il est puissant. Mais l'Altai est si loin de Moscou ! A son retour, il devra convaincre les officiels français, frapper aux portes du ministère du commerce extérieur, dont il n'a pas digéré le démantèlement par M. Gorbatchev. « C'est une erreur, une stupidité. Le gouvernement a acquis la conviction que les sociétés devaient traiter directement sur le marché international. Mais, comme elles n'avaient pas de compétence en matière de commerce extérieur, les pouvoirs publics ont ensuite proposé le concours de sociétés intermédiaires capables d'offrir un service professionnel aux firmes souhaitant s'engager dans le commerce avec l'étranger ! »

Que d'errements, de pertes d'efficacité, de retravaux, quand il faudrait aller vite.

Remettre de l'ordre dans le commerce de l'URSS, utiliser au mieux les savoir-faire, rationaliser, voilà le rêve de Krivenko. A la tête de Prodintorg, il veut acheter une usine de viande en Europe pour approvisionner son pays. Il veut acheter une plantation d'huile de palme en Malaisie, il veut créer des industries. Il veut déplacer des montagnes en Altai.

ERIC FOTTORINO

européenne traverse une passe difficile : Phillips, Olivetti, ICL, Bull... Comment pensez-vous que les autorités de la Commission européenne ou des gouvernements des Douze pourraient la soutenir ?

« En poursuivant les efforts de recherche. Là est l'aboutissement de la recherche que ce regard porté en permanence sur le très long terme. Peut-être faudrait-il, au passage, tourner plus vers le marché des recherches et les concentrer sur quelques grands projets comme le génie logiciel, la gestion des réseaux intelligents ou les bases de données. Par ailleurs, la Commission peut agir pour la construction de réseaux informatiques européens reliant les universités, les entreprises et les centres de recherche. Brasser les hommes, les idées et les technologies est le meilleur moyen de favoriser l'innovation en Europe. »

« Quelles que soient les péripéties, il faut, à l'exemple des Japonais, continuer à se battre pour construire à long terme et conserver à l'Europe sa compétence dans ce domaine vital pour sa compétitivité. »

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER

Poursuivre les efforts de recherche

« Vous êtes liés à l'autre japonais NEC. Comment évitez-vous ne tombiez, comme ICL, sous dépendance technologique ? »

« NEC possède 15 % de Bull HN, notre principale filiale américaine. Par ailleurs, notre coopération technique est limitée à un secteur qui ne représente qu'un vingtième de nos ventes totales. Pour l'avenir, je peux vous assurer que nous n'irons pas plus loin sans stricte réciprocité de nos échanges. »

« Toute l'industrie informatique

L'acquisition du premier fabricant britannique d'ordinateurs par un Japonais

Fujitsu va payer 7,5 milliards de francs pour l'achat de 80 % d'ICL

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

bliée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le numéro 1 japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (Le Monde du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assem-

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Indonésie avant son décollage

Grâce à une main-d'œuvre bon marché, le plus grand archipel du monde est en plein développement, au prix d'une aggravation des inégalités

L y a dix-huit mois, Franz Harkono, quarante-deux ans, ne connaissait rien à l'industrie de la chaussure. Formé à Singapour, il avait fait de la finance en Nouvelle-Zélande, puis de la crevette à Java. Aujourd'hui, il dirige une affaire familiale de chaussures de sport, la PT World-best Shoes Indonesia (sic).

Créée en novembre 1988 dans la banlieue est de Djakarta, à Bekasi, et installée au bout d'un chemin de terre cahoteux, l'usine a déjà produit deux millions de paires de chaussures. Parmi ses mille ouvriers (pour la plupart des femmes), aucun ne porte de chaussures fabriquées ici. Elles sont toutes exportées aux Etats-Unis, par l'intermédiaire d'un négociant de Taiwan.

« Notre force ? Nous avons des coûts de main-d'œuvre très faibles », explique en toute franchise Franz Harkono. En moyenne, ses ouvriers gagnent à peu près 2 000 rupiahs par jour (environ 1 dollar). « Le prix d'une paire de chaussures à la sortie de l'usine est de 10 dollars ; 1 dollar de moins qu'à Taiwan, par exemple ».

Pour satisfaire, cet automne, une importante commande de l'allemand Puma, la société va lancer une quatrième chaîne de production, après avoir déjà créé une unité de boîtes d'emballage. On envisage aussi de fabriquer des chaussures pour enfants, des chaussures en cuir.

Indonésien d'origine chinoise, Franz Harkono est l'un de ces hommes qui contribuent aujourd'hui au boom de l'économie indonésienne. Son histoire est typique de l'expérience que vivent aujourd'hui le plus grand archipel du monde et ses quatre-vingt millions d'habitants.

A l'instar de sa capitale, Djakarta, où chaque jour de nouveaux chantiers s'ouvrent, l'Indonésie est en plein développement. Elle accueille les industriels des « dragons » (Taiwan, Singapour, Hongkong et la Corée du Sud) à la recherche d'une main-d'œuvre à bon marché, ayant désormais retrouvé des rythmes de croissance de 6 % ou 7 % l'an.

Diversification réussie

Gros exportateur d'or noir, le pays a bien arrosé les deux chocs des années 80 : la chute du prix du pétrole, puis celle du dollar (le Monde du 21 mars 1989). La crise a en effet conduit à une diversification réussie de l'économie : sa dépendance à l'égard du pétrole, du gaz et des matières premières a été considérablement réduite. Un début de libéralisation économique a favorisé le mouvement.

Toutefois, le bon élève du FMI, souvent considéré, avec la Thaïlande et la Malaisie, comme l'un des nouveaux « petits tigres » asiatiques, a encore quelque retard. Son ambition : décoller en 1993, à la fin de l'actuel plan (le V Repelita couvre la période 1989-1993), et devenir un nouveau pays industrialisé (NPI). « D'ici cinq ans », estime le ministre des finances, un ancien de l'université de Berkeley, Samartono, sur les rives du fleuve Mahakam, dans l'île de Bornéo. Plus précisément dans sa partie indonésienne, Kalimantan. Il fait chaud. Très chaud. La jungle, il y a, n'est pas loin, mais il n'y a plus de coups de bois. Et on le transforme. Une révolution impressionnante.

Dans un petit bungalow climatisé de l'usine de contreplaqué, Gerald W. White, un Américain imposant, le directeur général de PT Kalimantan Plywood Industries, présente son staff avant de raconter son début. Le pays exportait son bois brut. Les exportations ont été interdites. Maintenant, nous exportons du contreplaqué brut. « Nous développons déjà la fabrication de meubles », rétorque-t-il tout de go.

Dans le bois, comme dans les autres domaines, la stratégie du gouvernement est simple et efficace : interdire l'exportation des matières premières brutes et stimuler celle des produits transformés.

En quelques années, les concurrents ont ainsi été éliminés. Bob Hasan, le roi de la forêt et l'un des principaux conseillers personnels du président Suharto, assure - de

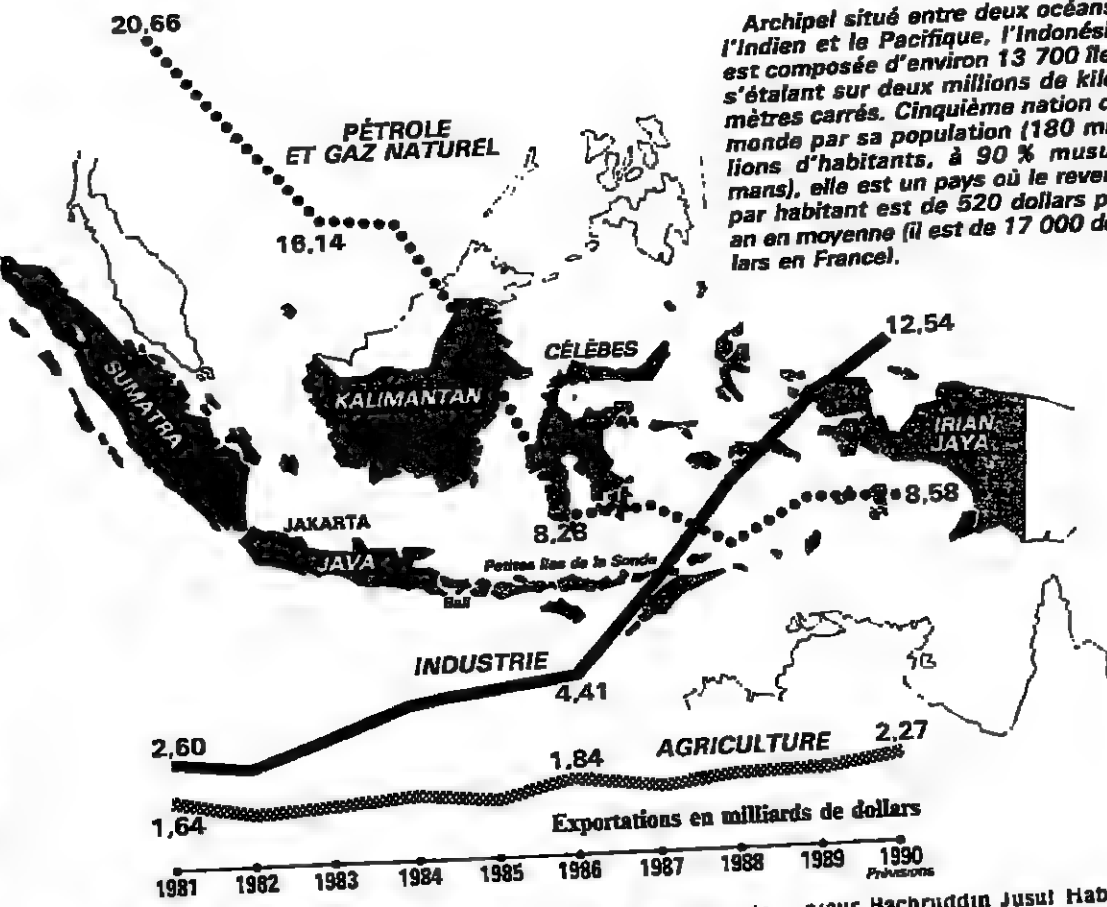
tête - quelques chiffres impressionnants. « En 1985, il y avait en Indonésie 10 usines fabriquant du contreplaqué, il y en avait 450 au Japon en 1985. Il n'y en a plus que 105. A Taiwan, leur nombre est revenu de 120 à 20 ; en Corée, de 60 à 6. Les exportations se sont envolées, approchant l'un des derniers 2 milliards de dollars, dont 1 milliard vendu au Japon ! »

Une politique volontariste du tout-à-l'export a été mise en œuvre. Les résultats sont spectaculaires : les ventes de biens industriels sont passées de 2,6 milliards de dollars en 1981 à 12,5 milliards en 1989. Celles de produits textiles ont été multipliées par 10. La dépendance à l'égard du pétrole et du gaz s'en est trouvée considérablement réduite. Les exportations de pétrole ne représentent plus que 39 % des ventes du pays (contre 73 % en 1983) et moins de 40 % des recettes du budget de l'Etat (contre 65 % en 1983).

La transition, réussie, d'une économie pétrolière à une économie diversifiée, dont le développement est tiré par les multiples aides dont le pays continue de bénéficier, de la part des grands organismes internationaux mais aussi des pays donateurs regroupés au sein de l'Inter-Governmental Group on Indonesia (IGGI). Avec une dette nette globale supérieure à 51 milliards de dollars au début de 1990, l'Indonésie plaît pourtant à ses créanciers.

Le pays a en effet engagé une politique de libéralisation, qui a sans doute largement contribué à la réussite de la transition. La plupart des monopoles à l'importation ont été supprimés. Les procédures administratives et bureaucratiques sont officiellement pourchassées. « Elles restent pourtant, avec la corruption, encore un gros obstacle au développement », estime un industriel français sur place.

Libéraliser ne signifie pas cependant abandonner l'économie à la loi de la jungle. J. B. Sumartono, lui aussi, d'une « économie mixte ». Il souhaite certes accroître le rôle des forces du marché, comme en témoignent ses réformes dans le domaine financier et ses projets de privatisation. Au cours



des cinq années couvertes par le plan en vigueur, l'investissement privé doit contribuer à hauteur de 55 % à l'investissement total.

Toutefois, le rôle de l'Etat reste important. L'économie est planifiée, même si c'est d'une manière peu contraignante. Le secteur public contribue encore à plus de 60 % de la production nationale, du fait notamment des activités minières et pétrolières, encore nationalisées. Le gouvernement veille à protéger les industries naissantes et à favoriser la haute technologie.

Bandung, à 150 kilomètres au sud-ouest de Djakarta. - A l'instar du Brésil, l'Indonésie a aussi son entreprise aéronautique, du « high tech » au pied des volcans : l'IPPT, le « bébé d'Habibie »,

dit-on, du nom d'un ministre de l'Industrie et de la Technologie persévérant. Un bâtiment administratif où le marbre ne fait pas défaut. De gigantesques halls, complètement climatisés, où sont montés des hélicoptères (des Super-Puma par exemple) et des avions dans le cadre d'accords de coopération avec les grands industriels du secteur (le français Aerospatiale, l'espagnol Casa, les américains Boeing et Fokker...).

Le chiffre d'affaires, les investissements réalisés, les bénéfices ? Impossible sur place d'obtenir ces données. En fait, l'entreprise fait l'objet de polémiques constantes à Djakarta. « Le fruit de la mégamécanie d'Habibie, des dépenses somptuaires et en pure perte », estiment certains. Mais pour l'ingé-

nieur Bachrudin Jusuf Habibie, cinquante-trois ans, ancien numéro deux du groupe ouest-allemand MBB, l'Etat doit favoriser les transferts de technologie.

L'entreprise permet déjà à quinze mille jeunes Indonésiens de se former aux technologies de demain. Demain d'ailleurs, l'Indonésie prépare la construction d'un premier avion complet indonésien, le CN-250. Une source de fierté nationale, l'Etat étant ainsi très actif dans une dizaine de secteurs-clés.

« Depuis 1983, les politiques macro-économiques et de dérégulation ont été menées avec fermeté. Peu de pays dans le monde en ont fait autant et aussi bien. Le complément, exprimé par Vladimir Kononov, économiste de la Ban-

Une jungle financière...

L y a encore deux ans, la Bourse de Djakarta, c'était un zoo où l'on pouvait voir quelques espèces rares échangeant de temps en temps, entre 10 h et 10 h 15, des actions. Aujourd'hui, regardez, c'est un véritable marché. Modeste, le père de cette spectaculaire métamorphose, Mazurki Usman, le président de l'agence étatique qui supervise les marchés des capitaux indonésiens, n'en est pas moins fier. A juste titre.

La politique de dérégulation relancée par le gouvernement à l'automne 1988 a provoqué depuis une explosion de la Bourse de Djakarta. Plus généralement, elle est à l'origine d'une véritable révolution dans l'ensemble du système financier. De zoo, n'est-il pas devenu une jungle ? Avec son charme, mais aussi ses dangers.

Des banques champignons

« Quand je suis arrivé ici, à la fin de 1988, il s'échangeait vingt mille actions par jour. Aujourd'hui ce sont trois millions de titres qui changent de mains quotidiennement. » La conseiller canadien du ministère des finances, venu de Montréal pour informer le marché indonésien, ne manque pas de chiffres. Les cours ont été multipliés par six en moins de dix-huit mois !

La floraison de sociétés cotées émerveille les investisseurs, il n'y en avait que vingt-quatre à la fin de 1988, plus de 110 au 1^{er} juin 1990 ! D'à peine 200 millions de dollars avant les réformes de l'automne 1988, la

capitalisation de l'ensemble du marché (la valeur totale des actions cotées) dépasse aujourd'hui les 20 milliards de dollars, d'après le très britannique patron de l'un des principaux brokers étrangers, John Style, de Jardine Fleming.

Entouré de quatre de ses principaux collaborateurs dans un salon qui, avec son marbre, ses boiseries et ses (vraies) gravures anglaises du dix-neuvième siècle n'a à rien à envier aux salons des banques new-yorkaises, James T. Riady, le président de la Lippobank - l'une des grandes banques privées du pays, raconte calmement l'histoire de la banque dont il a hérité : 35 agences il y a dix-huit mois, plus d'une centaine aujourd'hui.

« Lorsque j'ai inauguré une agence dans l'île d'Irian-Java, j'ai ouvert 300 comptes d'épargne en une journée », se rappelle avec gourmandise Usman Admadjaja, le fondateur et président de Danamon, une autre banque champignon (10 agences fin 1988, 100 à la fin de 1990).

L'émergence de tours ultramodernes et luxueuses à Djakarta, chacune ou presque hébergeant le siège d'une banque, l'ouverture de guichets dans tout le pays (leur nombre est passé de 1900 il y a deux ans à 5 300 aujourd'hui), le lancement de nouveaux produits financiers (avec notamment une loterie pour inciter les gens à ouvrir des comptes bancaires) : la libéralisation engagée depuis 1988 a conduit à la création d'un véritable système bancaire.

Le train d'enfer mené par le

gouvernement a aussi attiré les investisseurs étrangers. D'ores et déjà, une vingtaine de fonds d'investissement d'origine étrangère cherchent à investir à la Bourse de Djakarta. Autorisés à créer des joint-ventures et à ouvrir des agences, les banques étrangères, notamment françaises (très actives), se sont précipitées sur ce nouvel Eldorado financier.

Ce développement de la finance est-il maîtrisé ? N'est-il pas trop rapide ? L'insuffisance des infrastructures freine le mouvement. « Nous n'avons qu'une seule ligne téléphonique, explique un agent de change local, c'est pourquoi nous travaillons entre la Bourse et nos bureaux par talkie-walkie. »

Un risque de krach

Le manque de personnel qualifié est une source de grandes difficultés. « Nous débouchons en permanence chez nos concurrents », raconte Eric Louis, le nouveau patron d'Indosuez à Djakarta, mais eux aussi débouchent chez nous. « Cette pénurie provoque une flambée des salaires dans le secteur. Et des imprudences : « Certains jeunes cadres accordent des crédits sans bien connaître les risques », avoue un banquier local.

Le système de contrôle, tant des banques que de la Bourse, est encore très imparfait. Tout cela amène certains à craindre un prochain krach financier. « La Banque centrale a dû intervenir, tout récemment, pour sauver quatre banques de la faillite », raconte discrètement un bar-

quier qui a dû, comme tous ses confrères, verser au pot. A l'automne dernier, et pour la première fois, une introduction en Bourse - celle de la société de ciment, Indocement - ne s'est pas très bien passée.

« Je ne crois pas à un risque de krach », la précaution de celui qui a obtenu, en 1990, le prix du meilleur analyste à la Bourse de Djakarta, Norman Li, de la Banker Trust Securities, fait l'unanimité sur la place. « Le marché n'est pas encore totalement sain, mais j'ai confiance », explique pour sa part J. Style. Tous fondent leur optimisme sur la qualité des hommes qui dirigent le ministère des finances (des technocrates formés dans les meilleures universités du monde), sur les projets du gouvernement et sur les perspectives de développement de l'économie réelle.

Deux lois, l'une sur les banques, l'autre sur les valeurs mobilières, devraient modifier prochainement les règles du jeu. Tout aussi libérales que les précédentes, elles devraient cependant mieux définir les mécanismes de contrôle. « Nous allons privatiser la Bourse et créer une commission de surveillance comme votre COB », explique Mazurki Usman.

Globalement les réformes ont d'ores et déjà permis, selon Johannes Sumartono, d'orienter une partie des économies de la population vers l'investissement et d'attirer des capitaux étrangers. Dans la région, Djakarta est finalement le dernier train à partir. Il ne faudrait pas que la finance se détache de l'industrie et du commerce.

E. I.

que mondiale, installé à Djakarta, est celui qu'émettent les experts de toutes les grandes organisations internationales qui aident le pays. Les capitalistes aussi soutiennent le pays. Les investissements étrangers affluent depuis 1988 : 4,4 milliards de dollars en 1988 ; 4,4 milliards en 1989 ; plus de 5 milliards attendus en 1990. Toutefois, avant de décoller, l'économie indonésienne doit s'assurer que tous ses moteurs sont en bon état.

Quatre fragilités

Première fragilité : la dépendance. Celle à l'égard du pétrole a certes été réduite, mais elle subsiste : une baisse de 1 dollar du prix du baril se traduit par une réduction de 300 millions de dollars dans les caisses de l'Etat (soit une diminution de 2 % des recettes). Au-delà, la politique du tout-à-l'exportation a accru la dépendance du pays à l'égard des grands marchés mondiaux.

Au ministère du commerce, on ne nie pas une certaine inquiétude à l'égard du protectionnisme américain, pour les produits textiles par exemple. Dépendance aussi à l'égard des capitaux étrangers, japonais notamment.

Deuxième fragilité : la démographie. Malgré une politique de contrôle des naissances considérée comme l'une des mieux appliquées dans les pays en développement, la population indonésienne continue d'augmenter très rapidement - de plus de 2 % par an. L'objectif est de parvenir à une progression annuelle de 1,8 % en 1993.

Pour les toutes prochaines années, il faudrait que l'économie puisse créer 2,3 millions d'emplois par an. « Si l'on n'y parvient pas, nous aurons un problème de stabilité politique », souligne B. Hasan.

Troisième fragilité : les écarts de revenus. La croissance des dernières années a certes permis une quasi-disparition de la grande misère. Dans un rapport récent, la Banque mondiale a félicité l'Indonésie à ce sujet. Le nombre des Indonésiens vivant sous le seuil de pauvreté (un revenu inférieur à 320 dollars par an) serait revenu de 35 millions en 1984 à 30 millions en 1987, de 22 % à 17 % de la population totale.

Mais la croissance s'est aussi accompagnée d'une spectaculaire aggravation des inégalités : si, à Bekasi, la jeune ouvrière qui colle les semelles de chaussures gagne 2 000 rupiahs par jour, dans les tours climatisées de Djakarta la secrétaire bilingue en gagne quotidiennement au moins 30 000. Son patron, banquier, ne compte plus les zéros.

Au-delà, de grandes fortunes se constituent, généralement des spéculateurs en Bourse ou quelques industriels à succès. La communauté chinoise (lire l'article de Patrick de Beer page 19) alimente, avec les membres de la famille du président Suharto, ce club des nouveaux riches. « Sur les cinquante conglomérats privés qui dominent l'économie, quarante-sept sont possédés par des Chinois, deux par le fils du président et un seullement par un Indonésien », estime un observateur local de la vie des affaires.

De telles inégalités, aujourd'hui flagrantes, ne sont pas sans risques. Le président Suharto en a conscience. En janvier, il a lancé un appel aux nouveaux riches en leur demandant de distribuer 25 % du capital de leur conglomérat. Une trentaine d'entre eux ont répondu, mais pour des montants très modestes (1 % du capital de leurs affaires en général).

L'émergence d'une classe moyenne, composée d'hommes et de femmes mieux formés, accroît aussi le besoin de démocratie. Malgré une certaine libéralisation, le régime, soutenu par les militaires, reste autoritaire.

Quatrième fragilité : la démocratie. Le décollage de l'économie indonésienne sera-t-il possible avec le président Suharto comme pilote et toute sa famille dans le cockpit ? Il avait fait savoir qu'il ne demandait pas un renouvellement de son cinquième mandat, en 1993. Aujourd'hui, il semble hésiter.

La « démocratie économique » - c'est ainsi que J. B. Sumartono définit son projet - peut-elle se passer de démocratie politique ? Au-delà de l'ex-réseau de fer, la réponse a été négative. Et sous l'équateur ?

de Djakarta
ERIK ISRAELEWICZ

سكن من الاجل

هكذا من الاعمال

CHAMPS ECONOMIQUES

Inégal recul de la pauvreté en Inde

Le Nord-Ouest et le Sud-Est progressent, mais l'intérieur du pays reste semi-ankylosé du fait notamment des castes et du climat

par Gilbert Etienne

DEJA vers 1930, Jawaharlal Nehru constatait de grandes disparités en Inde. Au Panjab, province qui avait connu un essor spectaculaire dès le dernier tiers du dix-neuvième siècle grâce aux canaux d'irrigation construits par les Britanniques, les manoeuvres agricoles étaient payées quatre fois plus que ceux de la région de Bénarès, somnolant dans la stagnation, mais aussi plus peuplée.

La corrélation entre le niveau général de l'économie locale et le niveau de vie des habitants, riches et pauvres, n'a fait que se confirmer avec la « révolution verte », apparue dans les années 1965-1970. En effet, celle-ci ne constitue pas un remède passe-partout : les nouvelles semences de blé et de riz à haut rendement exigent à la fois des doses appropriées d'engrais chimiques et plus d'eau que les variétés locales. Selon les cas, le recours aux pesticides s'impose.

D'emblée se trouvent exclues de vastes régions de l'Inde péninsulaire, mal dotées aussi bien en pluies qu'en potentiel d'irrigation et souffrant très souvent de sols médiocres. En revanche, les plaines semi-arides du Nord-Ouest, déjà passablement irriguées, offrent une marge de manoeuvre très large. Quant aux plaines de l'Inde orien-

tales, elles bénéficient certes de pluies relativement abondantes, mais il leur faut de l'irrigation pour prévenir les caprices de la mousson et pour assurer une seconde récolte en saison sèche.

Autre variable, l'arrière-plan historique. Ce n'est pas par hasard si les régions aujourd'hui avancées de l'Inde, les zones irriguées du Nord-Ouest et du Sud-Est, étaient déjà au moment de l'indépendance en 1947. Elles se trouvaient comme le coureur qui commence son 100 mètres avec 10 mètres d'avance. Enfin les castes (1) marquent les comportements.

Lorsque les principales castes locales sont agricoles par tradition, le développement part plus facilement que chez les propriétaires peu enclins au travail manuel. Les tabous - interdiction de toucher la charrue pour les hautes castes dans plusieurs régions - ne sont certes pas immuables. Ils reculent autour de Bénarès et restent vivaces au Bihar ou en Orissa.

Comment faire le point après un quart de siècle ? Les analyses macro-économiques à grand renfort de savants calculs sur la ligne de pauvreté, soit le seuil minimum de revenu qui assure des conditions de vie à peu près décentes selon les normes indiennes, reposent sur des bases très incertaines. Plus sûres apparaissent les observations sur le terrain.

Nous voici à Khandol, à 120 kilomètres à l'est de New-Delhi, dans le district de Buland-



shahr, « un village d'apparence ordinaire », comme l'écrit Robert Currie dans son rapport sur le cadastre en 1861. De cette date à 1961, la population triple, la surface irriguée fait de même et les 35 hectares de forêt sont mis en culture. Autres changements : les

puits à traction animale s'améliorent ; la canne à sucre, de meilleur rapport, remplace le coton ; des variétés nouvelles de canne et de blé sont introduites vers 1930. L'engorgement population-ressources commences à tourner plus vite : 47 exploitations en 1916, 133 en 1961, 179 en 1986 pour 250 hectares cultivés. Aujourd'hui les deux grands propriétaires se partagent 20 hectares, 90 disposent de moins de 1 hectare chacun et le nombre des sans-terre augmente. La densité au kilomètre carré dépasse 700, la population totale atteignant environ 2 200 habitants.

Des terres irriguées

Et pourtant la pauvreté recule. Toutes les terres sont maintenant irriguées et mieux que par le passé grâce aux puits tubés à pompe électrique à partir de 1960. Les nouveaux blés et les engrais chimiques donnent plus de 3 000 kg/ha contre 1 200-1 500 en 1960. Progrès, mais moins net pour la canne à sucre, expansion du bétail et du lait, apparition de jardins potagers et de champs de pommes de terre... et mon vieux ami Ram Singh, paysan de 2 hectares, se lance dans l'élevage des poulets.

Contrairement aux idées reçues, ces progrès ne sont pas l'apanage des gros propriétaires. Tous, y compris les paysans de 0,25 hectare, participent au mouvement. Observation qui se répète dans les autres districts avancés de l'Inde, au Pakistan, en Indonésie, en Malaisie. Ces résultats de la remarquable paysannerie locale, en particulier les Jats, s'accompagnent d'autres changements, cette fois hors de l'agriculture.

Le négoce se développe dans les bourgs et les villages. Encouragés par l'électrification des campagnes, les petites industries poussent un peu partout : batteries rustiques, pompes d'irrigation, pièces détachées. Des garages réparent les camions et les tracteurs qui commencent à se faire remarquer, des biens de consommation progressent : bicyclettes, radios, vêtements. Et les nouvelles routes en dur stimulent l'expansion générale dans un fouillis d'autobus, de chars à bœufs, de voitures à cheval. Conséquence de la croissance et de sa diversification inter-sectorielle : le marché du travail s'étend. Moissonner à la faucille trois fois plus de blé exige davantage de

travailleurs. Il faut aussi plus de chars pour acheminer blé et canne à sucre. Boutiques et industries exigent de la main-d'œuvre nouvelle. Et les maisons en torchis sont de plus en plus remplacées par des maisons en briques.

En 1963, 47 hommes travaillaient hors de Khandol, 150 aujourd'hui. La plupart d'entre eux laissent leur famille au village et y envoient leurs économies. Ainsi, même une famille propriétaire de 1 hectare peut se payer une moto-pompe grâce à la contribution du frère qui tient boutique au bourg voisin. Quant aux plus pauvres, ils combinent plusieurs travaux et voient leurs salaires s'élever en termes réels.

La pression démographique

Changement de décor. Arrêtons-nous dans la plaine du Nord-Bihar : belles terres alluviales comme à Khandol, pluies plus élevées. Et pourtant ici la « révolution verte » balbutie.

Vers 1880, toutes les parcelles disponibles ont été défrichées, puis il n'y eut guère de changements jusqu'à l'indépendance. Les hommes s'accumulent, les exploitations se fragmentent. Les rangs des sans-terre se gonflent.

L'irrigation reste très peu développée, d'où chute de la production en cas de sécheresse. Faute de drainage et de digues, les inondations ne sont pas moins meurtrières. Pour corser le tout, les hautes castes n'ont pas la fibre agricole, et investissent peu.

La scène s'anime, mais trop faiblement, sous l'effet des plans quinquennaux. Autour de Phikhi, à 20 km du chef-lieu du district de Muzaffarpur, ici et là, un puits tubé à pompe et une assez belle rizière à 2 300 kg/ha. Mais en général, les terres ne dépendent que des pluies. Les plus mal drainées donnent 350 kg/ha de riz décortiqué, les autres 800 à 1 000.

Les secteurs secondaire et tertiaire n'apportent qu'un faible complément à l'agriculture et la pression démographique est particulièrement lourde. Indice révélateur : les salaires agricoles représentent la moitié de ceux de Khandol et les occasions de travail sont plus rares.

L'histoire coloniale, la politique locale, la constellation des castes, de très délicats problèmes hydrauliques se combinent pour expliquer cette semi-ankylose qui couvre de vastes régions de l'est de l'Inde. En bref, une économie trop peu bloquée, mais trop lente. En 1989, par exemple, le Bihar, l'Assam, l'Orissa n'arrivent pas à utiliser les fonds débiqués par le gouvernement central pour des puits privés.

Après les pentes verdoyantes et escarpées des Ghâts, près de Bombay, le plateau du Deccan déroule ses vallées ondulées et ses collines tabulaires. La mousson qui vient de l'océan est bloquée par les montagnes. Les pluies sont faibles et très irrégulières.

Durs à la tâche, les paysans marathes s'en sortent tant bien que mal. Ils tirent le maximum de petites parcelles irriguées par des puits à pompe : canne à sucre, vigne, légumes, ce qui leur permet d'acheter du grain pour compenser leurs maigres récoltes de sorgho.

Faute d'eau assurée, il n'est pas question pour les cultures non irriguées de se risquer aux variétés hybrides de sorgho et aux engrais chimiques. Quant à élargir les périmètres irrigués, ce n'est guère possible, la nappe phréatique est trop peu abondante.

Les grands pôles industriels de Bombay et de Pune jouent le rôle

de soupape de sûreté pour une partie au moins des paysans, comme le progrès du tertiaire dans les bourgs.

D'autres parties de l'Inde péninsulaire s'en sortent beaucoup plus mal, du fait de leur isolement. A nouveau s'y répète le film de la pauvreté qui recule lentement, quand elle recule.

En revanche, les beaux deltas irrigués de la côte du Sud-Est, Andhra, Tamil Nadu, connaissent une évolution qui s'apparente à celle du Nord-Ouest. Les nouvelles variétés de riz décortiqué colent à 3 000-3 500 kg/ha. Les salaires montent, le marché du travail s'élargit.

La pauvreté, c'est avant tout une question d'emploi, vérité si élémentaire qu'on l'oublie parfois. La hausse des rendements agricoles moyennant une mécanisation modérée, comme c'est le cas, constitue une première voie. La deuxième est dans le secondaire et le tertiaire en milieu rural, car les débouchés offerts par les grandes villes sont déjà très engorgés.

Simple en soi, ce schéma bute sur la diversité de l'Inde, la taille du pays. C'est dire l'importance

« Je vis mieux »

Haryan Singh, jatt ou charmer (seigneur), de Khandol, est un homme alerte qui travaille surtout comme mapon. Il n'a pas de terres, mais possède une buffesse, dont il garde 1 litre de lait pour ses enfants et en vend 4 par jour. De temps à autre, il travaille aux champs, payé tantôt en argent, tantôt en nature à raison de 10-12 kilos de grain par jour, contre 5-6 kilos en 1978.

Où encore, il transporte 60 litres de lait, sur la bicyclette qu'il a pu s'acheter, à une centrale laitière du petit bourg d'Unchagaon. Il possède deux assortiments de vêtements et vient, grand luxe, d'acheter une montre. Sous son toit vivent ses femme et ses quatre enfants. « C'est vrai, je vis mieux », a-t-il, ajoute-t-il, un brin caustique, les babous (fonctionnaires) gagnent plus !

Le gouvernement a, pour sa part, mis sur pied toute une série de programmes s'attaquant de manière directe à la pauvreté : chantiers de travaux publics, crédits avec forte part de subvention aux catégories les plus pauvres de la société. Les travaux d'urgence en cas de sécheresse - fonctionnement de moulins en gros positifs, prouve en est l'absence de véritables famines depuis l'indépendance en 1947.

Toutefois, les travaux publics de routine et les programmes de crédit s'accompagnent de beaucoup de corvées. Au bout du compte, l'impact indirect de la pauvreté paraît plus sûr.

Enfin, il est non moins évident qu'une réduction plus marquée de la natalité faciliterait le processus. Or cette tendance, elle aussi, varie : recul assez net dans les villages du Sud, du Maharashtra, du Gujarat ; mouvement plus lent dans le bassin du Gange et au Rajasthan.

(1) Les castes sont constituées d'une grande partie des sans-terre. Très souvent, le gros des terres est tenu par une caste de statut moyen ou supérieur, mais en despotisme de celui des brahmanes.

Professeur aux Instituts universitaires de hautes études internationales et d'études du développement (Genève).

Le Monde de la Gestion

Nous sommes la filiale très autonome d'un grand constructeur français de matériel informatique, nous renforçons notre structure humaine et recherchons notre futur

Chef Comptable

A la tête d'une petite équipe, vous travaillerez en étroite collaboration avec le directeur financier de la société et le directeur comptable du groupe. Vous serez chargé de la comptabilité générale, bilan inclus, des comptabilités auxiliaires, de la fiscalité, du reporting et des procédures de consolidation.

Outre une solide formation comptable niveau DECF ou équivalent, vous justifierez d'une expérience réussie de 5 ans minimum.

Au delà de l'aspect technique, nous souhaitons intégrer un homme ouvert et communicant.

Rémunération motivante.

Poste évolutif basé en très proche banlieue Sud de Paris.

NINTA

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous référence 217 D à Christian HOLLEVOET - NINTA - 30 rue du Fbg Montmarure, 75009 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

36 15
FM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Un seul vêtement

A Phikhi, village du nord du Bihar, Chalita Ram, charmer, ne possède que la chemise rapide qu'il porte et son dhoti (drap) défilé. Dans sa pallothe qui peut s'effondrer en cas de pluie : deux nattes, deux casseroles, trois pots, une jarre en terre pour garder l'eau, quelques bouts de couverture. Le compte est vite fait sans savants calculs sur le seuil de pauvreté. Chalita Ram ne fait que survivre.

Pendant quelques mois, il travaille dans la rizière comme manoeuvre agricole. Son salaire en argent est stagnant. Quant au salaire en nature, à la moisson, il a un peu augmenté mais dépense bien rarement 4-5 kilos de grain par jour. Les métiers accessoires sont limités : participer à la

récolte de blé (faible) en saison sèche, déterrer le paddy qui stockent les rats dans les diguettes des rizières, soit dans les 15 kilos par saison... Sinon les jours s'écouleront, monotones et tristes. Sa femme coupe de l'herbe en bordure du chemin. Le fils aîné travaille aussi comme journalier mais il a une femme à entretenir.

Comment Chalita Ram va-t-il trouver de quoi marier ses deux filles, même s'il peut gagner quelque chose sur la dot que recevront ses deux autres fils... Et le climat social est lourd entre les gros propriétaires de haute caste et le prolétariat rural.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

été en Inde

CHAMPS ECONOMIQUES

Puissante diaspora chinoise

A côté des Japonais, les « fils du ciel » d'outre-mer jouent un rôle très important dans l'économie de l'Asie du Sud-Est et d'ailleurs

DANS cette région Asie-Pacifique, devenue le moteur de l'économie mondiale, le Japon joue un rôle dominant. Mais, depuis des années, les Chinois d'outre-mer ont également montré leur dynamisme, que ce soit à Taiwan, Hongkong et Singapour, dans les autres pays d'Asie du Sud-Est, ou bien en Amérique, en Europe et en Australie.

Quel est le point commun entre la présidente des Philippines, son cousin multimillionnaire et rival, et l'un des plus célèbres architectes au monde, entre l'un des hommes les plus riches de la planète et l'un des violoncellistes les plus doués, entre le président du campus de Berkeley, les premiers ministres de Singapour et de Thaïlande, et l'ancien chef du gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, entre l'un des fondateurs de Los Angeles, le vice-gouverneur de la Colombie-Britannique (Canada), l'archevêque de Manille et le patron de la firme d'électronique Wang, qui vient de mourir ?

La liste est longue de cet inventaire. Encore pourrait-on la compléter en y ajoutant l'ancien dictateur philippin Marcos, des fondateurs de la monarchie siamoise ou des missionnaires qui apportèrent l'islam en Malaisie... Ce qui rassemble toutes ces personnalités, c'est leur appartenance à la communauté chinoise d'outre-mer, si tant est qu'il existe une communauté homogène.

Trois « tigres » sur quatre

Combien sont-ils, répartis dans plus d'une centaine de pays de tous les continents, en particulier en Asie du Sud-Est ? On parle d'une trentaine de millions, bien qu'un universitaire de Hongkong, le professeur Gordon Redding, cite le chiffre de 40 millions rien qu'en Asie. Il est vrai qu'il compte sans doute parmi eux les 20 millions de Taïwanais, les 5,7 millions de Hongkongais et les 400 000 habitants de Macao.

Il est clair qu'une communauté de cette importance répartie à travers le monde, tout en conservant des liens entre ses membres, clans et groupes régionaux et dialectaux (Cantonais, Teochiew et Hakka du nord de la province de Canton, Hokkien du Fujian voisin...), et ayant souvent maintenu des relations familiales - voire commerciales - avec la mère patrie, pèse d'un poids considérable dans l'économie non seulement asiatique mais de toute la zone Asie-Pacifique.

Pour ne pas parler de Hongkong, véritable « porte » de la Chine et dont les investissements sur le continent représentent près des trois quarts du total mondial, ou de Taïwan, qui dispose des

deuxièmes réserves en devises après le Japon, Singapour est le carrefour marchand et une base économique stratégique en Asie du Sud-Est. Trois des « quatre tigres » asiatiques sont ainsi peuplés d'émigrés chinois, le quatrième - la Corée du Sud - ayant subi l'influence confucéenne. Parmi les futurs nouveaux pays industrialisés (NPI), la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande, voire les Philippines, possèdent une importante et dynamique communauté d'origine chinoise.

Bien que les chiffres soient difficilement fiables en l'absence de recensements, et qu'il soit délicat - politiquement du moins - de faire la distinction entre, par exemple, un Thaïlandais ayant subi l'influence de son degré d'intégration ou d'assimilation, les principales communautés de Huaqiao (nom générique en chinois pour les Chinois d'outre-mer) se retrouvent en Indonésie (environ 6 millions, soit 4 % de la population totale), en Malaisie (4 millions, un tiers de la population), en Thaïlande (3,5 millions, 75 %) et aux Philippines (600 000, 1 %). On en trouve également plusieurs centaines de milliers en Birmanie, en Inde, en Corée ou au Japon, et même en Sibirie.

Leur rôle d'intermédiaires, de commerçants, mais aussi d'ouvriers dans les mines et les plantations - en Asie du Sud-Est, la « Méditerranée chinoise », selon le professeur Denis Lombard - est bien connu. Il leur a valu le surnom, donné par un roi siamois, de « juifs de l'Asie », et a donné naissance à bien des clichés sur une communauté inassimilable, industrieuse mais sans grande envergure, allant là où est l'argent...

Des coolies aux « chuppiés »

Les dernières années ont modifié fondamentalement cette vision érigée, teintée d'un certain chauvinisme parmi les autres Asiatiques, parfois de racisme en Occident. En effet, les Chinois d'outre-mer émigrent désormais vers les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et l'Europe occidentale et disposent d'un niveau de formation universitaire et professionnel supérieur. De plus, on trouve désormais parmi eux des hommes d'affaires de stature internationale, même s'ils ont conservé des caractères propres.

Aujourd'hui, le niveau d'éducation et de vie des Sino-Américains est plus élevé que celui des Américains d'origine européenne. Le stéréotype des gargouilles et blanchisseurs s'efface derrière les succès des « chuppiés » (Chinese yuppies) de Californie, de l'architecte I.M. Pei ou de l'informaticien An



Source : « Atlas géostratégique », de Jean Toussez, Larousse 1988, 320 pages, 155 F.

Wang, des *lowkays*, Taïpans ou tycoons, comme l'homme d'affaires hongkongais Li Ka-shing, qui a racheté le site de l'Exposition universelle de Vancouver, de l'armateur milliardaire Y.K. Pao, ami des puissants et de Deng Xiaoping, ou du magnat des casinos Stanley Ho, tous deux nobilités par la reine d'Angleterre.

La réussite d'un homme comme Lee Kwan Yew, avocat sorti de Cambridge, premier ministre de Singapour depuis trente et un ans et qui a fait de sa cité-Etat l'un des premiers ports du monde - avec Hongkong - et la troisième place financière d'Asie, ou l'accession au pouvoir de M^{re} Cory Aquino montrant aussi que, d'hommes d'affaires prospères, certains Chinois d'outre-mer ont su se hisser au niveau d'hommes d'Etat. Ils n'ont pu y parvenir qu'en se fondant dans la communauté nationale.

Ce sont ainsi de nouvelles générations de Huaqiao qui arrivent au premier plan, bien différents des « coolies » importés au siècle dernier comme main-d'œuvre à bon marché, en raison de leur niveau d'éducation au moins autant que de leur fortune et de leurs relations. Le rôle qu'elles

jouent en Asie du Sud-Est est très important, même si les élites locales ont érigé toutes sortes de barrières contre elles, en particulier en Indonésie et en Malaisie. Ce qui ne les empêche pas, par exemple, de continuer de contrôler une grosse part de l'économie malaisienne et des secteurs entiers de celle d'Indonésie, en tant que prête-noms des généraux au pouvoir.

Aux Philippines, les grandes familles sino-philippines contrôlent, parfois en alliance avec l'élite locale, selon la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, douze des vingt-six banques commerciales, six des dix quotidiens de Manille en langue anglaise, les deux compagnies de navigation intérieure et jouent un rôle dominant dans l'industrie pharmaceutique, le textile, les cigarettes, le cacao, les minoteries, le commerce, la distribution, l'immobilier...

Suivant les boat people qui fuient le Vietnam depuis 1975, les Chinois d'outre-mer émigrent aujourd'hui vers l'Occident, pour échapper aux discriminations dont ils sont l'objet en Asie du Sud-Est en raison des poussées nationalistes ou islamistes. Ils vont de pré-

férence s'installer en Californie - où les Asiatiques représentent plus de 10 % de la population totale, - au Canada, où l'on retrouve un pourcentage similaire à Vancouver et Toronto.

A l'école de Confucius

C'est vers ces pays que se dirigent en particulier les Hongkongais, qui ne font pas confiance à l'accord anglo-chinois sur la restitution de la colonie à Pékin en 1997 et qui préparent leur repli pendant qu'il en est encore temps. Ils sont actuellement un millier par semaine à partir, ingénieurs, médecins, avocats, hommes d'affaires, ou à installer leur famille à l'étranger en attendant de l'y rejoindre.

Le sont d'autant mieux accueillis qu'ils apportent avec eux investissements et technique, qu'ils s'insèrent souvent mieux que les autres immigrés venus du tiers-monde et que leurs communautés ont la réputation d'être paisibles. Par contre, bien peu souhaitent s'installer en Grande-Bretagne, pays qui a montré peu d'enthousiasme à les accueillir, en dépit du vote des Communes qui leur accorde

200 000 visas d'entrée : fiers de leur réussite, ils lui reprochent de les avoir « lâchés » et d'être un pays en pleine décadence.

En dehors de la réussite spectaculaire des « quatre tigres », la décennie d'ouverture de la Chine vers le monde extérieur a permis la preuve de leurs talents. Intermédiaires entre Pékin et le monde capitaliste, ils ont joué un rôle déterminant pour arrondir les angles entre les investisseurs étrangers, habitués à l'économie de marché, et les bureaucrates chinois, formés à l'école de Confucius et de Mao Zedong, dont il comprenait mieux les ressorts et les susceptibilités.

Généreux envers la terre de leurs ancêtres, beaucoup l'ont couverte de cadeaux représentés par la construction d'écoles, d'ouvrages d'art, d'adductions d'eau ou de bourses, ou y ont investi un peu de leur argent. Au point que l'on peut dire que la grande majorité des investissements étrangers en Chine - avant même l'arrivée massive des capitaux taïwanais depuis 1989 - proviennent en fait des Huaqiao, même si beaucoup d'entre eux ont été choqués par les massacres de la place Tiananmen et par l'écrasement du « printemps de Pékin ».

Évaluant de manière autonome par rapport à leur pays d'origine, tout comme avant eux les immigrants occidentaux s'installant dans le Nouveau Monde, les Chinois d'outre-mer sont-ils en train de former une sorte de troisième Chine, après la République populaire et Taiwan ? Quelle est la grande ville qui n'a pas sa Chinatown, de San-Francisco à Sydney ou à Paris, dans le treizième et le vingtième arrondissement, où l'on voit graduellement de petits commerçants travaillant seize heures par jour envoyer leurs enfants à l'école locale puis à l'université ?

Tout comme les Japonais, mais à leur manière car ils ne disposent pas d'un Etat propre, sauf Singapour et Taïwan, et sont donc contraints de se placer sous la protection d'un autre drapeau que le leur, ils semblent avoir parfaitement assimilé le savoir occidental sans abandonner leurs traditions et leur dynamisme. Ils ont cependant parfois du mal à s'intégrer dans la première génération dans leur pays d'adoption et à en accepter les règles du jeu (non-respect de la législation sociale, travail noir, fraude fiscale...). En même temps, leur succès marque l'échec des régimes qui se sont succédé à Pékin, puisque ces Chinois d'outre-mer ont dû partir pour l'étranger avant de s'épanouir en dehors des structures contraignantes de leur société d'origine.

PATRICE DE BEER

Reprise de souffle au Népal

ALORS que la situation politique semble en voie de stabilisation, les défis majeurs que doit affronter le gouvernement de situation dans le domaine économique, l'élaboration d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections générales dans la foulée de sa promulgulation ne semblent pas susciter de controverse, les Népalais devant simplement attendre avant que, d'absolue, la monarchie devienne constitutionnelle.

En revanche, le règlement du différend avec l'Inde se pose en termes beaucoup plus immédiats, et la visite officielle du nouveau ministre Krishna Prasad Bhattarai, à New-Delhi, début juin, a permis de rouvrir les points de passage frontaliers bloqués depuis mars 1989 à la suite de la décision indienne de ne pas reconduire ni prolonger les traités bilatéraux de commerce et de transit entre les deux pays.

Le retrait par New-Delhi de la clause de la nation la plus favorisée avait alors pris Katmandou au dépourvu. La fermeture de dix-neuf des vingt et un points de passage frontaliers qui s'était ensuivie avait plongé l'économie népalaise dans un début de

chaos et il lui avait fallu plusieurs semaines pour commencer à se réorganiser. Entre-temps, les difficultés d'approvisionnement en denrées de base, comme le pétrole, et des pénuries sporadiques engendrées par les à-coups de transports aussi lents que longs ont contribué à alimenter un mécontentement populaire déjà latent.

Lourd handicap

Les disparités de développement entre la vallée de Katmandou et ses alentours immédiats, principaux bénéficiaires des plans nationaux d'aide, et les régions reculées souvent négligées faute de voies d'accès ont été pour beaucoup dans le mouvement de contestation qui a débouché sur les troubles du début de l'année. Une corruption rampante et des abus administratifs profitant surtout aux fidèles de l'ancien système sans parti dit des panchayats ont fait le reste.

Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement a reçu en héritage une situation économique assez mal en point, même si elle avait rapidement récupéré des suites du tremblement de terre de 1988. Ramené l'année précédente à 7 %, l'inflation a presque

doublé en 1989 dans le sillage du différend avec l'Inde.

Reposant pour l'essentiel sur l'aide étrangère et les dons de l'extérieur, souvent mal gérés au dire de ce qui était naguère l'opposition, l'économie se trouve en butte à un mal-développement chronique. Le Népal doit tenir compte de ce lourd handicap, même s'il ne manque pas de séduire les visiteurs étrangers.

Le tourisme constitue sa principale source de devises, ayant rapporté 75 millions de dollars en 1988, suivi par les ventes à l'étranger de tapis confectionnés par les réfugiés tibétains - ils sont 14 000 - au Népal. Dès l'été passé, cette industrie relativement prospère a vu ses ressources sensiblement diminuer : les touristes indiens représentaient environ le quart des 250 000 étrangers en visite par an dans le royaume himalayen. La dispute avec l'Inde a nettement fait chuter d'autant les revenus et planer de sérieuses menaces sur l'emploi (1).

Pour les voyageurs de plus loin, l'Himalaya demeure le point de mire, même si les autorités népalaises ont décidé de limiter plus sévèrement l'accès aux plus hauts sommets. Des cris d'alarme se sont en effet multi-

pliés, la préoccupation de protection de l'environnement faisant lentement son chemin jusqu'aux vallées reculées naguère peu fréquentées et en passe de devenir des promenades jonchées de déchets à la suite du passage des expéditions.

Timide diversification

L'autre menace qui pèse sur le pays est une déforestation accélérée, due en particulier à la croissance démographique. Ce qui était presque un blocus de la part de l'Inde a encore accentué le rythme de déboisement, puisque les voies d'acheminement du pétrole étaient coupées. La mise en service en 1989 de deux petites centrales hydroélectriques n'a pas suffi à répondre à la demande croissante d'énergie, si bien que, chaque jour, plus de 200 hectares de forêts seront détruits au Népal pour fournir du combustible domestique.

Avant la décision de New-Delhi, le royaume népalais importait environ le tiers de ses approvisionnements étrangers de l'Inde, pour un montant évalué à 170 millions de dollars. Durant le conflit économique, les exportations népalaises vers sa voisine méridionale étaient frappées de taxes douanières de 100 % à

140 %. Mais, faute de fonctionnaires des douanes pour les percevoir, les marchandises passaient le plus souvent en fraude, nourrissant une contrebande florissante.

Le retour à des conditions normales d'échanges entre les deux pays fait espérer une reprise économique bien nécessaire. Un déficit commercial croissant et une dette extérieure accrue en raison de la querelle avec l'Inde ont sensiblement ralenti un taux de croissance évalué à peine à 1 % en 1989. Dans le même temps, le chômage s'est amplifié.

Le gouvernement nouvellement installé a beau tabler sur les facilités promises aux investisseurs étrangers et sur les encouragements prodigués aux industriels locaux. Il demeure plus que jamais conscient, malgré de timides efforts de diversification, que l'économie népalaise dépend du bon vouloir de New-Delhi, même si le Bangladesh et la Chine ont réitéré leur soutien lors du contentieux avec l'Inde.

de Katmandou, CLAUDE B. LEVENSON

(1) S'y ajoutaient les envois des millions de Népalais exportés en Inde (le Népal compte 17 millions d'habitants).

Afrique Australe

L'Afrique du Sud, et ses neuf voisins : "laboratoires" du continent africain

Dirigé par Georges Lory 272 p. 119 F. En librairie.

autrement

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

سكرا من الاصل

صكنا من الاموال

MARCHÉS FINANCIERS

Philip Morris maintient son offre initiale sur Jacobs Suchard

Le groupe américain Philip Morris n'entend pas modifier les modalités de son offre publique d'achat sur Jacobs Suchard. Le leader mondial du tabac qui a mis sur la table près de 21 milliards de francs le 23 juin dernier pour prendre le contrôle du célèbre chocolatier suisse et disputer à Nestlé le rang de numéro un mondial de l'agroalimentaire s'est montré très catégorique sur ce point dans un communiqué publié vendredi 27 juillet à Zurich. Philip Morris entend répondre ainsi à une étude publiée la semaine dernière par la

banque suisse Vontobel qui conseillait aux actionnaires minoritaires de rejeter l'offre initiale de l'Américain. Vontobel estimait en effet que Philip Morris pourrait augmenter le prix de son OPA dans le but d'obtenir 80 % du capital de Jacobs Suchard. Ce seul lui permettant de profiter de certains avantages fiscaux prévus par la législation américaine. Philip Morris décline actuellement 34 % du capital du chocolatier suisse, une participation qui lui confère 68 % des droits de vote.

Krupp et NEC négocient de grands contrats avec la Chine

Les sociétés occidentales s'engagent à nouveau en Chine. Selon le quotidien *China Daily*, le conglomérat ouest-allemand Krupp serait en train de négocier une participation de 30 % dans un projet de complexe sidérurgique destiné à alimenter l'industrie automobile locale. Ce complexe, situé dans la province du Shanxi, au nord de la Chine, représenterait un investissement total de 400 millions de dollars (2,2 milliards de francs environ).

L'usine, qui sera installée dans la ville de Taiyuan, devra produire 415 000 tonnes d'acier spécial et 300 000 tonnes d'acier laminé par

an. Les partenaires de Krupp dans cette opération sont la Taiyuan Iron and Steel Corporation, une entreprise publique sidérurgique chinoise, pour 40 % du financement, et la China International Trust and Investment Corporation, agence d'investissement d'Etat basée à Pékin, à hauteur de 30 %.

Toujours selon le *China Daily*, le japonais NEC, numéro un mondial de l'informatique, serait sur le point de signer un contrat de 150 millions de dollars (820 millions de francs) pour produire des circuits intégrés en association avec un sidérurgiste chinois.

Fermeture de six magasins As Eco

Le supermarché As Eco dans le quartier de l'Horloge, près du Centre Beaubourg à Paris, premier magasin ouvert en continu 24 heures sur 24 du lundi matin au

samedi soir, selon une formule importée des Etats-Unis en 1978, va sans doute fermer... définitivement.

Au cours d'un comité central d'entreprise, la semaine dernière, la direction a annoncé aux syndicats la fermeture de ce magasin et de cinq autres de moindre importance, dans l'Essonne, à Pontivy (Morbihan) et à Bordeaux, en raison de coûts d'exploitation trop élevés.

Selon les responsables du comité d'entreprise, le magasin parisien serait vendu à un organisme financier. Cent trente-cinq emplois vont être supprimés, dont cent trois pour le magasin parisien, essentiellement par licenciements.

Le comité d'entreprise, s'estimant insuffisamment informé, a décidé de demander au tribunal de grande instance un report de la procédure. Rachetée par le groupe Intermark en décembre 1987, la chaîne As Eco comprenait alors 14 hypermarchés et 20 supermarchés, avec 2 000 salariés et un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs.

Depuis, la plupart des établissements sont passés sous l'enseigne Intermark ou ont été vendus : hormis les magasins menacés de fermeture, il n'en reste que trois, à Dreux, à La Varenne et à Mennecey (Essonne).

L'affaire de la Société générale : « M. Michel » identifié. — Selon l'hebdomadaire *Le Point* (daté 30 juillet-5 août), le mystérieux « M. Michel », domicilié aux îles Turques-et-Caïcos et qui aurait acquis cent mille actions de la Société générale le 24 août 1988 — avant le raid de M. Georges Pébereur sur la banque privatisée — serait M. Jean-Jacques Michel, ancien directeur de Paribas Genève. Ce financier qui ne fait pas mystère de son opération s'en serait justifié par une lettre adressée à la Commission des opérations de Bourse (COB) en septembre 1989. L'hebdomadaire s'engage que le document ne soit pas mentionné dans le rapport de la COB.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
sefmeg
RECETTES DU 1^{er} SEMESTRE 1990 : PROGRESSION DE 10,4 %

Les recettes du 1^{er} semestre ont atteint 177 817 000 F. Majorées de celles de la société COFINERG, absorbée avec effet rétroactif du 1^{er} janvier 1990, elles s'élèvent à 289 705 000 F, en progression de 10,4 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Ainsi se confirment les prévisions de la société pour l'année en cours quant à la croissance du résultat et du dividende.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

SODEXHO

Le Conseil d'Administration, présidé par Pierre Bellon, a pris connaissance de l'évolution des différentes activités du Groupe. La direction financière a indiqué que le résultat net consolidé part du groupe au 31 août 1990, date de clôture de l'exercice, s'élèvera à environ 150 000 000 F, soit une croissance de 16 % par rapport à l'exercice précédent.

La baisse du dollar est plus importante que celle que nous avions prévue : à taux de change constants, la croissance du résultat net aurait été de 20 %.

Le Conseil d'Administration de SODEXHO a été informé des conséquences des modifications intervenues dans l'actionnariat des Wagons-Lits à la suite de l'entrée de la Société générale de Belgique et d'Accor.

En ce qui concerne le regroupement des activités de restauration, des négociations sont en cours entre la Compagnie internationale des Wagons-Lits et du Tourisme et SODEXHO pour rechercher une solution acceptable par les deux groupes.

ACTUALITES SODEXHO SUR MINITEL : 3616 CLIFF

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 25 décembre 1989

	30 juillet 27	30
Valeur franc, livr. variable	100,0	100,0
Valeur internationale	100,0	100,0
Valeur étranger	100,0	100,0
Valeur domestique	100,0	100,0
Valeur actions	100,0	100,0
Valeur obligations	100,0	100,0
Valeur fonds	100,0	100,0
Valeur autres	100,0	100,0
Valeur total	100,0	100,0

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur franc, livr. variable : 4 528,3 4 442,4

Valeur internationale : 4 528,3 4 442,4

Valeur étranger : 4 528,3 4 442,4

Valeur domestique : 4 528,3 4 442,4

Valeur actions : 4 528,3 4 442,4

Valeur obligations : 4 528,3 4 442,4

Valeur fonds : 4 528,3 4 442,4

Valeur autres : 4 528,3 4 442,4

Valeur total : 4 528,3 4 442,4

Valeur franc, livr. variable : 4 528,3 4 442,4

Valeur internationale : 4 528,3 4 442,4

Valeur étranger : 4 528,3 4 442,4

Valeur domestique : 4 528,3 4 442,4

Valeur actions : 4 528,3 4 442,4

Valeur obligations : 4 528,3 4 442,4

Valeur fonds : 4 528,3 4 442,4

Valeur autres : 4 528,3 4 442,4

Valeur total : 4 528,3 4 442,4

Valeur franc, livr. variable : 4 528,3 4 442,4

Valeur internationale : 4 528,3 4 442,4

Valeur étranger : 4 528,3 4 442,4

Valeur domestique : 4 528,3 4 442,4

Valeur actions : 4 528,3 4 442,4

Valeur obligations : 4 528,3 4 442,4

Valeur fonds : 4 528,3 4 442,4

Valeur autres : 4 528,3 4 442,4

Valeur total : 4 528,3 4 442,4

Valeur franc, livr. variable : 4 528,3 4 442,4

Valeur internationale : 4 528,3 4 442,4

Valeur étranger : 4 528,3 4 442,4

Valeur domestique : 4 528,3 4 442,4

Valeur actions : 4 528,3 4 442,4

Valeur obligations : 4 528,3 4 442,4

Valeur fonds : 4 528,3 4 442,4

Valeur autres : 4 528,3 4 442,4

Valeur total : 4 528,3 4 442,4

Valeur franc, livr. variable : 4 528,3 4 442,4

Valeur internationale : 4 528,3 4 442,4

Valeur étranger : 4 528,3 4 442,4

Valeur domestique : 4 528,3 4 442,4

Valeur actions : 4 528,3 4 442,4

Valeur obligations : 4 528,3 4 442,4

Valeur fonds : 4 528,3 4 442,4

Valeur autres : 4 528,3 4 442,4

Valeur total : 4 528,3 4 442,4

Valeur franc, livr. variable : 4 528,3 4 442,4

Valeur internationale : 4 528,3 4 442,4

Valeur étranger : 4 528,3 4 442,4

Valeur domestique : 4 528,3 4 442,4

Valeur actions : 4 528,3 4 442,4

Valeur obligations : 4 528,3 4 442,4

Valeur fonds : 4 528,3 4 442,4

Valeur autres : 4 528,3 4 442,4

Valeur total : 4 528,3 4 442,4

Valeur franc, livr. variable : 4 528,3 4 442,4

Valeur internationale : 4 528,3 4 442,4

Valeur étranger : 4 528,3 4 442,4

Valeur domestique : 4 528,3 4 442,4

Valeur actions : 4 528,3 4 442,4

Valeur obligations : 4 528,3 4 442,4

Valeur fonds : 4 528,3 4 442,4

Valeur autres : 4 528,3 4 442,4

Valeur total : 4 528,3 4 442,4

PARIS, 30 juillet

Le Yo-Yo

La semaine a débuté lundi au palais Brongniart dans la morosité mais aussi dans la plus grande incertitude. Après avoir accusé une perte de 0,35 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 devait se réajuster ensuite de 0,92 % avant midi. Il réduisait cependant ses pertes vers 14 heures avant de repiquer du nez. Plus tard dans la journée son retard était de 0,50 %.

Simple mouvement de Yo-Yo, consécutif aux faibles courants d'échanges ? En fait, il semble que la déception ait été le rendez-vous. A la veille du week-end, la rumour avait circulé qu'une baisse des taux concernée pourrait avoir lieu lundi à l'occasion de l'appel d'offres de la Banque de France (le Monde daté 29-30 juillet).

Or, apparemment, rien ne s'est produit et l'institut d'émission a maintenu son taux d'intervention à 9,5 %. Ajoutons que la baisse de Tokyo dans la matinée et le manque d'activité ici à cette période estivale n'incitent pas les investisseurs à prendre des positions.

Les valeurs pétrolières telles Total ou Elf Aquitaine ont été encore une fois bien disposées. Comme la semaine dernière, elles ont été entraînées par l'enchérissement des prix du pétrole brut décidé à Genève par les pays producteurs.

Signalons que plusieurs valeurs ont atteint aujourd'hui leur cours le plus bas de l'année. C'est le cas de Matra, Midi, Métaleurop, Sodexo.

TOKYO, 30 juillet

Nouveau recul

Le mauvais temps persista au Kabuto-cho. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est prolongé jusqu'à la fin de la séance. L'indice Nikkei a effleuré sa clôture une baisse de 420,53 points (1,36 %) pour s'établir à 30 442,85 après avoir perdu jusqu'à 566,93 points pendant la journée.

Selon les courtiers, outre la crainte toujours vive de la hausse des taux d'intérêt, les programmes automatiques de vente liés à l'indice ont affaibli le marché déjà déprimé par le recul des obligations.

Des prises de bénéfices ont affecté de nombreuses valeurs à forte capitalisation. Les échanges n'ont porté que sur quelque 250 millions de titres, soit le plus faible volume de transactions depuis le mois d'avril, et l'on ne comptait pour cette séance de lundi que 108 valeurs en hausse contre 790 en baisse.

VALEURS	Cours de 27 juillet	Cours de 30 juillet
Nikkei	30 442,85	30 442,85
Dai-ichi Kangyo	1 420	1 420
Fuyo Bank	2 320	2 320
Sanwa Bank	2 320	2 320
Industrial Bank of Japan	1 420	1 420
Mitsubishi Bank	1 420	1 420
Sumitomo Bank	1 420	1 420
Yokohama Specie Bank	1 420	1 420
Yamaichi Bank	1 420	1 420
Yasuda Bank	1 420	1 420

FAITS ET RESULTATS

Du Pont de Nemours : 10 % de profits en moins. Du Pont de Nemours, premier chimiste américain et numéro quatre au classement mondial pitié du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis. Pour le premier semestre, le groupe annonce un chiffre d'affaires, certes accru de 6 % à 19,05 milliards de dollars, mais un bénéfice net en diminution de 9,7 % à 1 309 millions de dollars. M. Edgar Woolard, président du groupe, a cependant estimé que « les performances de Du Pont restent encourageantes, étant donné la jubileuse de la croissance américaine. Et dans la mesure où nous nous attendons à ce que cette situation persiste à court terme, nous poursuivons nos efforts pour améliorer la marge bénéficiaire ».

Rolls-Royce en Italie. — Le motoriste britannique Rolls-Royce va s'associer avec Aeritalia et Alfa Romeo Avio, toutes deux du groupe public italien IRI. — Finmeccanica pour construire une unité de production d'aubes de turbines à gaz, d'un montant d'environ 250 millions de francs. A Avellino, dans le sud de l'Italie. Chacun des partenaires détient un tiers du capital de la société.

Accor rachète une société de restauration collective aux Pays-Bas. — La Générale de restauration, filiale du groupe Accor et une des deux premières sociétés de restauration collective en France, associée à 50-50 avec Hodon, filiale du groupe de services Vendex, et première société de nettoyage et de blanchisserie aux Pays-Bas et en Belgique, vient d'acquiescer Restoplan. Celle-ci gère 200 restaurants d'entreprise, compte 800 salariés, détient 10 % du marché de la restauration collec-

tive concédée aux Pays-Bas et table sur un chiffre d'affaires de 50 millions de florins (150 millions de francs environ) en 1990.

Union Carbide : chute de bénéfice semestriel. — Le groupe chimique américain Union Carbide a annoncé une chute de 45,7 % de son bénéfice net au premier semestre 1990. Cette baisse est expliquée, en partie, par un ralentissement cyclique de l'activité et surtout par les problèmes économiques du Brésil, pays où le chimiste est fortement implanté. Le résultat net pour la période, qui s'étend de janvier à juin, est de 210 millions de dollars (1,14 milliard de francs) contre 327 millions auparavant. Le chiffre d'affaires a, pour sa part, diminué de 22 % à 4 300 millions de dollars (23,4 milliards de francs) contre 4 500 millions de dollars à semestre comparable en 1989.

Servair majoritaire dans Saresco. — Air France a cédé sa participation de 30 % dans Saresco (boutiques d'aéroports) à sa filiale Servair (commissariat aérien), qui en détenait déjà 30 %. Servair a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 1 249 millions de francs, en hausse de 13,5 % sur 1988, et un bénéfice net de 48,4 millions, en hausse de 22,5 %. Les trois quarts de ce chiffre d'affaires sont réalisés dans l'étranger, où Servair est le premier français, le quatrième européen et le dixième mondial : la firme a amélioré ses résultats (6 % en moyenne), notamment aux Etats-Unis. Dans le ferroviaire (17,9 % du chiffre d'affaires), Servair a notamment obtenu la concession du TGV Atlantique, ce qui lui donne 30 % de la restauration ferroviaire française (le reste étant détenu par les Wagons-Lits). Pour 1990, Servair prévoit un chiffre d'affaires de 1 400 millions de francs dont 400 millions environ pour le ferroviaire.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco Associes	430	430	INZ	310	300
Ayrol	108	108	LP&M	135	135
B.A.C.	212	212	Lois invest.	325	325
B. Demichy Ass.	575	575	Lois invest.	127 50	124
Bouygue	175 50	175	Mess Comin.	219	175
B.P.C.M.	840	840	Mécat. Minère.	179	179
Boulogne (Ly.)	357	357	Mécat. Minère.	231	232
Boulogne (Lyon)	252	252	Norval-Dumas	1165	1130
CB&S de Lyon	3620	3461	Oréal Logeant	550	559
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1320	1310	Or. Gest. Fin.	815	815
Calberson	815	815	Presbourg	92	92
Cardi	630	630	Prévision Assur.	550	415
C.E.F.	355 10	355 10	P&L/Fapacchi	688	641
C.E.G.E.P.	279	278	Réa	685	675
C.F.P.I.	268 20	275	Shone-Alp. Ess. (Ly.)	320	320
Chemins d'Origny	735	725	S.H. Nostigon	260	265
C.N.I.M.	1223	1218	S.M.T. Group.	630	630
Codimor	284 50	285 50	Segin (L.)	318	318
Comarag	380 50	348	Select Invest (Ly.)	103	103
Conforama	1115	1115	Serbo	530	520
Cofinor	375	380	Sofa	220	217
Delfa	210 50	212	Sofa	212	210
Daphin	711	708	Sofa	205	205
Degremont et Gril	283	283	TFI	300	280 10
Doverley	1213	1210	Thermador H. Ly.	254	250
Dreux	478 50	478	Union Fin. de Fr.	184 20	185
Dreux	175	175	Union Fin. de Fr.	471	470
Editions Belin	270	265	Viel et Co.	177	169 80
Elysee Invest.	15 10	15 10	Y. S. Laurent Group.	1074	1061
Europ. Propriété	415	410			
Financ.	195 50	195			
Gazpar	685	685			
GFF (Group. Am. I.)	480	480			
Grand Lira	463	468			
Grevographe	247	253			
Guinot	1170	1180			
I.C.C.	255	255 20			
IDA	383 10	385			
Idron	138	135			
I.M.S.	1273	1280			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 27 juillet 1990

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bourgeois	600	15	30	17	23
CGE	640	15	31	26	32
Elf-Aquitaine	680	29	—	16	21
Eurometall SA-PLC	50	—	6,30	1,78	—
Euro Disneyland SC	310	—	—	—	—
Haven	637	8	21	43	47
Lafarge-Coppée	480	21	40	20	—
Michelin	100	3,13	6,93	7,97	9,40
Midi	1 200	40	75	35	—
Paribas	640	12,50	28	26,50	—
Pernod-Ricard	1 250	—	—	—	—
Pesquet SA	680	40	64	15	18
Rhône-Poulenc CI	440	—	18	38	—
Saint-Gobain	560	8	—	36,50	—
Société générale	1 400	95	—	—	—
Sources Purières	600	3,50	15	—	—
Suez	440	6,50	18	28	—
Thomson-CSF	110	—	5,90	—	9

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 juillet 1990					
Nombre de contrats : 35 109.					
COURS		ÉCHÉANCES			
		Septembre 90.	Décembre 90	Mars 91	
Dernier		182,98	182,98	182,92	
Précédent		182,98	183,92	182,98	
Options sur notionnel					
PRIX D'EXERCICE		OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
103		0.54	1.13	0.64	1.22

BOURSE DU 30 JUILLET

Cours relevés à 14 h 27

[illegible]

COMPTANT (selection)

SICAV (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Emp. Ind. 13.5/77	118	1.63	Comploz.	680	680	Navigation P&L	265	290	A.A.A.	1143	66
Emp. Ind. 13.5/78	100 30	0.8	Cat Ind. Almond.	7020		Nord	184	180	Action	231 48	34
10.00% 75/94	101 70	13 73	Cat Lys Almond.	616	600	Optag	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/80	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/82	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/84	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/86	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/88	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/90	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/92	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/94	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/96	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/98	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/00	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/02	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/04	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/06	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/08	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/10	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/12	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/14	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/16	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/18	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/20	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/22	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/24	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/26	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/28	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/30	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/32	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/34	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/36	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/38	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/40	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/42	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/44	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/46	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/48	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/50	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/52	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/54	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/56	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/58	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/60	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/62	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/64	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/66	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/68	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/70	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/72	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/74	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/76	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/78	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/80	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/82	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/84	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/86	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/88	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/90	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/92	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/94	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/96	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/98	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/00	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/02	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/04	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/06	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/08	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/10	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/12	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/14	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/16	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/18	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/20	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/22	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/24	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/26	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/28	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/30	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/32	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/34	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/36	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/38	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/40	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/42	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/44	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/46	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/48	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/50	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/52	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/54	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/56	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/58	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/60	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/62	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/64	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/66	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/68	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400	400	Appogee	854 88	818 07
Emp. Ind. 13.5/70	100 30	0.8	Comploz.	1015	1020	Optag (C)	400</				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 433

g : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marche continue

صكنا من الاجل

A Trinité-et-Tobago

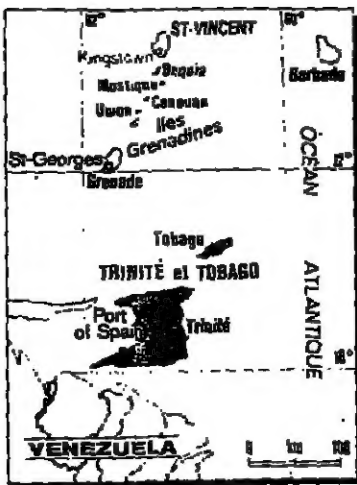
La tentative de coup d'Etat d'un groupe musulman aurait déjà fait une vingtaine de morts

La confusion régnait toujours lundi matin 30 juillet dans la République caribbeenne de Trinité-et-Tobago où un groupe de rebelles musulmans a pris en otage le premier ministre, M. Arthur Ray Robinson, et une vingtaine de ses collaborateurs. En dépit de l'état d'urgence et du couvre-feu, les scènes de pillage n'ont pas cessé à Port-of-Spain. Les incendies et les fusillades se sont étendus aux faubourgs de la capitale, où militaires et policiers font la chasse aux pillards.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Dimanche soir 29 juillet, le chef de la police, M. Leonard Taylor, est apparu à la télévision pour annoncer l'extension du couvre-feu et avertir que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour rétablir l'ordre. Peu après, le ministre de l'énergie, M. Herbert Atwell, croyait pouvoir affirmer que le gouvernement contrôlait la situation, et il appelait la population à rester calme.



Les membres du cabinet qui ont échappé à l'assaut du groupe Jamaat Al-Muslimeen se sont réfugiés dans le camp militaire de Ogea, à environ 3 kilomètres du siège du Parlement, où le premier ministre est retenu prisonnier. Après une journée de négociations apparemment infructueuses, sous les auspices des évêques catholique et anglican, l'impression prévalait dimanche soir que le dénouement pourrait être violent. Selon une rumeur, l'armée se préparait à donner l'assaut dans la nuit aux sièges du Parlement et de la télévision, où les rebelles se retranchent depuis vendredi.

Dimanche, dans la matinée, un porte-parole du groupe musulman, M. Bilal Abdullah, avait affirmé à la télévision que le premier ministre avait accepté de démissionner. Selon lui, un gouvernement provisoire, présidé par M. Winston Dookeran, l'actuel ministre du plan, serait chargé d'organiser des élections dans un délai de quatre-vingt-dix jours, et les membres du commando auraient obtenu l'assurance de ne pas être poursuivis. Mais cette version n'a pas été confirmée de source officielle et se heurte à l'opposition des responsables de l'armée et de la police.

D'après un premier bilan provisoire, les affrontements ont fait au moins vingt-deux morts. Le premier ministre aurait été légèrement blessé à la cheville lors de l'assaut. Selon un journaliste du quotidien Trinidad Express, l'agitation a gagné les campagnes, où plusieurs postes de police ont été attaqués. Le ministre des travaux publics, M. Carson Charles, a cependant annoncé la réouverture de l'aéroport international de Port-of-Spain.

Le groupe Jamaat Al-Muslimeen a été créé il y a six ans par M. Abu Bakr, un ancien policier influencé par le discours révolutionnaire des musulmans noirs nord-américains. Dans son journal, intitulé *La Lumière*, M. Abu Bakr se présente

comme le porte-parole des laissés-pour-compte, dénonçant les injustices sociales et la corruption. Affirmant ne reconnaître que les lois « d'Allah tout-puissant », M. Abu Bakr a, selon la presse locale, bénéficié du soutien financier de la Libye pour développer la communauté qui sert de base à son mouvement. Autour d'une mosquée, il a installé un centre de soins et de services communautaires. A Mucurapo, une banlieue en bord de mer, à l'ouest de Port-of-Spain, « Abu Bakr est un populiste radical et déterminé », selon un journaliste local. Issus des couches les plus pauvres de la population noire, les quelques centaines de militants de Jamaat Al-Muslimeen ont souvent eu maille à partir avec la police. Mais, en dépit de l'impopularité du gouvernement de M. Robinson, qui a récemment mis en œuvre un programme d'austérité, la grande masse de la population ne semble pas disposée à appuyer le groupe musulman radical. L'islam n'est pratiqué que par un habitant sur vingt environ, et beaucoup de musulmans appartiennent à la communauté indienne.

La tentative de coup d'Etat a été accueillie avec surprise et inquiétude dans la région des Caraïbes. L'affaire de la Grenade, où les « marines » américains ont débarqué en 1983 pour renverser le régime pro-cubain, est souvent évoquée. Contribuant l'accès sud de la mer Caribbe, la République de Trinité-et-Tobago est l'un des principaux partenaires du CARICOM, le marché commun associant les îles anglophones de la région. Les événements de Trinité-et-Tobago vont, sans nul doute, peser d'un grand poids sur le sommet du CARICOM qui s'ouvre cette semaine à la Jamaïque.

JEAN-MICHEL CAROIT

La famille énergumène

Depuis bientôt plus de quatre ans, sans que l'on connaisse exactement l'origine de la querelle, M. Charles Fournier, quarante et un ans, se femme Bernadette et leur fils Yannick importunaient les habitants d'un petit village de Haute-Saône, Ovanches, par des insultes, des menaces, des bris de vitres et des pranks cruels. C'est une intervention du GIGN, pas moins, qu'il a fallu, en mars dernier pour mettre fin, dans un premier temps, à ces incidents.

Souhaitant le départ de la famille Fournier, le maire, M. Jean-Claude Boudot, avait en 1987, démissionné au premier tour de l'élection municipale, le 22 juillet, aucune candidature n'avait été enregistrée, le maire démissionnaire avait obtenu six voix sur huit suffrages exprimés, pour cent inscrits et soixante-cinq votants.

Au second tour, dimanche 29 juillet, les villageois ont montré leur soutien au conseil municipal sortant, dont l'ensemble des membres avait déposé une liste peu avant l'ouverture du bureau de vote. Celle-ci a obtenu entre cinquante-cinq et soixante-cinq des soixante et onze suffrages exprimés. Il y a eu soixante-seize votants. Le maire sortant devait être réélu lors de la prochaine réunion du conseil.

M. Fournier, qui était candidat à cette élection partielle, a obtenu deux voix.

M. Carignon demande la clarté sur le Front national. M. Alain Carignon a déclaré, dimanche 29 juillet, au « Forum de Radio-Montecarlo » et de *Libération*, que l'Union pour la France (UPF) doit prendre clairement position sur les alliances de certains de ses membres avec le Front national. « MM. Gaudin et Blanc ont eu l'honnêteté d'annoncer publiquement leurs alliances avec le FN. Maintenant c'est à l'UPF (...) d'en tirer les conséquences (...) ». C'est à l'UPF d'annoncer ses décisions, ses positions », a souligné le maire (RPR) de Grenoble, président du conseil général de l'Isère.

CARTES POSTALES

La messe bénédictine

Compact et silencieux, le groupe a investi l'église, juste après le premier psaume. En un mouvement impeccable, rangé en ordre de recueille, il s'est déployé dans les travées qu'un moine empressé venait de faire évacuer, tassant aux premiers rangs les fidèles ordinaires.

Pour la messe de dix heures, les bénédictins abandonnent la robe noire des matines et des laudes, et revêtent robe blanche et surplis immaculé. De la nef, on entrevoit dans le chœur, au-delà des saints de pierre du transept, le ballet ample et géométrique des drapés. Ils se partagent en deux groupes et se font face, là-bas, sous les colonnes. Silencieusement, les fidèles se désignent du coude leurs toises, à chaque chant, prosternés.

Une petite barrière de fer noire sépare les moines du public. Un enfant pourrait l'enjamber, mais on ne l'ouvre qu'avec une clé. A chaque office, quand le frère sonneur rejoint le fond de la nef pour aller tirer sur la corde, le cliquetis de la serrure ponctue d'une virgule métallique la caresse onctueuse du grégorien.

La messe dite, le groupe s'est levé d'un seul mouvement, prêt à la retraite. Il a franchi en sens inverse le portail enfoui sous la vigne vierge, et s'est retrouvé ébloui au grand soleil d'été, parmi les chants des mésanges. Robes aux fleurs imprimées, costumes sages : c'étaient des retraités de Clèves qui venaient en car visiter les

« Sehenswürdigkeiten » (1) de la région.

En rang par deux, le groupe a investi la boutique de l'abbaye, où l'on vend des rosaires à trois francs, des médailles à tous les prix, et la règle de saint Benoît pour vingt-huit francs. En une minute trente, chrono en main, ils ont comparé — la même médaille coûtait deux francs de moins à l'abbaye précédente — soupesés, achetés. « *Kommen Sie bald zurück* » (2), leur a lancé le prêtre germaniste requis pour l'accueil de la délégation. Et ils sont remontés dans leur fourgonnette à air conditionné, frigo, toilettes, télé couleur, dont le chauffeur les attendait au soleil, sur un muret.

Avec un sourire — les moines sourient toujours — le père polyglotte a refermé sur eux la lourde porte. Dans deux heures, ce sera sexte puis none, les deux offices de la mi-journée qui entourent un frugal déjeuner dans le grand réfectoire. A seize heures, les vêpres. Puis, quand le soleil disparaît derrière les collines, comme tous les soirs, on chantera les complies.

Aussitôt après ce dernier office, le père portier tournera la clé dans la serrure et l'abbaye, à neuf heures précises, couvrant son mystère millénaire, s'abîmera doucement dans le grand silence de la nuit, préservée du Mondial, de la crême solaire et de tous les bienfaits du siècle par une petite barrière de fer noire, qu'un enfant pourrait facilement enjamber.

DANIEL SCHNEIDERMAN

(1) Curiosité.
(2) « Revenez bientôt ».

La suppression de la physique-chimie en 6^e et 5^e

Indignation des syndicats d'enseignants

L'effet de surprise passé, les syndicats d'enseignants ont réagi très vivement contre la publication, vendredi 27 juillet, des arrêtés prévoyant la suppression de l'enseignement de la physique et de la chimie dans les classes de sixième à compter de la rentrée 1991 et de cinquième l'année suivante; décision sans précédent, tant la tradition consistait à ajouter des heures de cours et des disciplines sans jamais en ôter.

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNEP, FEN) s'indigne du fait que « le gouvernement passe en force en plein milieu des vacances », et estime que « personne ne peut affirmer aujourd'hui sérieusement que la suppression d'un enseignement constitue un « plus » pour les élèves ». Pour une fois, l'analyse du

SNEP est partagée par le SGEN-CFDT, pour qui la décision du ministre consiste, « sous couvert de pédagogie », à faire des économies. L'indignation est aussi vive au SNALC-CSEN, qui rappelle le vote négatif presque unanime du Conseil supérieur de l'éducation, tout comme les parents de la PEEP, qui expriment leur « plus vif mécontentement ».

Avec un titre-cho, « La chasse aux profs », le journal *l'Humanité* metait cette affaire en première page, samedi 28 juillet, au-dessus de la libération d'Anis Naccache. Le quotidien du PCF s'interroge sur la « liquidation de pans entiers de notre enseignement, au fur et à mesure que viendront à manquer les candidats à telle ou telle discipline (...) ».

Mort de l'écrivain Georges Conchon

Le romancier et scénariste Georges Conchon est mort le dimanche 29 juillet dans une clinique de la région parisienne. Il était âgé de soixante-cinq ans.

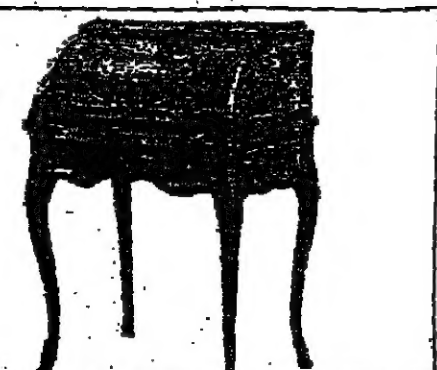
Né le 9 mai 1925 à Saint-Avit (Puy-de-Dôme), Georges Conchon fit ses études au lycée de Clermont-Ferrand, au lycée Henri IV, à Paris, et à la faculté des lettres. Il obtint une licence de philosophie. Secrétaire des débats au Sénat de 1960 à 1962, Georges Conchon fit aussi du journalisme. Il avait notamment collaboré à *France-Soir*. Il obtint le prix Goncourt en 1964 pour *l'Etat sauvage* (Albin Michel), une sorte de parabole haïtienne en Afrique noire.

Après être allé à « l'Etat sauvage », Conchon faisait en 1967 le procès du monde civilisé dans *l'Apprenti guerrier* (Albin Michel). Parmi ses romans, citons encore *l'Amour en face* (Albin Michel, 1972), *Judith Thompson* (J.-C. Stalla, 1978), *Colère* (Stalla, 1977) et surtout le *Shore* (Albin Michel, 1977), qui fit grand bruit. Georges Conchon y décrivait les secrets de la spéculation sauvage et donnait une belle leçon d'économie appliquée. Il publia aussi un récit historique très romanesque, *Naïf la guerre devant Louis-Napoléon* (Flammarion, 1969) : le héros, curieux de l'histoire et républicain militant de la gauche unitaire, Georges Conchon a souvent travaillé pour le cinéma. Il a écrit de nombreux scénarios, adaptant notamment *le Shore*, *l'Etat sauvage* et *Judith Thompson*.

Bureau LOUIS XV...

en bois de pays et frise de rose motif transition 3 tiroirs intérieurs 3 tiroirs extérieurs Ce modèle fait partie d'une importante collection de meubles de style Louis XV, Louis XVI, Directoire et Empire.

Elle rassemble les éléments les plus originaux de toutes les époques.



Rémy

30-30 (impasse St-Antoine 75012 PARIS) 46-46-55 (surveillé 24h/24)

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Les tensions en Côte-d'Ivoire Une mise en garde des évêques... 3

L'investiture de M. Fujimori au Pérou Le nouveau président déclare la guerre à la corruption... 4

SOCIÉTÉ

Lourdes et les miracles Vingt-six mille pèlerins charismatiques attirés par les « prodiges » du Lion de Juda... 7

L'épidémie de sida Un dentiste aurait contaminé une patiente aux Etats-Unis... 7

COMMUNICATION

Audiovisuel en Italie La future loi sur l'audiovisuel, qui ménage la duplole de la RAI et de la Fininvest, divise la démocratie chrétienne... 8

SPORTS

Automobilisme En gagnant en Allemagne, Ayrton Senna a repris, devant Alain Prost, la tête du Championnat du monde... 9

CULTURE

« Don Pasquale » à Aix Le Festival s'est achevé dans un grand éclat de rire... 12

ÉCONOMIE

Les projets d'EDF La société nationale souhaite acheter une compagnie britannique privatisée... 15

Les réformes en URSS M. Gorbatchev s'oppose aux tentatives d'indépendance financière des Républiques... 16

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le développement en Asie pages 17 à 19

Services

Abonnements... 9
Annonces classées... 18
Carnet... 12
Loto, Loto sportif... 12
Marchés financiers... 20-21
Météorologie... 14
Mots croisés... 12
Radio-Télévision... 14
Spectacles... 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » date 29-30 juillet 1990 a été tiré à 504 614 exemplaires.

GRANDE-BRETAGNE : un attentat attribué à l'IRA

Un député proche de M^{me} Thatcher est assassiné

LONDRES

de notre correspondant

L'assassinat du député conservateur Ian Gow, tué lundi 30 juillet par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture garée devant sa maison de Hankham, dans le sud-est de l'Angleterre, visait particulièrement le parti conservateur au pouvoir en Grande-Bretagne depuis plus d'une décennie. Bien que l'attentat n'ait pas été revendiqué lundi en début d'après-midi, l'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'organisation clandestine qui combat par la violence la présence britannique en Ulster, était tenue pour responsable.

M. Ian Gow, âgé de cinquante-trois ans, était l'un des politiciens conservateurs les plus proches de M^{me} Margaret Thatcher, dont il fut le secrétaire parlementaire de 1979 à 1983. Président de la commission des affaires nord-irlandaises de la Chambre des communes, ce thatcherien pur et dur à l'allure martiale s'était fait le porte-parole des protestants fidèles à la couronne d'Angleterre qui veulent que

la province reste britannique. Farouche opposant à l'accord anglo-irlandais de 1985, il avait démissionné de son poste de secrétaire d'Etat au Trésor pour protester contre la signature de ce traité qui, pour la première fois, donnait un droit de regard à Dublin sur les affaires de l'Ulster.

Destruction du Carlton Club de St-James, explosion d'une bombe à la Bourse de Londres, attentat contre un manoir appartenant à Lord McAlpine, ex-trésorier des Tories... l'IRA a intensifié ces dernières semaines sa campagne contre les symboles de l'establishment conservateur.

« Une perte terrible », a déclaré M^{me} Thatcher qui a elle-même échappé en 1984 à une tentative d'assassinat de l'IRA lors de l'explosion d'une bombe à Brighton. En 1979, la Dame de fer avait perdu l'un de ses plus fidèles soutiens en la personne d'Airey Neave, porte-parole à l'époque du cabinet fantôme pour l'Ulster, dans un attentat similaire. (Intérim.)

Hausse de 0,2 % des prix de détail

L'indice a bénéficié en juin d'une forte diminution du coût de l'énergie

L'INSEE a confirmé lundi 30 juillet que la hausse des prix de détail en France s'était élevée en juin à 0,2 %, soit 3 % en glissement sur les douze derniers mois.

Au cours des six premiers mois de l'année, la hausse des prix de détail en France s'est élevée à 1,6 %, un résultat identique à celui de la RFA.

La croissance modérée de l'indice de juin s'explique en particulier par une baisse du prix de l'énergie (- 0,5 %); les produits pétroliers ont diminué de 0,9 %, dont - 4 % pour le fioul, et - 0,3 % pour l'essence. Hors énergie, l'indice des prix a progressé de 0,3 %. Les produits alimentaires ont augmenté de 0,3 %, de même que les services. La hausse du prix des produits manufacturés a été limitée à 0,1 % et les loyers sont restés stables.

Contrairement à juin, plusieurs facteurs négatifs doivent peser sur l'indice de juillet : le relèvement trimestriel des loyers, la hausse mensuelle des prix dans le secteur automobile, et la remontée du prix de l'énergie.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, l'ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-07-18-18.